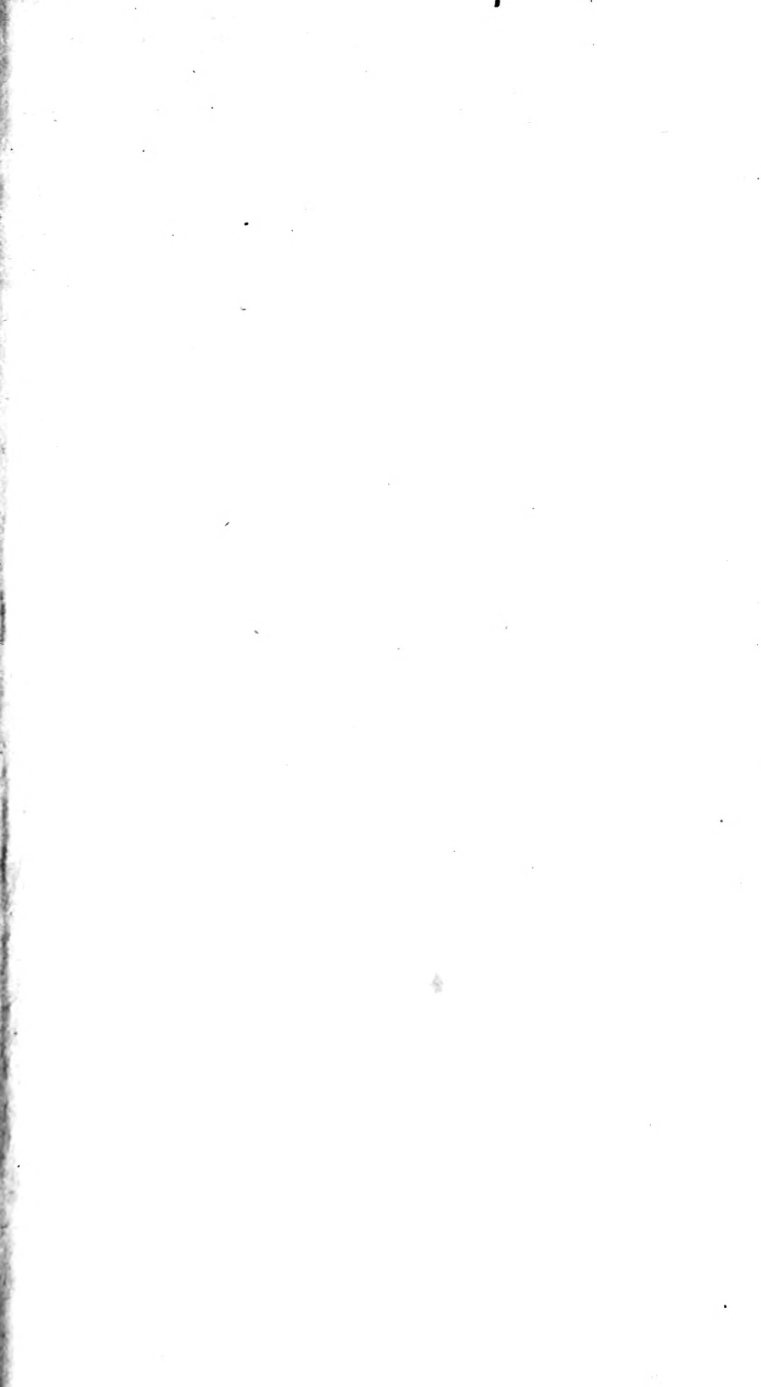


Digitized by the Internet Archive  
in 2011 with funding from  
University of Toronto







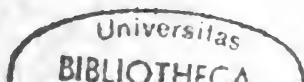
LES MONUMENS  
PRÉCIEUX ET INTÉRESSANS  
POUR L'HISTOIRE  
DE BOURGOGNE,  
*Sous le Règne de HENRI IV.*



P A R I S.

---

M. DCC. LXXII.



DC

611

.B 782 A3

1772

Coll. spec.

## AVERTISSEMENT.

**L**E RECUEIL qu'on publie aujourd'hui contient des Monuments intéressans pour l'Histoire de Bourgogne. Dijon fut un des derniers asyles de la Ligue, & son Parlement en fut un des derniers appuis. La plupart des Historiens n'ont porté leurs regards que sur la partie la plus brillante de la scène; & le théâtre des exploits de Henri IV leur a paru seul digne de fixer leur attention. Mais il n'est pas indifférent de connoître quelle étoit alors la situation des Provinces, & combien d'obstacles le fanatisme opposoit au bonheur de la France. On en sera plus attendri sur le sort du meilleur des Rois, & on sentira mieux tout le malheur de sa position &

#### iv *AVERTISSEMENT.*

tout le prix de ses victoires.

Ce Recueil servira encore à rappeler des faits qu'on tente d'obscurcir depuis long-temps, & qu'il est cependant essentiel de ne pas oublier. Les Remontrances des Parlemens ne sont pleines que des services qu'ils ont rendus à Henri IV. S'il faut les en croire, ils ont affermi la couronne sur sa tête, & c'est à leurs Arrêts que nous devons le bonheur de vivre sous l'empire de ses augustes descendans. Le Parlement de Bourgogne apprendra dans ses Registres quels sont ses véritables droits à notre reconnoissance. Ceux de Paris, de Toulouse, de Rouen & d'Aix nous auront bientôt aussi l'obligation d'avoir évalué au juste l'étendue & le prix de leurs bienfaits.

Peut-être ces Compagnies, en relisant leurs Annales, y trouve-

## *AVERTISSEMENT.*

ront-elles des motifs d'être plus mesurées dans leurs démarches, plus timides dans leurs entreprises, plus modestes dans leurs assertions. Un zèle aveugle pour la Religion les précipita dans les horreurs de la Ligue; de petits intérêts, des ressorts inconnus à elles-mêmes les jettèrent dans les ridicules de la Fronde. En agitant l'Etat dans ces deux époques, elles perdirent leur propre poids : détachées du centre de l'autorité, elles ne firent plus que flotter au milieu des mouvemens populaires; le frein des Loix se brisa dans leurs mains, & leur pouvoir s'évanouit comme leur considération. Elles rampent en esclaves sous Mayenne & ses adhérens; elles tremblent sous la tyrannie des Seize, & ne sont que de vils instrumens dans les mains du Coadjuteur & de sa cabale.

## vj *AVERTISSEMENT.*

Mais alors les peuples furent les complices de leur erreur ; leur fanatisme fut celui de la Nation , & les Magistrats ne furent plus coupables , que parcequ'ils devoient être plus éclairés & plus fidèles. C'étoit d'ailleurs une maladie , un délire : en violant les principes on les avouoit encore ; les actions étoient mauvaises , mais les maximes étoient saines ; & au milieu de la révolte , tout annonçoit le retour de la soumission & l'attachement à l'autorité.

Il étoit réservé à nos jours de voir la Magistrature s'élever à un systême réfléchi d'indépendance , travailler pendant vingt années à en asseoir les fondemens , se préparer des principes par des démarches , & justifier ensuite ces démarches par les principes ; s'attacher enfin à dénaturer l'idée de notre Gouvernement & à effacer



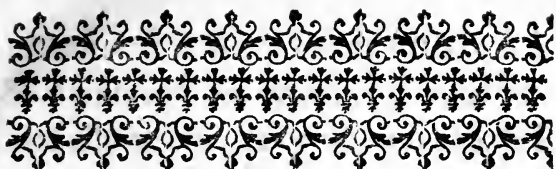
## *AVERTISSEMENT. vij*

dans les esprits & dans les cœurs la trace des anciennes maximes. Cependant cet ouvrage de tant d'années leur échappe en un instant , & leur édifice s'écroule au moment où il touche à la perfection. Les Parlemens ont mal connu les François. Cette nation vive, légère , qui s'irrite aisément & s'apaise de même , qui ne connoît de sentiment durable que celui de son amour pour ses Maîtres, une pareille nation peut être entraînée tout-à-coup au nom de la Religion & de la Liberté; mais il faut qu'elle soit affectée par des maux présens , & non par des craintes imaginaires; il faut qu'on lui montre le remède assuré à ses peines , & non pas une chimère métaphysique. Nous ne nous enivrerons jamais des prétentions d'un corps , quelques couleurs que ce corps essaie de donner à

vüj *AVERTISSEMENT.*

ses prétentions : nous raisonnons sur ses droits, nous les discuterons, & nous finirons par nous en moquer, dès qu'ils ne seront pas liés avec notre intérêt présent & actuel. La querelle des Parlemens ne devoit donc point prendre dans la Nation, du moins dans cette partie de la Nation qui agit & qui frappe: elle ne tenoit point à son existence; elle ne touchoit à rien de ce qui pouvoit l'affecter. Aussi n'a-t-elle produit que des livres, & bien-tôt elle donnera des épigrammes. Les Compagnies seules sont sans faire contre l'autorité; si elles parviennent à soulever le peuple, le peuple leur obéit un moment, & bien-tôt les tyrannise & les outrage. Le seul parti qui leur convienne, c'est de se faire respecter par la raison & par la vertu.

REGISTRES.



# LES MONUMENS

PRÉCIEUX ET INTÉRESSANS

POUR L'HISTOIRE

DE BOURGOGNE,

*Sous le Règne de HENRI IV.*

---

*Du Samedi 31 Décembre 1588, les  
Chambres assemblées.*

**M**ONSIEUR le Premier Président  
ayant fait entendre, que hier au soir  
un Courier vint en cette Ville de la  
part du Roi, & fut conduit au logis  
du Vicomte-Maieur, & de-là en son

hôtel, où il lui donna des Lettres closes de S. M. à lui adressées, & lui dit, qu'il y en avoit d'autres à la Cour & aux Gens du Roi ; lesquelles il lui recommanda de porter au Procureur Général, qui peu de temps après vint lui apporter des Lettres écrites à la Cour ; mais il fut d'avis, qu'il les gardât, pour les présenter à la Compagnie, qu'il a fait assembler à cette fin ; & ayant montré les Lettres à lui écrites qui ont été lues, & par lui retirées :

Les Gens du Roi ont été mandés, & iceux entrés, ont dit, qu'ils avoient reçu Lettres closes du Roi, par lesquelles il appert de la mort du Duc de Guise pour les causes y contenues, avec d'autres Lettres écrites à la Cour, desquelles ils ont demandé lecture être faite en leur présence. Ce qui a été fait, &

icelle entendue , lesdits Gens du Roi , par la bouche de l'Avocat Maillard , ont dit , que par lesdites Lettres est mandé d'assembler le Conseil de cette Ville , afin que chacun prenne les armes pour sa conservation & de ladite Ville sous l'autorité & obéissance du Roi. A ce moyen ont réquis que les Vicomte-Maieur & Echevins de ladite Ville fussent mandés , pour entendre le contenu èsdites Lettres ; & d'autant qu'il se fait des Corps-de-garde par ladite Ville par gens soupçonnés de sédition , & même par M<sup>e</sup> Pierre Michel , ont requis , qu'il fût enjoint audit Vicomte-Maieur de commettre le commandement desdits Corps-de-garde à gens non-suspects.

Sur ce a été dit , que les Vicomte-Maieur & Echevins de ladite Ville seroient présentement mandés ,

pour apporter les Lettres qui leur ont été écrites par le Roi, & entendre sa volonté contenue en icelles Lettres écrites à la Cour, qui à cet effet seront lues en leur présence.

Que pour pourvoir à la sûreté de cette Ville, MM. les Conseillers, Gens du Roi & Greffiers iront à la Garde des portes & Corps-de-garde, & feront ronde la nuit, si bon leur semble, dont sera dressé Rolle d'un ancien Conseiller avec le dernier, suivant l'ordre du Tableau à la manière accoutumée, qui sera délivré aux Huissiers, afin d'avertir par chacun jour ceux qui devront être de garde le lendemain.

Et que Mes Louis Odebert & Jean Gagne, Conseillers, iront avec le Maire au Château de cette Ville, pour faire entendre au Ca-

pitaine Francheze étant en icelui, du contenu ès Lettres du Roi, & lui recommander qu'il ne laisse entrer aucun au Château par la porte de derrière, par le moyen duquel le pays & cette Ville ne puissent recevoir aucune incommodité.

Et à l'instant sont venus derrière le bureau M. Jacques de la Verne, Vicomte-Maieur, Frémyot Religieux de S. Bénigne, Bezat Chanoine de la Ste. Chapelle, Robert Doyen de la Chappelotte, Bercqueleine, David, Esthenot, Bourelier, Bondrenée, Boisselier, Boullier, Brechillet, Morel, Prevost, tous Echevins; Jachiet Procureur Syndic, & Martin Secrétaire de ladite Ville. Auxquels M. le Premier Président a demandé, s'ils n'avoient pas reçu Lettres du Roi? A quoi ledit Vicomte-Maieur a répondu que oui, & qu'elles étoient en la

Chambre de Ville , où elles doivent demeurer pour leur décharge , lesquelles il lui a été enjoint d'envoyer quérir. Cependant a dit , que suivant lefdites Lettres tous ceux du Corps de la Chambre de Ville avoient fait ferment solennel de demeurer unis au service du Roi , & à la conservation & manutention de cette Ville , sous son autorité & obéissance ; & les Lettres écrites aux Magistrats de ladite Ville apportées & lues , lecture a été faite de celles écrites à la Cour en présence desdits Maire & Echevins , & autres Officiers de ladite Ville ; & leur a été dit par M. le Premier Président , qu'ils avoient toujours été fidèles au Roi , mais qu'à ce coup il se falloit évertuer plus que jamais , & veiller soigneusement à la garde de ladite Ville sous l'autorité & obéissance du Roi ,



en quoi la Cour les aideroit de tout son pouvoir. Et à cet effet a été délibéré d'envoyer à la Garde des portes & Corps-de-garde de jour & de nuit, si besoin étoit, dont le Vicomte - Maieur a dit être bien joyeux, & s'est retiré comme aussi lesdits Echevins & Gens du Roi; & a été fait & signé l'Arrêt qui s'ensuit :

VEU les Lettres du Roi, écrites à Blois, le 23 du présent mois de Décembre, Conclusions du Procureur Général, la Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne aux Baillifs, leurs Lieutenans, Maires & Echevins, & tous autres Magistrats des Villes de ce Ressort, chacun en droit foi, de tenir lesdites Villes en toute sûreté, & les Habitans d'icelles en bonne union & repos sous l'obéissance due à S. M. A fait & fait

inhibitions & défenses à toutes personnes de quelqu'état & condition qu'elles soient , de faire aucune Assemblée d'armes dans lefdites Villes & hors d'icelles , finon de l'autorité du Magistrat , à peine de la hart. Et fera le présent Arrêt envoyé ès dites Villes avec lefdites Lettres , pour y être lues & publiées & enregistrées , afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Dijon en Parlement, le dernier jour de Décembre 1588. S'ensuit la teneur desdites Lettres.

NOS AMÉS ET FÉAUX. Encore que vous soyiez bons témoins des occasions que le feu sieur Duc de Guise nous a données de nous ressentir des troubles qu'il a semés en notre Royaume, les entreprises & attentats qu'il a faits depuis quelques années sur notre Etat &

Couronne, notre honneur & notre propre vie, toutefois en attendant que nous vous fassions bien particulièrement entendre comme il s'est porté ingrat envers nous en récompense de ce que nous lui avons pardonné les choses passées, avec espérance, que notre volonté, & les biens & honneurs que nous lui avons faits depuis, & faisons tous les jours jusqu'au mécontentement de nos bons & loyaux Sujets, qui en étoient scandalisés, le rameneroit au bon chemin, & à reconnoître le respect & obéissance que justement il nous devoit; Nous vous dirons seulement, que depuis quelques jours son insolence étoit devenue telle, qu'au mépris de notre autorité il n'a rien oublié de tout ce qu'il a pu faire pour nous troubler & arracher notre Sceptre & Couronne, voire notre

propre vie , & que ce qu'il ne pouvoit faire , il ne l'a fait. Qui nous a donné occasion de lui faire connoître que Dieu a mis en nous l'autorité , les moyens & les courages de l'en châtier ; comme il l'a mérité , par la perte de sa vie , dont nous avons bien voulu vous donner avis par ce mot de Lettre , afin que vous en sachiez la vérité , & que par quelque faux bruit elle ne vous soit point déguisée ; aussi , pour vous avertir qu'incontinent la présente reçue , vous fassiez assembler tout le Conseil de notre ville de Dijon , & faire que chacun des principaux Chefs des maisons s'arment , tant pour la conservation de leurs famille & facultés domestiques , & de leur Ville , que de notre autorité , & de l'obéissance qu'ils nous doivent ; ensemble , que nous ne voulons aucunement nous

départir de notre sainte entreprise de faire la guerre, & exterminer les Hérétiques ; ains, comme elle n'étoit pas fondée sur la mort ou la vie, ou l'ambition dudit feu sieur de Guise, mais sur le zèle & affection que nous avons toujours eu & aurons particulièrement gravés dans le cœur à l'honneur de Dieu & l'augmentation de notre Religion Catholique Apostolique & Romaine, aussi ne peut-elle être détournée pour quelque occasion que ce soit, faisant enforte que nosdits Sujets se rendent capables de nos bonnes & saintes intentions, lesquels se peuvent assurer de tout le soulagement que nous leur pourrons procurer, ensemble que continuant à leur devoir, ils nous trouveront toujours leur bon Roi, prêt à les gratifier autant que leur fidélité le pourra mériter ; ou

à les châtier auffi , s'ils s'oublient de leur devoir , & fortent du respect & obéissance que Dieu leur commande de nous porter. Priant sur ce Notre-Seigneur qu'il vous ait, nos Amés & Féaux, en sa sainte & digne garde. A Blois le 24<sup>e</sup> jour de Décembre 1588. *Signé* HENRI, & plus bas, RUZÉ.

*Superscrite* : A nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Dijon.

*Du Lundi 2 Janvier 1589, les Chambres assemblées.*

M. le Premier Président a dit avoir fait assembler la Compagnie à fin d'entendre le rapport des Commissaires, qui avoient été députés pour aller au Château.

Lesquels, par la bouche de M<sup>e</sup> Odebert, puîné ont dit, qu'ils

avoient requis le Vicomte - Maieur de les accompagner audit Château ; mais qu'il s'étoit excusé pour les affaires qu'il avoit , & leur avoit envoyé le Procureur Syndic de cette Ville , lequel ils avoient mené avec eux audit Château , & en sa présence avoient fait entendre leur charge au Capitaine Francheze ; qui leur avoit fait réponse , que M. le Duc de Mayenne, Gouverneur de ce Pays , l'avoit mis audit Château , & lui avoit recommandé d'en faire bonne & soigneuse garde pour le service du Roi ; en quoi , jusqu'à présent , il ne croyoit avoir aucunement failli , espéroit de continuer de faire en sorte que ledit sieur Duc de Mayenne en auroit contentement , & que le Pays , ni cette Ville , n'en recevraient aucun inconvénient par son moyen , & qu'il ne laisseroit entrer personne

audit Château, qui pût troubler le repos de ladite Ville & dudit Pays.

Sur ce que M. le premier Président a proposé, que le Vicomte-Maieur de cette Ville lui avoit fait entendre plusieurs raisons, par lesquelles il n'étoit besoin que les lettres du Roi, écrites à la Cour, fussent publiées à son de trompe par la Ville, & que ladite publication avoit été différée jusqu'à ce qu'il y eût été avisé par la Cour; l'affaire mise en délibération, a été appelé à l'huis du Conseil, M<sup>e</sup> Jean Cothenot, pour voir la Requête contenant les raisons pour la non publication, laquelle lue & communiquée au Procureur Général, a été résolu, que ladite publication fera différée quant à présent, sauf à l'ordonner ci-après s'il y échet.

Et afin de promptement pourvoir à toutes occurrences concernant



nant la sûreté de cette Ville & le repos de tout le Pays, pour le service du Roi & la conservation de ses sujets en son obéissance, a été conclu, que l'on entrera extraordinairement en cette Chambre chacun jour à huit heures du matin, sauf d'aviser à chacune desdites entrées, si on s'assemblera l'après-dîné; & pour aucunes affaires qui n'ont pu être expédiées le matin, a été dit qu'on se trouvera en cette dite Chambre à une heure & demie de relevée.

*Dudit jour de relevée.*

MM. Maillard & Legoux, Avocats du Roi, sont entrés en cette Chambre par Ordonnance de la Cour, & ont rapporté la Requête qui leur avoit été communiquée ce matin avec leurs conclusions par

écrit. Sur lesquelles conclusions a été résolu ce qui s'ensuit :

Qu'il est enjoint à tous les Habitans de cette Ville de ce pourvoir d'armes pour la conservation de leurs personnes, famille, biens, & sûreté de ladite Ville, sous l'autorité & obéissance du Roi, & au Vicomte-Maieur & Echevins d'icelle Ville d'employer lesdits Habitans indifféremment, & sans aucune distinction, à la garde des portes & corps de garde, tant de jour que de nuit, chacun à son tour, suivant les anciens rôles & départemens. Défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de parler du Roi qu'avec l'honneur & le respect dû à Sa Majesté, ni de tenir propos tant à sédition, à peine d'être pendus & étranglés. Ordonne que par Commissaire que la Cour députera,

il sera informé des contraventions , pour les informations vues & communiquées au Procureur Général du Roi , être procédé contre les coupables , ainsi qu'il appartiendra. Et l'Arrêt publié à son de trompe , afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance .

MM. Bretagne , Collard , Quarré & Bretagne puîné , ayant fait rapport de ce qui s'étoit passé hier aux portes , où ils étoient allé monter la garde , a été fait l'Arrêt de réglemeut qui s'ensuit :

LA COUR, les Chambres assemblées , pour conserver les Habitans de cette Ville en bonne union & repos , sous l'obéissance du Roi , suivant ses Letres dn 24 Décembre dernier, a ordonné & ordonne, que les Commissaires de ladite Cour, qui iront aux portes, commande-

ront avec l'Echevin de ladite Ville, & pourvoiront ensemblement à toutes occurrences qui se présenteront ; comme aussi ès corps-de-garde qui se feront tant de jour que de nuit : à cet effet le mot du guet leur sera envoyé par le Vicomte-Maieur de ladite Ville ; auquel la Cour enjoint, que s'il survient affaire importante à la sûreté de ladite Ville & repos des Habitans, d'en avertir ladite Cour avant l'exécution de leur délibération, dont le Maire sera averti, lequel sera à cet effet mandé.

M<sup>e</sup> Pierre Dachiet, Procureur-Syndic de cette Ville, ayant demandé de parler à la Cour, a été introduit céans, & a dit : Qu'il étoit envoyé de la part du Vicomte-Maieur pour remontrer qu'il étoit très-humble serviteur du Roi & de la Cour, tant en son particulier,

qu'en qualité de Maïeur ; mais qu'il lui est impossible de sortir de sa maison pour venir au Palais sans amener des forces ; que peut-être la Cour ne trouveroit bon , d'autant qu'il avoit été averti d'une conspiration faite contre sa personne.

Et incontinent après , sont venus les Echevins , Prevost , Fremyot , Boisselier & Boullier , qui ont excusé ledit Vicomte-Maïeur , pour les susdites considérations.

A quoi leur a été dit par M. le Premier Président , que mal-aisément la Ville pourroit être assurée , si celui qui est à la garde ne l'étoit pas , & qu'ils pourvûssent en telle sorte , que chacun fût conservé en repos sous l'obéissance du Roi ; & que demain on leur feroit entendre la Délibération de la Cour. Et se sont retirés , après que ledit Pre-

voit, sur ce enquis, a dit, qu'il n'y avoit aucune Délibération en ladite Chambre pour refuser les portes au sieur de Tavannes.

*Du Mardi 3, les Chambres assées.*

Les Arrêts conclus le jour d'hier de relevée, ont été lus & dressés en la forme qu'ils sont ci-devant registrés ; & les Syndics commis pour informer des propos tenus contre l'honneur & le respect dûs au Roi, & des contraventions qui se feront à l'Arrêt.

Sur le rapport du Greffier, qu'il y avoit à la porte nombre d'Echevins, qui demandoient à parler à la Cour; ils ont été introduits, & sont entrés : M. Claude David, Avocat à la Cour, Cothenot, Bouvellier & Carlin, tous Echevins,

lesquels, par la voix dudit David, ontremontre, que sur certain bruit qui se portoit par la Ville, le Vicomte-Maieur avoit, dès hier, fait assembler plusieurs Habitans & Bourgeois de chacune paroisse, & même ceux qui avoient abjuré ci-devant la nouvelle Religion, & leur avoit fait entendre qu'il falloit que chacun se contînt en son devoir, & que tous s'unissent pour la conservation de ladite Ville, & leurs personnes & biens, sous l'obéissance due au Roi, notre souverain Seigneur; toutes-fois ils..... Hier, de nouveaux avertissemens, qu'en certaines maisons de ladite ville, se faisoit amas de gens & d'armes, & qu'aucuns avoient porté Requête à la Cour, qui touchoit l'honneur des Magistrats de ladite Ville; qu'ils n'ont autre chose en recommandation que le service du Roi, & la con-

servation de tous indifféremment, & qu'aux environs de ladite Ville y a troupe de gens, qui possible cherchent occasion d'entrer en icelle pour la troubler, ce qui les tient en grande perplexité; & pour cette raison avoit été avisé à la Chambre de Ville, que la Cour seroit très-humblement suppliée, de leur donner avis & conseil de ce qu'ils avoient à faire en chose de si grande importance, qui concernoit le salut de tous, sachant bien le respect qu'ils devoient à ladite Cour, les bons & salutaires conseils qu'ils en recevoient, pour être composée de personnes illustres & accomplies à toutes bonnes parties.

Sur quoi a été dit par M. le Premier Président, que la Cour leur donnera toujours toute l'aide qu'elle pourra, es affaires qui concerneront le bien du Public & de cette Ville.,



Ville , & que sur le surplus , il y fera avisé.

Et s'étant retirés, sont incontinent rentrés, & ont dit: Que s'il plaisoit à la Cour de députer aucuns d'icelle, pour assister en la Chambre de Ville ès Délibérations qui s'y feront, ils le tiendront à très grand honneur. Et iceux retirés, a été dit: Que quatre Conseillers feroient députés pour aller en la dite Chambre de Ville, lorsque l'on conviendra traiter & délibérer des affaires concernant la sûreté de la Ville, & rapporteront à la Cour les Délibérations qui s'y feront, quand elles seront importantes, avant que de les exécuter; & après y avoir été quelque tems, en feront commis d'autres. Et pour le présent, ont été députés Messieurs Bretagne, Colard, Odebert l'aîné, & Brich, Conseillers; & que de ladite Déli-

bération & Arrêt du jour d'hier, le Procureur Syndic fera présentement averti par le Greffier, afin que ledit Syndic le puisse faire sçavoir à ladite Chambre de Ville.

*Du 4 dudit Mois, les Chambres  
assemblées.*

M. Bretagne a fait entendre ce qui s'étoit passé le jour d'hier à la Chambre de Ville, en sa présence & de ses Collègues; & les difficultés que le Vicomte-Maieur leur avoit déclarées sur l'exécution de l'arrêt concernant le Règlement des Portes & Corps-de-gardes, où les Commissaires de la Cour se trouveroient; & la réponse qu'ils lui avoient faite, avec les exemples de ce qui avoit été observé de tout tems en semblables cas. A quoi M. le Président de Montholon a

ajouté, que lorsque le sieur de Ventoux commandoit dans cette Ville, en l'absence du sieur de Tavannes, étant à la porte, avec M. le Procureur Général, se présenta un laquais de M. de Maugiron, qui portoit un paquet, où il y avoit des Lettres à plusieurs grands Seigneurs, & même à feu M. le Cardinal de Lorraine, qu'ils ouvrirent & lurent à ladite porte, dont ledit Laquais se plaignit audit sieur de Ventoux qui desiroit de leur en parler; & étant devers lui, firent entendre, qu'ils n'avoient rien fait que ce qu'ils devoient; & comme ayant le commandement à la porte, ils pouvoient voir toutes sortes de Lettres, hormis celles du Roi, dont ils avertirent le lendemain la Cour, qui approuva & loua leur action.

Ce fait, ledit sieur Bretagne, avec MM. Colard, Odebert & Brich,

sont sortis pour aller à la Chambre de Ville , suivant la Délibération prise le jour d'hier ; mais ils sont incontinent retournés , & ont dit avoir trouvé en chemin l'Echevin Cothenot , qui les avoit assurés que la Chambre de la Ville n'étoit ouverte , & qu'on ne feroit assemblé en icelle , parce que les Députés d'aucunes Paroisses ne s'y étoient trouvés.

Sur ce , a été dit , que le Vicomte-Maieur fera mandé par le Greffier , pour sçavoir pourquoi il tint hier toutes les portes de la Ville fermées , enforte que par ce moyen ils entrèrent & sortirent par le château.

Aussi à quoi il tient , qu'il n'a assemblé la Chambre de Ville ce matin ; & lui fera ordonné d'entrer en icelle tous les jours après huit heures , pour traiter & aviser es

affaires communes , concernant la sûreté de la Ville , avec les Commissaires de la Cour , Echevins & Bourgeois à cet effet nommés & choisis en chaque Paroisse , & de visiter les maisons particulières des habitans , qui ont amas d'armes , encore que ce ne soit leur profession de manier les armes , ou qu'ils n'ont moyen d'en avoir en telle abondance.

A l'instant , ledit Vicomte-Maieur est venu , accompagné de David , Cothenot & Brechillet , Echevins , & d'Achiet , Syndic , Odebert & Guillaume , Commis & Bourgeois ; & après que la Délibération susdite leur a été dite & prononcée par M. le Premier Président , ledit Vicomte-Maieur a dit : Qu'il s'est toujours montré zéléteur du service du Roi & de la Cour , mais qu'il sçait bien que sa Charge , au tems que

nous sommes , est un sujet de décocher contre lui , & que le plus homme de bien , & le plus expérimenté de la Ville y feroit bien empêché , & se trouveroit confondu ; qu'il n'a jamais rien fait en cachette , ains ses actions ont toujours été telles qu'il a perpétuellement eu en singulière recommandation , l'honneur de Dieu , & le service du Roi ; & néanmoins pour récompense des peines & travaux qu'il prend journellement , pour maintenir chacun en sûreté , en bonne union & en repos , il sçait qu'on a présenté une Requête injurieuse contre lui , qui ne peut procéder que de mauvais estomach ; car ce n'est ici le tems qu'il faut attaquer le Magistrat. Que la Cour est souveraine pour connoître de ses actions , à laquelle voire au Roi même il se présentera toujours pour en rendre compte ,

& se justifier de toutes telles calomnies. Qu'il est incessamment travaillé, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. Qu'il ne desire rien tant, sinon que les choses se passent en toute tranquillité. Mais que ces derniers jours, il s'est passé chose qui ne se doit taire. Car encore que par l'Arrêt nouvellement publié, il n'ait été permis qu'aux Chefs d'Hôtellerie de s'armer, toutefois il se trouve un nombre infini de jeunes gens, qui vont ordinairement armés jusqu'à la salle du Palais; qu'il y en a d'autres si osés, qu'ils entreprennent d'aller sur les murailles sans avoir le mot; s'en trouve aucuns ès Corps-de-garde, qui ne sont des rues des Dixaines, chose qu'il ne peut, ni ne doit dissimuler, comme étant faite au mépris du Magistrat, qui doit être respecté; supplie la Cour de le conserver en icelle, &

considérer qu'un plus habile que lui s'y trouveroit bien empêché, & qu'il n'est tenu de rendre compte de ses actions. Quant aux portes, qui ne furent hier ouvertes, dit que ç'a été par Délibération de la Chambre, & pour le bien public, d'autant qu'il fut averti, qu'ès environs de cette Ville, il y avoit des gens de cheval, dont il envoya avertir la Cour par un Echevin, au regard du Châteaudit; qu'il n'a pu empêcher ce qui s'y est fait, n'y ayant nul commandement, & n'y fut avec les Commissaires de la Cour, parce que les choses publiques ne lui permirent, & qu'il n'est raisonnable que lui Magistrat se voye enfermé; & en tant que touche l'Assemblée de la Chambre, dit que les Députés d'aucunes Paroisses ne s'y étant trouvés, on avoit remis au lendemain. Et pour les



armes qui sont ès maisons particulières, il y pourvoiroit; suppliant la Cour de conserver l'autorité qui appartient au Magistrat de la Ville.

*Dudit jour, de Relevée.*

Brechillet & Giraut, Echevins, ayant demandé de parler à la Cour, font entrés en cette Chambre, & ont dit : Que le Vicomte-Maieur avoit été présentement averti que l'Avocat Brocard, étant avec un Conseiller de cette Cour, avoit voulu entrer en la Tour Saint-Nicolas, & avoit tenu plusieurs propos fâcheux à l'Echevin qui y commandoit; combien que ledit Conseiller s'étoit force modestement comporté; leur a été dit, qu'il y feroit pourvû, & se sont retirés.

Sur ce qui a été proposé, qu'il

se faisoit assemblées en quelques maisons particulières , a été dit , Que Messieurs , qui iront demain à la Chambre de Ville , proposeront la visite des armes ès maisons particulières , & ès Abbayes & Couvens , & y feront délibérer ; comme aussi sur les défenses de faire assemblées & monopoles.

A été ordonné , qu'il sera publié Monitoire , pour avoir révélation des propos séditieux & scandaleux tenus par plusieurs de la Ville de Dijon.

*Du Jeudi 5 dudit Mois.*

Sur l'avertissement que le sieur de Lux étoit à la porte , qui demandoit à parler à la Cour , de la part du Roi , a été dit : Que l'entrée lui seroit baillée , & place au Bureau. Et à l'instant , étant entré & assis

audit Bureau, a tenu les propos qui ensuivent :

MESSIEURS, quelques jours après la mort du Duc de Guise, le Roi m'a envoyé en ce Pays, avec charge & commandement exprès de venir en cette Compagnie, & lui recommander de maintenir son autorité comme elle le doit, & de tenir toutes choses en son obéissance, & en la tranquillité où elles sont.

J'ai parlé environ un quart d'heure à M. le Duc de Mayenne, & lui ai fait entendre, que le Roi desire de se servir de lui, comme en étant digne & capable; qu'il n'ait à faire chose qui puisse troubler le repos de cette Province, & la bonne opinion en laquelle Sa Majesté l'a toujours tenu jusqu'à présent, & tient encore: Voulant qu'il soit maintenu en ses Etats, & reconnu pour son

Lieutenant Général en ce Pays ; à la charge & condition de maintenir & conſerver tous les Sujets du Roi en ſûreté & aſſurance, & même ceux qui ſe ſeroient ingérés de faire paroître quelque affection au bien de ſon ſervice, de les tenir en même & ſemblable rang que les autres. Et encore que j'aye trouvé ledit Duc de Mayenne rempli de douleur & regret des choſes paſſées, toutefois, comme il eſt Prince plein de douceur, & qui ne ſort hors des limites de raiſon, il m'a promis & juré de ne ſ'en point reſſentir; mais qu'il a été averti qu'en cette Ville il y avoit quelque rumeur, dont il eſt fort fâché, parce que ſon intention n'a oncques été de faire choſe contre le ſervice de Sa Maieſté, ayant toujours maintenu, comme ſa volonté eſt encore plus que jamais diſpoſée, tous les

sujets & serviteurs du Roi en bonne union , sûreté & repos. Il n'a troupes que pour la conservation de sa personne , qui est chose propre & décente à la nature. Dont je vous ai bien voulu avertir & assurer ; que si ledit sieur Duc de Mayenne étoit troublé à l'entrée de cette Ville, le Roi en auroit mécontentement ; d'autant qu'il veut & entend, qu'il soit reconnu pour son Lieutenant Général en cette Province, tout ainsi que si la mort du Duc de Guise n'étoit avenue ; & que ledit Duc de Mayenne maintienne & conserve tous les sujets & fideles serviteurs en toute sûreté, & les choses en telle tranquillité qu'elles sont, selon que ledit Seigneur Roi vous le fait entendre par ses Lettres & Mémoires, que j'ai charge de vous donner, lesquelles sont ès mains d'un homme à moi,

qui arrivera dans une heure ; mais je l'ai devancé & pris les devants , pour plutôt m'acquitter de ma Charge.

A quoi par M. le Premier Président lui a été dit , qu'il avoit fort ouvertement & en termes bien exprès fait entendre à la Compagnie la volonté du Roi , qui consiste en deux points. Le premier , en l'obéissance & fidélité que S. M. requiert de son Parlement , pour maintenir & conserver la Province & tout le pays en repos sous l'obéissance qui est due au Souverain , qui nous a été donné de Dieu , dont S. M. ne peut aucunement douter , pour avoir de bons témoignages de ce qui s'est passé en cette Province pendant les troubles qui ont presque ruiné la France & l'Etat ; & néanmoins la Bourgogne est demeurée ferme tant pour défaire

de la Religion , que pour celui de l'obéissance au Roi , sans qu'il y ait eu le moindre manquement. L'autre point regardoit l'autorité qu'il a plu au Roi donner à M. le Duc de Mayenne en ce pays , pour y tenir lieu de Gouverneur & de son Lieutenant représentant sa personne en ce qui concerne la force & la sûreté des Villes & Fortereſſes du pays , avec lesquelles la Cour , pour le ſervice du Roi & le bien de la Province , auroit eu bonne intelligence , & continueront toujours , tant qu'il plairoit au Roi de continuer en ſes bonnes graces , & lui donner telle autorité & puissance , comme il faiſoit entendre être ſa volonté , nonobſtant ce qui étoit arrivé depuis peu de jours à Blois , dont la Cour ne doutoit pas que le Duc de Mayenne n'eût un grand regret pouſſé par l'affection

naturelle, qui est née avec chacun de nous , mais qu'il croyoit que la vertu & le zèle que le Duc de Mayenne a pour le bien de l'Etat & Couronne de France , avoit tant de puissance sur lui, que cela , avec la douceur , bonté & clémence avec laquelle le Roi lui donnoit assurance , par la créance qu'il avoit donné , lui feroit oublier tout ce qu'il pouvoit avoir d'amertume dans le cœur , & diriger tous ses Conseils, desseins, forces & moyens à conserver, maintenir & défendre ce pauvre Etat, cette Couronne & Monarchie , qui ne peut subsister que par l'union des bons sous l'obéissance de leur Roi. Et a fini son propos par prières humbles à Dieu , pour obtenir par sa bonté cette tant désirée & nécessaire union à l'honneur de Dieu & rétablissement des abus & désordres  
qui



qui ont corrompue & ruinée cette jadis tant belle Monarchie , dont la ruine & l'anéantissement , sans la grâce de Dieu , est du tout inévitable.

*Dudit jour , de Relevée.*

Après que le Greffier a déclaré que le sieur de Lux ne lui avoit délivré les Lettres & instructions , qu'il a dit lui avoir été baillées par le Roi , a été conclu , que le Greffier sera envoyé par-devers le sieur de Lux , pour lui demander lescdites Lettres & instructions , afin de les voir & pourvoir sur icelles.

A l'instant le Greffier Joly a rapporté , qu'il avoit parlé audit sieur de Lux en la maison de M. le Président Jeannin , qui lui avoit dit , que son homme , qui avoit lescdites Lettres & instructions , n'étoit pas encore arrivé.

Sur ce a été résolu , que le Greffier retournera vers ledit sieur de Lux , pour lui demander encore une fois lescdites Lettres & instructions ; & qu'il sera fait Registre de sa réponse & de tout ce que dessus , ce que ledit Greffier a fait. Et retourné , a rapporté , qu'il n'avoit trouvé ledit sieur de Lux en la maison dudit sieur Président Jeannin ; mais qu'on lui avoit dit , qu'il étoit allé au logis du Roi pour voir M. de Mayenne , qui venoit d'arriver : a été dit , Que le Greffier l'ira trouver audit logis ; & étant de retour a déclaré , que ledit sieur de Lux lui a dit que son homme n'étoit pas encore arrivé , dont il étoit bien fâché , & prioit la Cour de croire qu'il n'étoit menteur.

Sur quoi a été résolu de s'assembler demain à l'issue du sermon , pour aviser à ce qui sera nécessaire.

*Du Vendredi 6 Janvier 1589.*

A été dit que le sieur de Lux sera mandé ; & à cet effet le Greffier Joly a été envoyé vers lui.

Lequel Greffier à l'instant a rapporté , qu'il avoit parlé audit sieur de Lux au cabinet dudit sieur de Mayenne , qui lui avoit encore dit , que son homme , qui avoit les Lettres & Mémoires du Roi , n'étoit arrivé , & qu'il avoit de grandes & importantes affaires avec M. de Mayenne , pour raison de quoi il supplioit la Cour de l'excuser. Et ayant mis la main à sa poche a tiré une Lettre , qu'il lui avoit mise en main pour la faire tenir à la Cour , qui est une Lettre du Roi écrite au sieur de Mayenne.

*Du Samedi 7, les Chambres assemblées.*

A été résolu , que l'on enverra saluer M. de Mayenne au nom de

la Cour , & le prier de tenir & conserver cette Province en paix sous l'obéissance du Roi ; & à l'instant ont été commis MM. Bourgeois Président, Bretagne, Colard, Odebert , & sept Conseillers.

*Du Lundi 9 , les Chambres assemblées.*

M. le Premier Président a fait entendre qu'il ne pouvoit taire ; que sur l'avertissement qu'il eut Samedi dernier , qu'on avoit arrêté , de la part de M. de Mayenne , quelques Officiers de cette Compagnie , il avoit mandé les Gens du Roi , & avoit été pardevers M. de Mayenne , pour le prier de les faire élargir , ce que jusqu'ici il n'a pu obtenir. Surquoi a été dit , qu'il sera différé d'y aviser quant à présent.

*Du Mercredi 11.*

Les Gens du Roi mandés par avis commun des Chambres, il leur est ordonné de prendre des Conclusions sur les Requêtes du Procureur Syndic de la Ville de Dijon, à ce que copie lui fût donnée de la Requête ci-devant présentée sous le nom d'aucuns Habitans de cette Ville, & communication de l'original de ladite Requête, pour faire procéder à la reconnaissance d'icelle. Conclusions du Procureur Général, signées Picardet, & ouï M<sup>e</sup> Maillard & ledit Procureur Général à cet effet mandés, qui ont dit que lesdites Conclusions avoient été prises au Parquet par tous trois, & signées seulement par ledit Procureur Général : à raisons des difficultés d'entre

les Avocats du Roi & ledit Procureur Général , a été dit , que ladite Enquête sera signée & paraphée par le Greffier , afin qu'elle ne soit changée ; & que ledit Procureur Syndic en aura copie & communication de l'original par les mains du Greffier.

*Du Samedi 14, les Chambres  
assemblées.*

Veu la Requête des Vicomte-Maieur & Echevins de la Ville de Dijon , à ce qu'il fût ordonné au Greffier de leur bailler extrait des noms & surnoms des personnes ayant mis ès mains des Commissaires de la Cour une Requête non signée, selon la déclaration qui en pourra être faite ; Conclusions du Procureur Général : a été dit , que le Greffier ayant délivré ladite Re-

quête audit Commissaire, sera oui; lequel à l'instant a déclaré, que le Lundi, deuxième du présent mois, la Cour étant assemblée extraordinairement du matin, comme il étoit empêché de retenir les opinions de ce qui fut lors proposé, l'Huissier Mangoneau appella à la grande porte de la Grand'Chambre, par diverses fois, M. le Conseiller Cothenot, qui étoit assis au Bureau entre deux de Messieurs; & voyant qu'il ne pouvoit sortir, le Greffier alla sçavoir ce qu'on lui vouloit, & trouva à la porte M<sup>e</sup> Maillard, Avocat du Roi, qui lisoit un papier, lequel il lui mit en main, & lui fut crié par un personnage étant derrière ledit sieur Maillard, que c'étoit une Requête pour bailler audit sieur Cothenot. Et à l'instant ledit Greffier porta ledit papier audit sieur Cothenot, en la même forme qu'il lui

avoit été mis en main par ledit sieur  
 Maillard, selon que ja il déclara à  
 ladite Cour, sans avoir vu le de-  
 dans, ni sçavoir ce que c'étoit,  
 sinon quand lecture en fut faite au  
 Bureau par un de Messieurs ; & de  
 l'Ordonnance de ladite Cour, il  
 porta incontinent ladite Requête à  
 MM. les Gens du Roi, qui étoient  
 en la Chambre des Huissiers, les-  
 quels la rapportèrent à la relevée  
 avec leurs Conclusions : & à l'issue  
 n'ayant trouvé ladite Requête ni  
 lescdites Conclusions sur le Bureau  
 pour les ferrer, à mesure que Mes-  
 sieurs entrèrent le lendemain, il leur  
 demanda s'ils sçavoient ce qu'elle  
 étoit devenue. Sur ce ledit sieur Co-  
 thenot dit qu'il l'avoit ferrée, & la  
 tira de son sein avec lescdites Con-  
 clusions, & les délivra audit Gref-  
 fier, qui la mit sous la clef, n'ayant  
 vu ni lu le dedans de ladite Requête,



te, sinon lorsqu'il collationna la copie, que la Cour ordonna en être baillée au Procureur Syndic de ladite Ville, & communiquant l'original le jour d'hier en la Chambre des Huissiers, à l'Avocat Prevôt & audit Procureur Syndic : ledit Huissier Mangonneau s'approcha, & leur dit, que ladite Requête fut apportée en la grande Salle du Palais, par deux Habitans de cette Ville nommés Chifferet & Bourée, & par eux mise ès mains de M<sup>e</sup> Jean Odebert, Avocat en la Cour, qui le pria d'appeller ledit sieur Conseiller Cothenot, pour la lui bail-  
 ler, dont lesdits Echevins se feroient contentés. Après laquelle délibération a été dit, que l'Avocat Maillard, ensemble l'Huissier Mangonneau, feroient mandés. Et a, ledit Maillard, dit & déclaré que depuis les Requêtes présentées par

ledit Syndic , il s'étoit informé comment la chose s'étoit passée , & avoit entendu de l'Huissier Mangonneau , qu'il y avoit eu en la grande Salle du Palais, trois Habitans de cette Ville , dont l'un se nommoit Chifferet, qui étoient en difficulté à qui ils donneroient cette Requête , pour la rapporter à la Cour ; & que sur ce survint M<sup>e</sup> Jean Odebert, Avocat en icelle, qui la prit & leur dit qu'il la feroit tenir à M<sup>e</sup> Cothenot, qui fut appelé par deux fois par l'Huissier Mangonneau, selon que ledit Maillard entendit, étant alors en la Chambre des Huissiers, où ledit Odebert entra, ès mains duquel il prit ladite Requête devant la Chapelle ; & comme il lisoit la conclusion d'icelle, le Greffier Grignette sortit & la prit de ses mains ; sçait bien que ladite Requête n'étoit signée ,

& qu'au milieu il y avoit un feuillet de coupé. Ledit Mangonneau a dit, sur ce enquis, qu'il y eut Lundi huit jours, que MM. les Gens du Roi étant en la Chambre des Huissiers proche la Chapelle, l'Avocat Odebert entra en icelle, & le pria d'appeller ledit sieur Conseiller Cothenot; ce qu'il fit jusqu'à deux fois, & à la seconde fois dit que ledit Odebert bailla & délivra audit sieur Cothenot un papier devant ladite Chapelle; ne sçait ce qui étoit contenu en icelui. Lesquelles déclarations la Cour a ordonné être retenues sur le Registre; & que lesdits Vicomte - Maieur & Echevins en auront copie, pour s'en servir comme bon leur semblera.



*Du Lundi 16, les Chambres  
assemblées.*

Sur le rapport fait par le Greffier qu'il y avoit des Echevins de cette Ville , en la Chambre des Huissiers, qui demandoient à parler à la Cour, a été dit, qu'ils feroient ouïs ; & sont venus MM. Bernard Couffin , Claude David, Avocats ; Philibert Cothenot, Pierre Jachiet , Procureur Syndic , lesquels, par la voix dudit Couffin , ont dit & remontré, qu'hier M. le Duc de Mayenne, Gouverneur de la Province, manda le Corps de la Ville, & leur fit entendre, qu'avant que partir il vouloit pourvoir à la sûreté d'icelle, & pour cela leur ordonna de faire assembler ce matin tout ledit Corps de Ville , dont ils avoient été chargés de venir

avertir la Cour, & la supplier de députer des Commissaires pour assister à ladite assemblée ce matin, & à la résolution qui seroit prise sur la proposition dudit sieur Duc de Mayenne.

Iceux retirés, l'affaire mise en délibération, a été dit, que deux Conseillers seroient députés pour aller en la Chambre de Ville. Et à cet effet ont été commis MM. Fyot & Brillet, qui y sont présentement allés.

Cependant M. Brenot a fait entendre, qu'étant le jour d'hier allé voir le Général Robert, son beau-frère, au Château, il vit MM. Odebert, l'aîné, & Bretagne, puîné, détenus audit Château, lesquels le prièrent de présenter leur recommandation à la Cour, & de moyenner leur liberté auprès dudit sieur de Mayenne, de l'auto-

rité duquel ils étoient prisonniers.

Ce qui ayant été mis en délibération , a été résolu qu'un Président & quatre Conseillers feroient députés pour aller saluer ledit fleur Duc de Mayenne de la part de la Cour , qui a été avertie par les Echevins de la Ville de son prochain départ , & le prier de prendre tel conseil , qui soit utile & salutaire au bien général de ce Royaume , & à la conservation de l'Etat , & même de cette Province ; & l'assurer que la Cour fera tout ce qu'elle pourra pour maintenir cette Ville en l'obéissance du Roi , & en toute sûreté sur son autorité , à fin qu'elle puisse servir d'exemple à toutes les autres Villes de cette Province. Et en outre de mettre en liberté les Conseillers de cette Cour détenus par ses ordres au Château , à ce que la Justice puisse

être administrée. Et pour cela ont été commis MM. Desbarres, Président, Briet & Milet, lesquels sont promptement sortis ; & bien-tôt après retournés, ont dit, par la voix dudit sieur Président Desbarres, qu'ils avoient fait entendre ce que dessus audit sieur de Mayenne ; lequel les a remercié de la peine qu'ils avoient prise, & leur a dit, qu'il les prenoit tous à témoins de ses deportemens, & si tout ce qu'il avoit dit & prononcé de parole, il ne l'avoit mis en effet ; appelloit Dieu à témoin, si en toutes ses actions il avoit eu autre volonté que de servir au bien général de tout le Royaume, lequel il embrasseroit toujours.

Qu'en cette Ville s'étoient passé assez de choses, dont il pourroit se ressentir ; qu'il avoit pourtant tout oublié ; & néanmoins on n'a-

voit laissé d'y prendre des conseils violens , qui auroient mis cette Ville à feu & à sang , s'ils avoient été exécutés ; n'étant son pouvoir si petit ni dépourvu de forces , qu'il n'eût moyen d'y mettre ordre : qu'en particulier il desire la conservation de cette Province , & même de cette Ville. Qu'il ne tiendra qu'aux Habitans que le tout ne soit comme de coutume , que la Justice n'y soit librement administrée , le Commerce exercé , & que le Laboureur ne puisse faire seurement son Labourage , & toute personne sa charge & fonction. Qu'il n'a pris les armes pour les empêcher , mais pour la conservation de sa personne & le bien général du Royaume ; étant bien marri de ce que l'on a brassé contre lui , dont il se garentira bien avec l'aide de Dieu. Prie chacun de s'unir au bien général de



ce Royaume ; & s'il y en a quelqu'un qui ait volonté de remuer en cette Ville, qu'il en sorte promptement , & n'y fasse aucune sédition ni émotion : qu'il donnera ordre de sa part de les bien châtier. Et desire que les gens de bien ne se laissent manier par ceux qui ont envie de remuer.

Quant aux personnes qui sont détenues de son autorité au Château , a dit , qu'il les avoit fait arrêter pour sa sûreté & la conservation de la Ville , & étoit résolu de les y laisser ; toutefois il auroit égard à la recommandation de la Cour, & aviseroit d'y faire ce qu'il pourroit pour la sûreté de ladite Ville , & par la douceur dont il avoit accoutumé d'user en toutes rencontres.

Aussi sont retournés de la Chambre de Ville, MM. Fyot & Bâillet,

qui ont dit avoir trouvé une grande assemblée en icelle , qui ont tous promis & juré de ne recevoir aucune garnison en cette Ville , ni chose qui pût altérer le repos & sûreté d'icelle , en l'obéissance du Roi.

*Du Mercredi 18, les Chambres  
assemblées.*

Les Gens du Roi ayant fait dire par le Greffier, qu'ils desiroient parler à la Cour , ont été appelés , & ont dit derrière le Bureau , que M. le Duc de Mayenne, Gouverneur de ce Pays, lesavoit mandés ce matin , & leur avoit déclaré qu'il avoit résolu de venir céans , mais que son départ étoit si pressé, qu'il avoit été contraint d'appeller lesdits Gens du Roi , à fin d'avertir la Cour qu'en son absence il laisseroit

le sieur de Fervaque pour gouverner cette Province en paix, étant assuré qu'il sçauroit rendre l'honneur & le respect dû à la Cour ; & qu'en son particulier, en quelque lieu qu'il soit, il rendra toujours service & respect à la Compagnie, & feroit plaisir à tous en particulier. Que pour leur décharge, ils n'ont voulu manquer de rapporter à icelle ; & étant retirés, a été délibéré, quel rang & place on donneroit audit sieur de Fervaque, s'il venoit céans. Et a été conclu qu'il auroit place au Bureau, ayant égard à sa qualité de Comte, de Chevalier des Ordres du Roi, tant qu'il commanderoit en cette Province, sans tirer toutefois à conséquence.



*Du Samedi 21, les Chambres  
assemblées.*

Le sieur de Fervaque ayant fait entendre qu'il desiroit parler à la Cour, est entré par ordonnance d'icelle, & étant assis au Bureau, a tenu le propos qui s'ensuit :

MESSIEURS : Il a plû à M. de Mayenne de m'envoyer querir en ma maison ; & dès que je fus arrivé, il me fit cet honneur de me vouloir commander de prendre la charge de son Gouvernement en son absence, dont je fis quelque difficulté, parceque je desirois que la Cour l'eût premièrement agréable, afin que ma commission fût reconnue pour juste & raisonnable ; que j'ai acceptée pour conserver l'autorité du Roi, le devoir dû audit sieur de Mayenne, & maintenir

toutes choses au même état qu'elles étoient en cette Province ; vous assurant que j'y apporterai tous mes soins , pour empêcher qu'il ne s'y fasse rien qui puisse altérer le repos commun. J'ai trouvé toutes choses en très - grand désordre en cette Ville ; mais j'espère d'y remettre le bon ordre, vous suppliant de m'assister de vos prudens conseils , & de croire que je n'épargnerai rien pour la conservation de ce pays en l'obéissance du Roi, & sûreté de la Ville sous le gouvernement de M. de Mayenne. Je vous supplie de me tenir en bonne union avec vous , pour le service de S. M. & manutention de l'autorité de M. le Duc de Mayenne ; en ce faisant, j'employerai mes moyens, ma vie, & tout ce que je pourrai, contre tous ceux qui voudront troubler le repos commun.

A quoi M. le Premier Président a répondu, qu'en un temps si plein de misère & de calamité, les gens de bien & de vertu, & sur-tout ceux qui avoient beaucoup de valeur & d'expérience comme lui, étoient très-utiles & très-nécessaires au gouvernement des Provinces; qu'il ne doutoit pas que le choix que M. de Mayenne avoit fait de sa personne, pour le gouvernement de celle-ci, ne fut tel, que toutes choses seroient conservées en repos, & même cette Compagnie, qui étoit établie pour maintenir tout le Corps de la Province, & sur-tout le repos de cette Ville, qui donneroit loi à toutes les autres, ce qu'elle montrera par bons effets & actions, en sorte que Dieu y soit servi & honoré, & conséquemment le Roi, qui étoit son image, en seroit satisfait, sans qu'aucune chose leur

puisse être imputée à blâme. Déclarant qu'elle a très - agréable le choix qu'a fait M. de Mayenne de sa personne, & que ce que ledit sieur de Fervaque leur avoit dit présentement, leur apportoit un grand contentement ; & l'a assuré, que tout ce qu'il peut desirer de la Compagnie, il le trouvera toujours en toute occurrence. Au surplus, lui a dit, que chacun en particulier le remercioit de ce qu'il avoit accepté ce Gouvernement. Ce fait, ledit sieur de Fervaque s'est retiré.

*Du Lundi 23.*

Le Procureur Général ayant demandé à parler à la Cour, est entré par l'ordonnance d'icelle, & a mis sur le Bureau un paquet du Roi adressé à la Cour, auquel ont été trouvées Lettres & Déclarations

contenant les causes de ce qui n'a guères s'étoit passé à Blois , avec Lettres closes , par lesquelles est mandé de faire lire & publier lesdites Lettres. Et pour ce que ledit paquet étoit ouvert , M. le Premier Président a dit qu'il lui avoit été apporté par un Laquais du Roi , à la sortie de céans , Samedi dernier ; & ayant ouvert ledit paquet , trouva des Lettres écrites aux Gens du Roi , qu'il donna au Procureur Général avec ledit paquet , pour le porter à la Cour. Et avoit ledit Laquais un autre gros paquet adressé aux Trésoriers , qu'il lui voulut donner ; mais il lui dit , qu'il le portât à ceux auxquels il étoit adressé. Et qu'hier , parlant à l'un desdits Trésoriers , il sçut que c'étoit le *vidimus* & extraits desdites Lettres en impression , que le Roi leur avoit adressés pour les envoyer



voyer aux Bailliages. Et afin de sçavoir s'ils avoient ja été distribués, a été mandé le Lieutenant Général au Bailliage de Dijon , qui a dit, n'avoir reçu aucunes Lettres du Roi sur ce sujet. Et à l'instant est retourné, & a déclaré qu'au sortir du Palais , un Huissier du Trésor lui avoit mis en main un paquet, dans lequel étoit l'impression desdites Patentes & Lettres à lui écrites par le Roi , par lesquelles lui est mandé de faire publier icelles Patentes , sans attendre l'ordonnance & publication de la Cour ; & a mis , par l'ordonnance d'icelle , lesdites Lettres & impression d'icelles sur le Bureau.

Aussi a été mandé le Procureur Général, & lui a été dit qu'il s'informerait desdits Trésoriers , s'ils avoient envoyé lesdites Lettres aux autres Bailliages. Lequel est retour-

né incontinent après , & a rapporté , que lefdits Trésoriers lui avoient dit , que dès Lundi ils avoient reçu Lettres du Roi , par lesquelles il leur étoit mandé d'envoyer incontinent aux Bailliages de ce Ressort , les Lettres à eux écrites ; à quoi ils auroient fatisfait , pour la plûpart , & que c'étoit à la Cour d'y pourvoir , comme bon lui sembleroit. Sur ce a été dit , que toutes lefdites Lettres feroient communiquées au Procureur Général , dont Messieurs de la Tournelle ont été avertis par M. Gagere , qui y a été envoyé.

*Du Mardi 24 , les Chambres  
assemblées.*

Le Procureur Syndic de la Ville de Dijon , ayant demandé à parler à la Cour , est entré , & a dit , qu'il

avoit charge des Maire & Echevins de supplier la Cour de députer aucuns d'icelle , pour se trouver demain de relevée en la Chambre-de-Ville , afin de pourvoir à la réparation des brèches avenues ès murailles de la Ville. A quoi lui a été dit , que la Cour y aviserait. Et s'étant retiré , a été envoyé M. Catherine en la Tournelle , pour sçavoir s'ils trouveroient bon que l'on députât Commissaires pour aller en ladite Chambre. Et à l'instant ledit sieur Catherine a dit , que lesdits Sieurs de la Tournelle n'en étoient d'avis. Et sur ce les Chambres assemblées , la requête du Procureur Syndic de cette ville de Dijon mise en délibération , a été conclu , que l'on ne députera Commissaires pour aller en ladite Chambre-de-Ville , parceque la réparation des murailles est chose à laquelle les Maire

& Echevins de ladite Ville ont accoutumé de pourvoir : ce qui sera dit & prononcé audit Syndic.

*Du Mercredi 22 Mars.*

Sur ce que M. le Premier Président a dit, qu'au sortir de son logis il avoit rencontré le sieur de Fervaque, qui lui avoit dit, qu'il se proposoit de venir ce matin au Palais pour affaires importantes, qu'il vouloit faire entendre à la Cour : a été dit, que Messieurs de la Tournelle, des Requêtes, & les Gens du Roi feront mandés. Et à l'instant ont été les Chambres assemblées, où étoit M. Picardet, Procureur Général, assis au Bureau des Gens du Roi.

Le sieur de Fervaque est entré en cette Chambre, & s'étant assis au Bureau, a dit, que suivant ses

premières protestations qu'il a faites à la Cour , de conserver l'autorité du Roi de tout son pouvoir , & de faire tout ce qu'il pourroit pour cette Province , il venoit avertir la Cour que depuis quelques jours il avoit vû que les affaires de cette Ville se préparoient à une émotion qui s'échauffoit tous les jours , & étoit à craindre qu'il n'y eût du sang répandu , ce qu'il a empêché jusqu'ici ; que ceux du Corps de la Ville lui ont apporté quelques articles d'union , lesquels n'ayant trouvés tels qu'il desiroit , il les avoit changés & modérés le plus doucement qu'il avoit pû. Et comme ils étoient résolus de les venir présenter à la Cour en Corps-de-Ville , il s'en étoit bien voulu charger lui-même , pour éviter que le peuple ne s'émeut davantage : & a mis lesdits articles sur le Bureau.

Sur quoi lui a été dit par M. le Premier Président , que la Cour avoit très - agréable & louoit sa bonne affection à la conservation de cette Province, & bonne union, & l'a prié d'y continuer, le remerciant de la peine qu'il avoit prise d'apporter lesdits articles, & que la Cour l'aidera toujours de ce qu'elle pourra, pour maintenir cette Province en paix & tranquillité. Et s'étant retiré, a été dit, que Messieurs Baillet, Brenot, Gagne & Milletot, Conseillers, & le Goux, Avocat du Roi, seront présentement mandés; & cependant lesdits articles seront communiqués au Procureur Général, pour y être avisé & passé outre, nonobstant leur absence.

Et à l'instant sont venus MM. Baillet, Brenot, & le Goux; & quant aux sieurs Gagne & Milletot, a été rapporté, que ledit Gagne

est incommodé, & le fleur Milletot est en campagne.

Les Gens du Roi mandés au Bureau, & avertis de donner promptement leurs Conclusions sur lesdits articles , ont dit par la voix dudit Le Goux, qu'ils trouvoient cette affaire de grande importance : pourquoi ils supplioient la Cour de les admettre aux opinions que MM. prendroient , afin que les ayant ouïes , ils pussent plus sûrement donner leurs Conclusions.

Ce qui ayant été mis en délibération , iceux retirés , a été résolu qu'ils prendroient à part & séparément leurs Conclusions , pour après y aviser & pourvoir comme il appartiendra , & leur ayant été prononcé ladite résolution par M. le Premier Président , se sont retirés pour y satisfaire. Et peu de temps après ont baillé au Greffier

lesdits articles & leurs Conclusions par écrit. Lesquels articles & Conclusions vus , a été arrêté , que copie sera retenue desdits articles , & le sieur de Fervaque averti que la Cour les signera pourvu qu'au pénultième article soient mis ces mots : Jurons encore de nous rendre obéissants sous le nom & autorité du Roi au commandement de M. de Mayenne, Gouverneur pour S. M. en cette Province ; & pour lui faire entendre ce que dessus , ont été députés MM. Bretagne & Fyot.

*Du Jeudi 23 Mars.*

Sur l'avis que M. de Fervaque venoit au Palais, ont été les Chambres assemblées. Ledit sieur de Fervaque est venu en cette Chambre où s'étant mis au Bureau , a dit ,  
qu'ayant



qu'ayant fu des Commissaires qu'il avoit plu à la Cour lui envoyer la résolution par elle prise sur les articles d'Union , le jour d'hier apportés , il avoit icelle fait entendre au Vicomte-Maieur & Echevins de cette Ville , qui s'étoient résolus de jurer & signer lesdits articles en la forme qu'ils avoient été présentés à ladite Cour sans aucune ajonction ni diminution , & que présentement il avoit vu 3 ou 4 mille Habitans qui avoient tous juré , en la Chambre de Ville , l'observation desdits articles d'Union ; lesquels Habitans étoient en grande rumeur , & y avoit crainte d'émotion & effusion de sang , ce qui l'avoit occasionné de venir céans pour y jurer & signer lesdits articles avec cette Compagnie , comme celle qui avoit plus d'autorité & de dignité , & de laquelle

il ne vouloit point se désunir ; & la prioit pour le bien de la Province , & particulièrement de cette Ville , de jurer lefdits articles conformément au reste de ladite Ville ; non qu'il ne trouvât raisonnable le tempérament que ladite Cour avoit estimé convenir d'y mettre encore : qu'il lui semble que l'autorité<sup>d</sup> du Roi étoit assez reconnue par lefdits articles , mais pour aucunement arrêter la fureur du Peuple ; déclarant qu'en son particulier il est très - humble serviteur du Roi , n'ayant jamais pensé ni cru , que M. de Mayenne , Gouverneur de cette Province , auquel il a donné sa foi pour la conservation d'icelle , se veuille séparer du Roi , d'autant qu'il lui a toujours fait entendre qu'il lui donnoit ladite Charge pour le service du Roi , duquel ledit sieur de Fervaque a dit ne se vou-

loir jamais départir, mais entendoit y persister jusqu'au dernier soupir de sa vie, comme étant né François, & autrement n'eût accepté ladite Charge.

Sur quoi l'affaire mise en délibération, ayant égard au péril éminent qui nous a été représenté par le sieur de Fervaque, a été arrêté que lesdits articles seront présentement jurés en la forme qu'ils sont, & retenu que tout se fera sous le nom & autorité du Roi, & non autrement.

Suivant lequel Arrêt M. le Premier Président s'est levé de son siège & a juré ès mains du second Président, & tous les autres Présidens de la Compagnie ès mains du Premier Président : après iceux le sieur de Fervaque, l'Abbé de Cîteaux, & tous les Conseillers ont juré &

promis l'observation & entretenement selon le contenu.

*Ensuite la teneur desdits articles.*

NOUS JURONS & promettons à Dieu , & à toute la Cour Céleste , de vivre & mourir en la Religion Catholique Apostolique & Romaine , employer nos vies & nos biens pour la conservation d'icelle contre tous ceux qui, ouvertement ou par moyens couverts, s'efforceront & s'efforcent ci-après faire chose au préjudice de ladite Religion.

Jurons de maintenir cette Ville de Dijon en repos & tranquillité; de courir sus à tous ceux qui y apporteroient aucun trouble, & les faire châtier tant par justice qu'autrement :

D'employer toutes nos forces & moyens pour conserver la Province

& cette Ville de Dijon en leur entier ; les rendre pacifiques , & garantir de toutes foules & opprefions , enſemble toutes autres Villes , Bourgs , Bourgades de ce Royaume unis par le bien & augmentation de la Religion Catholique Apoſtolique & Romaine , & de faire la guerre ouverte aux Hérétiques , fauteurs & adhérans d'iceux.

Jurons d'aſſiſter envers & contre tous , les Princes , Prélats , Seigneurs , Gentilſhommes , Villes , Bourgs , Bourgades , & Communautés , unis à cette ſainte réſolution , & tous ceux qui ſ'y uniront ci-après , & de ne ſouffrir qu'il ſoit aucunement donné atteinte à leurs perſonnes , honneurs & biens , ſoit d'effet ou parole , par qui que ce ſoit :

Que nous tiendrons exactement la main à ce que le Commerce &

Trafic soit libre , & pour ôter tout empêchement qu'on pourroit y apporter. Comme aussi, ordonner que les chemins soient ouverts , & assurés pour la communication des uns aux autres des affaires de cette sainte Union , & de tout ce qui regardera la manutention & bien d'icelle :

De ne souffrir aucune altération ou diminution des Autorités & Privilèges qui appartiennent aux trois états , de l'Eglise , de la Noblesse & du Tiers-Etat de cette Province , & ceux qui concernent cette Ville de Dijon , ensemble toutes autres Villes unies , lesquelles nous maintiendrons inviolablement.

Jurons de conserver en son ancienne splendeur le Parlement & la Chambre des Comptes de cette Ville de Dijon , selon la convention faite entre les Prédécesseurs

Rois & les Etats ; sans permettre que ces Compagnies soient transférées ailleurs , ni qu'il se fasse chose au préjudice d'icelles , & qu'il y en ait d'autres établies en cette Province , comme aussi tous autres Sièges & Jurisdictions établies ès Villes de cette Province , qui entreront en ladite sainte Union.

Promettons de ne nous séparer les uns des autres , ains , demeurer si bien joints entre nous , les Princes , Prélats , Seigneurs , Gentilshommes , Villes & Communautés , que nous feront toujours prêts au secours & soulagement les uns des autres.

N'entendrons ni ne consentirons à traités ou accordés qui seroient offerts , que d'un commun consentement , & ne recevrons aucun commandement à ce contraire.

Que nous ne donnerons aver-

tissement par écrit , par message , verbalement , ni autrement à ceux qui tiendrons parti contraire à cette Union ; ni ne recevrons Lettres ni avis d'eux en quelque façon que ce soit , sans le communiquer à M. le Duc de Mayenne , & en son absence à M. de Fervaque , ou au Vicomte-Maieur ; & les avertir à l'instant , à peine d'être punis comme Hérétiques & Perturbateurs du repos public.

Que directement ou indirectement nous ne favoriserons par moyens , sollicitations & prières ceux qui nous sont contraires , & qui contreviendront aux articles de notre sainte Union , en quelque degré qu'ils nous soient parens , alliés ou amis.

Tenons pour Hérétiques & pour Perturbateurs du repos public ceux qui refuseront de se joindre & sous-



signer par effet & sans déguisement à la présente Union, & qui feront chose au contraire en quelque façon & manière que ce soit, desquels nous poursuivrons le châtiement par toutes voies.

Jurons encore de nous rendre obéissans aux commandemens de M. le Duc de Mayenne, Gouverneur de cette Province, & en son absence de M. de Fervaque, Comte de Grancey, son Lieutenant-Général, desquels nous ne nous séparerons jamais, quelques mandemens ou commandemens qui puissent arriver de quelque part que ce soit.

Prions tous Prélats, Ecclésiastiques, Seigneurs, Gentilshommes, Villes & Communautés de cette Province de s'unir à nous en cette sainte résolution, leur promettant de notre part toute assistance de

nos personnes , pouvoirs , moyens ,  
conseils , aides & faveurs en ce  
qu'ils en auront besoin.

*Dudit jour, de Relevée.*

Aussi ont été mandés M<sup>e</sup> Hugues  
Picardet , Procureur Général , &  
Guillaume Le Goux , Avocat du  
Roi, lesquels ont prêté le serment  
ès mains de M. le Premier Prési-  
dent, & juré l'observation des ar-  
ticles d'Union ci-dessus.

*Du Vendredi 24 dudit.*

Sur ce qui a été proposé par M.  
Blondeau , Garde des Sceaux , que  
les Officiers de la Chancellerie  
supplioient la Cour de recevoir  
leur serment , a été dit d'un com-  
mun consentement des Chambres,  
qu'ils feront leur serment céans.

Et étant entrés , les Audienciers , Secrétaires & Contrôleurs , Mail-  
lard , Arvifet , Boudier , Nicolas &  
Coquet , lesquels ont juré & pro-  
mis ès mains de M. le Premier Pré-  
sident d'observer le contenu èsdits  
articles , dont lecture leur a été  
faite.

Ont été mandés les Huissiers de  
la Cour & Requêtes , qui ont fait  
pareil ferment après avoir dit  
qu'ils avoient vu lesdits articles par  
les mains du Greffier ; à savoir ,  
Regnaut , premier Huissier , Ché-  
riot , Morel , Petit , Defrance , Man-  
gonneau , Bonnard , Chériot puîné  
& Briet , Huissiers de la Cour ,  
Bailly , Murgier , & Guifain , Huif-  
siers des Requêtes.

*Du Lundi 27.*

MM. les Premier & second Pré-  
sidents , Bretagne , Fyot , &c. assem-

blés extraordinairement , ayant été avertis que M. de Fervaque venoit céans , l'ont fait entendre à MM. de la Tournelle , qui à l'instant se font assemblés avec les sieurs Présidens & Conseillers de cette Chambre.

A été dit , que le sieur de Fervaque aura place & séance au banc des Conseillers, & au-dessus d'iceux, du côté de la Chapelle ; & à l'instant ledit sieur de Fervaque est entré, & s'étant assis audit banc, a dit que suivant l'Union ci-devant faite & jurée , il avoit été résolu d'établir un Conseil pour les affaires de cette Province , & à cet effet desiroit que la Cour députât deux Officiers de la Compagnie pour y assister ; & pour ce qu'il y avoit des affaires de cette Province , qui demandoient une prompte expédition , demandoit qu'on les nom-

mât incessamment : sur quoi a été dit par M. le Premier Président, qu'il y avoit plusieurs absens que l'on feroit avertir pour se trouver à la relevée, afin d'y pourvoir, & qu'il s'assurât que la Cour l'aidera toujours en tout ce qu'elle pourra pour le bien de cette Province.

*Dudit jour, de Relevée, les Chambres  
assemblées.*

M. le Premier Président a fait entendre ce que M. de Fervaque étoit venu demander à la Cour ce matin ; mais avant que d'y pourvoir, a été dit qu'il sera consulté s'il entend que ladite Cour députe deux Officiers de cette Compagnie, outre ceux qui ont accoutumé de l'assister de Conseil. Et à cet effet ont été envoyés devers lui, MM.

Odebert & Catherine , Syndics , qui sont incontinent retournés , & ont rapporté que M. de Fervaque n'entendoit comprendre ceux que M. le Duc de Mayenne avoit ci-devant choisis , lesquels , si bon leur sembloit , pourroient assister avec ceux que la Cour députerait au Conseil que l'on vouloit établir.

Sur quoi l'affaire mise en délibération , a été résolu qu'un Président & un Conseiller seront députés pour assister au Conseil que l'on veut établir près la personne du sieur de Fervaque pour les affaires de la Province , qui y demeureront un mois , & ledit temps passé , en seront commis deux autres , outre ceux qui ont été ci-devant choisis par M. le Duc de Mayenne , Gouverneur de la Province ; à la charge toutefois qu'ils avertiront la Cour des affaires de

grande importance, avant que d'y pourvoir. Et seront lesdits Présidents & Conseillers pris selon l'ordre du Tableau ; excepté toutefois les deux plus anciens Conseillers qui demeureront en chacune Chambre, M. Desbarres, second Président, & Saumaïse plus ancien Conseiller, après les deux Doyens de chacune Chambre.

*Du Mercredi 5 Avril, les Chambres  
assemblées extraordinairement.*

M. le Premier Président a dit, que suivant l'avis pris au Conseil établi près la personne du sieur de Fervaque, il avoit fait assembler la Compagnie, pour aviser sur les difficultés qui s'y étoient proposées, que M. le Président Desbarres feroit entendre plus particulièrement. Lequel a dit, que depuis qu'il avoit

été commis pour assister audit Conseil , avec M. de Saumaïse , ledit sieur de Fervaque leur déclara , qu'auparavant ladite Commission , il avoit résolu & arrêté , que pour conserver cette Province contre les incursions qui se faisoient ordinairement en icelle , il étoit nécessaire d'avoir deux cens lances & douze cens hommes de pied ; & que sans ce secours , il ne pouvoit demeurer en cette Ville , ni tenir ladite Province en sûreté. Qu'il s'obligerait & se rendrait responsable de tous les dommages & intérêts que feroient lesdits Gens de guerre aux Sujets & Habitans de ladite Province , moyennant qu'ils fussent soldoyés. Qu'à cet effet , étoit expédient de fournir huit mille écus par mois , & de trouver promptement vingt-quatre mille écus , pour faire les avances nécessaires aux Capitaines



taines & Membres des Compagnies, dont il feroit jet & département sur toute la Province. Cependant a été dressé une Procuration spéciale, pour prendre lesdits deniers à cours de rente, en laquelle lesdits Président Desbarres, & Conseiller Sau-maise étoient dénommés, comme Députés de la Cour; laquelle ils font difficulté de la signer sans l'ordonnance de ladite Cour, parce que cela ne les concernoit, & ne s'en doivent empêcher; joint que la sûreté & l'indemnité ne leur sembloit suffisante; encore que le Vicomte - Maieur maintînt, que le Corps de la Ville y étant obligé, chacun des Habitans, même du Corps de la Cour, l'étoit aussi. Par-tant, a requis, qu'il plût à la Cour déclarer, s'ils s'obligeront pour lesdits deniers, au nom de ladite Cour. Pareillement, sur ce qu'il fût pro-

posé audit Conseil , si on devoit saisir les biens des absens , ou les faire contribuer, comme s'ils étoient présens , & arrêter les gages des Officiers de cette Compagnie ; pour le regard desquels ils avoient maintenu que c'étoit à la Cour d'en connoître. Et en outre , si on l'emploieroit à la garde , tant de jour que de nuit , d'autant que l'imminent péril avoit été déclaré par ledit sieur de Fervaque ; auquel ils avoient fait entendre qu'ils ne se vouloient aucunement empêcher de la levée & département desdits deniers.

Avant que d'opiner sur lescdites difficultés, M. Le Goux , Avocat du Roi , ayant assisté à la susdite proposition , a déclaré , que l'affaire le touchoit , & ses Collègues , & y avoit intérêt en particulier ; qu'ils étoient des plus anciens Officiers de la Cour , comme créés dès l'établif-

ment d'icelle ; conséquemment, que rien ne devoit être secret ; même-ment , que c'est chose extraordinaire, en laquelle ils ne sont & ne peuvent être Parties. Au moyen , a requis , qu'il fût présent à la Délibération , pour en dire ce que Dieu & sa conscience lui conseilleroient.

Sur quoi , icelui retiré, a été résolu , qu'il n'assistera à ladite Délibération , laquelle il pourra voir sur le Registre , si bon lui semble ; & néanmoins , s'il a quelque chose à dire sur ladite proposition , il sera oïi. Ce qui lui a été à l'instant prononcé. A dit , quant au premier point, que s'il étoit question de *jure in judicio* , on s'en pourroit facilement défendre ; mais puisque c'est *injuria belli* , la Cour y pourra bien ordonner. Au regard des biens & gages des

absens , qu'il lui sembloit qu'on n'y devoit point toucher, par crainte des inconvéniens qui en pourroient avenir. Et en tant que touche la garde des Portes , il s'en remettroit à ce qui seroit arrêté par la Cour. Et icelui retiré, a été conclu & arrêté, sur lesdits trois chefs, ce que s'ensuit :

Que la Cour a estimé être raisonnable , que les Députés d'icelle s'obligent pour les deniers qu'on veut lever, par ordonnance du sieur de Fervaque ; & néanmoins , que si la Ville de Dijon est imposée pour la conservation d'icelle, ladite Cour en supportera & paiera , selon la nécessité du tems , à proportion de ce qu'elle a accoutumé en pareil cas :

Que quant à présent , il sera différé d'aviser sur le fait des absens :

Que les Présidens, Conseillers &

autres Officiers de la Cour & du Sceau, iront en personne à la garde des Portes & Corps-de-Garde de jour, & pourront envoyer la nuit leurs Serviteurs pour la nécessité du tems, sans tirer à conséquence.

Avant ladite Délibération, sont venus en cette Chambre Messieurs Vincent & Morelet, Maître des Comptes, qui ont fait entendre, qu'ils avoient été commis par la Chambre des Comptes, pour supplier la Cour de leur communiquer l'avis qu'elle prendroit sur la proposition qui avoit été faite par les Députés d'icelle, au Conseil n'a guères établi, afin de s'y conformer. Sur quoi leur a été dit, qu'on le feroit sçavoir au Procureur du Roi en icelle Chambre, qui en a été averti à l'issue par le Greffier.

*Du Jeudi 13 , les Chambres assem-  
blées.*

M. le Premier Président a dit avoir fait assembler la Compagnie , pour l'argent qu'il falloit promptement trouver , pour éviter les ravages que fait la Gendarmerie , ainsi que plus particulièrement M. le Président Desbarres le feroit entendre. Lequel a dit , que depuis la dernière résolution , le sieur de Fervaque avoit imposé sur cette Province une somme de vingt-sept mille écus pour la solde , durant trois mois , de deux cens hommes de cheval , & douze cens hommes de pied , dont les Ecclésiastiques devoient payer six mille écus ; le reste avoit été jetté , à sçavoir , deux tiers sur les Villes & sur le Plat-pays ; l'autre tiers , en confi-

dération des foules qu'il avoit sup<sup>o</sup>portées , & particulièrement cette Ville de Dijon , à deux mille quatre cens écus , dont les Officiers de ladite Ville vouloient rejeter le tiers sur les Privilégiés , tant du Corps de la Cour , que de la Chambre des Comptes ; ce que lefdits Président Desbarres & Conseiller Saumaïse , Commissaires députés audit Conseil , n'auroient voulu accorder sans l'autorité de la Cour. Sur quoi a été résolu , que l'on ne contribuera à ladite solde , & qu'on en laissera faire ledit sieur de Fervaque à sa prudence.

*Du Mercredi 19 , de Relevée.*

Sur les Requêtes , tant des Huissiers de la Cour , des Requêtes , que de Jacques Bernier , Solliciteur général des Causes du Roi , a été dit,

que lesdits Huissiers seront mis au Rolle de la porte, aussi-bien que ledit Bernier.

*Du Lundi 24.*

A été différé de traiter de la détention d'aucuns Présidens & Conseillers de cette Cour en la Maison du Roi, jusqu'à Mercredi prochain; d'autant qu'il ne s'est trouvé aucun Avocat ni Procureur, l'Audience n'a été tenue.

*Du Mercredi 26.*

Sur les Remontrances & réquisitions faites par le Vicomte-Maieur, Echevins, Procureur, Syndic & Capitaines de cette Ville, a été conclu, qu'ils seront mandés demain matin, pour leur faire entendre le desir & singulière affection que la  
Cour



Cour a de faire tout ce qu'elle pourra pour la conservation de cette Ville & du Pays, suivant l'union par elle jurée , & de pourvoir , comme il appartiendra , à tout ce qu'ils ont requis. Mais que ladite Cour ne le peut, ni faire aucune expédition de Justice, que préalablement tous les Conseillers & Officiers d'icelle détenus en la Maison du Roi , ne soient mis en liberté, pour opiner avec ceux qui restent.

Et leur sera dit, que la Cour n'ignore les privilèges du Maire, dont il a été parlé ; mais qu'il faut qu'ils sachent que ceux de la Cour sont plus éminens.

Et comme on s'est plaint de propos tenus par aucuns Particuliers , seront exhortés & admonestés de faire contenir les Prédicateurs , afin qu'en leurs Sermons ils n'usent de discours qui puissent exciter le

peuple à fédition , & à tenir la main qu'il n'en avienne nul inconvénient.

*Du Jeudi 27 , les Chambres  
assemblées.*

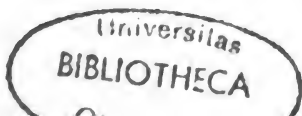
Les Vicomte-Maieur, Echevins, Procureur Syndic , & Capitaines des Paroisses de cette Ville, s'étant représentés, suivant l'Ordonnance de la Cour, M. le Premier Président leur a fait entendre la résolution de la Cour, qu'il a enrichie de remontrances servant à ce propos.

Et ledit Vicomte-Maieur a dit , que tous ceux du Corps de la Ville ne desiroient que de vivre en repos , & qu'il y ait une telle liaison entre tous , que l'on puisse empêcher les desseins des ennemis.

*Du Samedi 29.*

M. le Goux, Avocat du Roi, ayant

renvoyé les Requêtes présentées par quelques Particuliers de ce ressort , qui ont été assignés pour aller à Flavigny plaider, sans avoir donné ses conclusions, quoiqu'on lui eût ordonné de ce faire, & que le Procureur Syndic des Etats de ce Pays eût fait réponse sur lescdites Requêtes , a été mandé ledit sieur le Goux , pour déclarer pourquoi il n'a donné lescdites conclusions : lequel étant entré , a dit que depuis les troubles, ses Collègues avoient abandonné la Ville, tellement qu'il étoit demeuré seul, portant tout le faix, & les envies procédans de leurs charges lui ont causé tel dommage, qu'aux portes de cette Ville on lui a volé ses grains. D'ailleurs a appris, qu'aucuns de cette Compagnie ont trouvé étrange qu'il ait assisté à beaucoup d'Assemblées qui se sont faites ci-devant concernant



le Public , où il pouvoit requérir pour le bien d'icelui ; qui lui a donné occasion de croire que la Cour jugeoit qu'il étoit indigne de sa Charge , ou qu'elle n'étoit nécessaire , & de prendre la résolution de ne s'employer à icelle qu'il n'en eût fait Remontrances. Sur ce , M. le Premier Président lui a dit , que la Cour l'a toujours reconnu du Corps d'icelle , & le reconnoît , estimant qu'il eût assisté ausdites Assemblées , même à la dernière. Et lui a été ordonné de reprendre lescdites Requêtes , & de conclure sur icelles : ce qu'il a fait , & s'est retiré.

*Du Mardi 2 Mai.*

Vû la Requête du Procureur Syndic des trois Etats du Pays de Bourgogne , à ce qu'il fût pourvu sur les nouvelletés & entreprises

faites contre l'ancien établissement du Parlement , & privilèges dudit Pays. Conclusions du Procureur Général , la Cour , les Chambres assemblées , a ordonné & ordonne aux Elus dudit Pays , de faire Remontrances au Roi desdites nouvelles & entreprises ; cependant a fait inhibitions & défenses à tous les Sujets du Roi au ressort de ladite Cour , de quelque qualité & condition qu'ils soient , de se pourvoir pour la Justice souveraine , ni faire assigner les Parties , & aux assignés de comparoir ailleurs qu'au Parlement établi en la Ville de Dijon , à peine de nullité des procédures , & 3000 livres d'amende , & d'être punis comme perturbateurs du repos public ; & à tous Huissiers & Sergens Royaux de bailler aucune assignation pour l'exercice de ladite Justice souveraine , qu'audit Parle-

ment de Dijon , à peine de privation de leur Office , & de punition corporelle : enjoint aux Lieutenans des Bailliages , & autres Officiers de ce ressort , cha cun en droit-soi , de se saisir des Huissiers & Sergens qui contreviendront au présent Arrêt , & les faire amener sous bonne & sûre garde , en la Conciergerie du Palais , pour être procédé contre iceux comme il appartiendra ; & auxdits Lieutenans , d'informer diligemment des voleries , rançonnemens , saisies de marchandises , emprisonnemens , forces , violences & outrages faits par les gens de guerre , tant de pied que de cheval. Seront les informations envoyées devers ladite Cour , closes & scellées , dans un mois , pour y être pourvu , ainsi que de raison. Et sera le présent Arrêt lu & publié à son de trompe par les Carrefours , tant

de la Ville de Dijon, qu'autres du dit pays, à la diligence du Procureur Général, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance.

*Du Mercredi 10, les Chambres  
assemblées.*

Sur ce que M. le Premier Président a proposé, que M. de Nemours arriva hier au soir en cette Ville, & qu'il étoit expédient d'envoyer devers lui, selon la coutume, à Seigneurs & Princes de sa qualité. L'affaire mise en délibération, & les Registres vûs, a été dit, qu'il sera salué au nom de la Cour, par un Président & quatre Conseillers; & à cet effet ont été nommés pour cela, par M. le Premier Président, le Président de Montholon, & Messieurs Bretagne, Baillet, Odebert, & Catherine. A quoi ledit sieur de

Montholon a dit qu'il n'y pouvoit aller , & s'est excusé : nonobstant lesquelles excuses, oui le rapport du Greffier envoyé devers M. des Barres , qui s'est excusé sur une indisposition , a été ordonné audit sieur de Montholon de satisfaire à la susdite délibération.

*Du Mercredi 17 , les Chambres  
assemblées.*

M. le Premier Président a dit avoir fait assembler la Compagnie , pour aviser des moyens qu'on pourra tenir , afin d'empêcher qu'aucun Particulier d'iceux ne soit contraint à payer les sommes de deniers à quoi ils ont été cotisés , de l'autorité de M. de Nemours , par les Maire & Echevins de cette Ville. Après que les Huissiers DeFrance & De-brie, envoyés ès logis de Messieurs



les Présidens des Barres & de Montholon , ont rapporté qu'ils prioient d'être excusés pour leur indisposition. L'affaire mise en délibération , a été résolu que Remontrances seront faites à M. le Duc de Nemours, de l'impossibilité du payement desdites cottes , tant à cause du peu de commodité que chacun se ressent de son Office, barrement de gages levés par M. de Mayenne , de plusieurs quartiers ; que diminutions de revenus , dont on ne reçoit rien à cause de la Gendarmerie. Et partant ledit sieur de Nemours fera supplié, au nom de la Cour , de ne permettre que lesdits Particuliers soient contraints au payement desdites cottes. Et à tout événement , lui sera fait ouverture de prendre le quartier des gages de Janvier, Février & Mars, à décharge desdites cottes.

*Du Jeudi 18 Mai.*

M. le Premier Président a dit, qu'hier, avec Messieurs qui l'avoient accompagné, il avoit fait entendre à M. de Nemours les Remontrances que la Cour avoit résolues, & dont il avoit été chargé: à quoi M. de Nemours lui avoit répondu, que dans peu il leur répondroit; & depuis étoit sorti de la Ville.

*Du Mercredi 31, les Chambres  
assemblées.*

Ayant été mis en délibération, si l'on cessera ou continuera les entrées pendant ces guerres & misères; a été arrêté, que l'on entrera en chacune Chambre les matins, pour l'expédition de la Justice; sauf, s'il se présente des affaires, d'y

vaquer de relevée, & qu'au retour de M. le Duc de Nemours, Remontrances lui seront faites par un Président & quatre Conseillers, des indignités faites & exercées à l'encontre d'aucuns de la Compagnie; & que cependant il en fera parlé au Maire de cette Ville, qui, à cet effet, sera mandé en la maison de M. le Premier Président, qui lui fera entendre lescdites indignités, & que la Cour est bien résolue de ne plus souffrir à l'avenir de pareilles choses.

*Du Vendredi 9 Juin.*

Pour parler à M. de Nemours des deniers à quoi aucuns de Messieurs de la Cour ont été cotisés, & des indignités faites par les Sergens exécutans, suivant la délibération ci-dessus, & se contenter de la moi-

tié desdites cotes, ont été commis MM. Brulard, Premier Président, Briet, Catherine, Bouhier & Gagne, Conseillers, lesquels à l'instant sont sortis, & retournés ont dit, que M. de Nemours leur avoit fait entendre qu'il avoit donné sa parole au Vicomte-Maieur & Echevins de cette Ville, qui faisoient état des deniers, à quoi montoient lesdites cottes; & qu'à ce moyen il n'en pouvoit disposer ni remettre aucune chose.

*Du Lundi dernier Juillet.*

M. le Goux, Avocat du Roi a remontré, qu'il y avoit ja long-temps qu'il avoit donné des Conclusions sur l'entreprise d'aucuns, qui vouloient faire un Parlement à Flavigny, au préjudice de l'ancien établissement, privilèges du Pays &

contrats solennellement faits avec ledit Pays. A quoi il a supplié la Cour de pourvoir pour la conservation de son autorité, & lui donner acte de ses Réquisitions.

*Du Lundi 7 Août.*

MM. Etienne Bernard & Jean Levisey, Echevins de la Ville de Dijon, ont demandé de parler à la Cour; & étant entrés par ordonnance d'icelle, ont dit, par la voix dudit Bernard, qu'ils avoient été députés par la Chambre de Ville, pour faire entendre à la Cour quelle étoit la nécessité de ladite Ville, les hostilités & courses que les ennemis faisoient chaque jour jusqu'aux portes de ladite Ville, & prenoient les bons Habitans vacquans à leurs affaires. A quoi desirant pourvoir, ils avoient donné

le meilleur ordre qu'il leur avoit été possible, pour la sûreté du dedans ; mais pour le dehors , ayant estimé qu'il n'étoit raisonnable d'exposer les Habitans au hazard de leur vie , ils ont arrêté & choisi un nombre de gens de pied & de cheval , pour empêcher les courses des ennemis , qu'il est nécessaire de soudoyer , afin de les retenir , encourager & discipliner , ce qu'ils ne peuvent faire parceque les moyens leur manquent , ayant cherché & mandié deniers tant dans la Ville qu'ailleurs , avec bonnes cautions & assurances : toutefois , par le malheur du temps , ils ont trouvé toutes les bourses fermées. Et à ce moyen ils ont été chargés de supplier la Cour , tant en général qu'en particulier , de les vouloir aider & secourir en cette nécessité , à la charge d'entrer en telle obligation que

les créanciers voudront choisir, soit de tout le Corps de ladite Ville ou des particuliers, en leurs propres & privés noms; que si ce secours ne se trouvoit, qu'ils ayoient résolu de prendre par tête, sur chacun des Habitans, une légère somme, selon les moyens & facultés des Particuliers, par l'espace de deux ou trois mois; pendant lequel temps on avoit besoin de mettre & retirer en ladite Ville les grains & vins qui étoient sur terre, ce qui ne se pourroit faire qu'avec le consentement de tous ceux qui y pouvoient avoir intérêt. Et à ce moyen ont supplié la Cour de députer aucun d'icelle pour assister à l'assemblée qui seroit faite l'après-diné à la Chambre de Ville, parceque les soldats sont aux Fauxbourgs, qui pressent & demandent vivement de l'argent. Sur quoi il leur

a été dit, qu'il y seroit avisé & pourvu. Et iceux retirés.

Les Chambres assemblées, l'affaire ci-dessus proposée par lesdits Echevins, mise en délibération, a été arrêté, que Commissaires seront députés pour assister à l'Assemblée de la Chambre de Ville, afin de remontrer les contributions ci-devant faites, les retranchemens de gages pour trois quartiers, & l'absence de plusieurs de cette Compagnie. Et néanmoins que la Cour, pour l'urgente nécessité, contribuera en Corps à proportion de ce que tous les autres Habitans payeront, & que ladite Cour a accoutumé à contribuer en tel cas, eu égard à ce que dessus. Et sera la dite contribution levée pour le regard des Officiers qui ont gages, sur les deniers qui leurs sont dus de leurs gages, qui leur seront déduits



duits & précomptés par le Payeur de leursdits gages , suivant le département qui en sera fait de l'autorité de la Cour ; & quant à ceux qui n'ont aucuns gages, Officiers des Sceaux , veuves tant d'Officiers de ladite Cour que dudit Sceau, qui ont accoutumé de contribuer avec ladite Cour, leurs cottes seront baillées au Receveur qui sera commis par la Ville pour en faire le recouvrement , & à cet effet ont été commis MM. Louis Odebert & Guy Catherine, Syndics de la Cour.

*Du Samedi 12 , les Chambres  
assemblées.*

Le Chevalier de Dio ayant fait entendre par le Greffier , qu'il desiroit parler à la Cour , a été dit , qu'il lui sera baillé entrée & séance au Bureau , où ayant pris place ,

il a dit , qu'il avoit été envoyé par M. le Duc de Mayenne, Lieutenant Général & du Conseil de l'Etat Royal & Couronne de France , pour donner avis à la Cour de la miraculeuse délivrance de cet Etat , avenue par la mort du Roi , occis par un Jacobin , le plus simple de de son Couvent , âgé de 24 ans. Que le 31 Juillet dernier , ce Jacobin ayant communiqué à aucun de ses Compagnons , s'il étoit permis de tuer un Roi hérétique , parlant de l'hérésie du Roi & du Roi de Navarre , se résolut de tuer le Roi , & après avoir dit sa Messe , s'en alla à S. Cloud , où il coucha , & s'adressa au Procureur Général de la Guesle , auquel il dit qu'il apportoit des Lettres au Roi , & montra un passe - port du Comte de Brienne , & qu'il y avoit moyen de faire entrer le Roi en la Ville de Pa-

ris par la Porte S. Honoré : incontinent ledit Jacobin est mené au Roi par ledit sieur de la Guesle, sur les cinq heures du matin ; & comme le Roi lisoit les Lettres qu'il lui avoit données l'une après l'autre, il tira un couteau de sa manche, & le lui plongea dans le bas-ventre. Soudain le Roi se jette sur ledit Jacobin & lui ôte le couteau, dont il fut encore blessé à la main, & à l'instant ledit Jacobin fut tué par les Gardes. Le Roi mourut à une heure après minuit, sans parler à Clerc ni Prêtre, & fut sa fin telle qu'avoit été sa vie. Il est mort au temps de l'excommunication contre lui lâchée, & pendant la Fête de la délivrance de S. Pierre-aux-Liens ; aussi peut-on dire que nous avons été délivré du plus grand tyran qui fut au monde. On a dit qu'on vouloit porter son corps à

Senlis. Outre ce, a dit, que M. le Duc de Mayenne lui a commandé de présenter ses Lettres à cette Compagnie, qu'il a mises sur le Bureau, & a prié la Cour de reconnoître la grande grace que Dieu nous a faite, & croire que M. de Mayenne n'a été meu en cette part d'aucune ambition, mais d'une bonne & sincère affection qu'il porte à l'Eglise Catholique & à l'Etat. L'on a déclaré Roi le Cardinal de Bourbon, qui devoit être proclamé Roi au Parlement de Paris, Samedi dernier. Qu'il est besoin de s'unir tous sous l'obéissance du nouveau Roi. Et quant à ceux qui voudront tenir le parti du Roi de Navarre, il les faut déclarer hérétiques formels ; & quiconque en parlera, il le faut tenir pour tel, & le punir comme hérétique.

Et les Lettres dudit sieur de

Mayenne lues , ledit Chevalier de Dio a dit , qu'il a besoin de pardonner à tous , & oublier le passé.

Ce fait , M. le Premier Président lui a dit , que sur les particularités qu'il a présentement déclarées , l'on prenoit avis certain de ce qui étoit venu , pour prier Dieu que ce soit à son honneur , au repos du Royaume , & particulièrement de cette Province , qui a été fort travaillée sous un prétexte qui est levé par la mort du Roi. Que cette Compagnie n'a besoin d'être plus amplement informée des déportemens dudit sieur de Mayenne , comme étant connus d'un chacun pour entiers ; mais que si jamais le Royaume fût en état de prendre Corps , c'est maintenant à quoi pourront se voir les plaintes & prières que chacun du Peuple devoit continuer , encore qu'on ait mérité de plus

grandes afflictions que celles que l'on a ressenties. Quant à cette Compagnie, qu'elle aviserait de pourvoir à toutes choses, pour réunir & ramener chacun à son devoir, afin que cette Province soit assurée, & demeure en repos. Et que pour y parvenir, la Cour prendra les plus salutaires délibérations qu'elle pourra imaginer. A quoi il a prié Dieu vouloir l'assister. Et ayant ledit sieur Premier Président fini son propos, ledit Chevalier de Dio s'est retiré, après avoir fait entendre qu'il alloit à Rome devers sa Sainteté, pour y favoriser les affaires de cet Etat, & y donner toute aide & secours; & que s'il pouvoit quelque chose pour la Compagnie en général, & pour tous les particuliers qui la composent, il s'y employeroit volontiers. Dont il a été remercié.

*Ensuit la teneur des Lettres de M. de  
Mayenne.*

Messieurs, je vous ai déjà donné avis, dès le premier de ce mois, de la mort du Roi avenue le jour auparavant ; & néanmoins craignant que le Courier n'ait été surpris par les chemins, j'ai prié M. le Commandeur de Dio, présent porteur, de vous faire entendre bien particulièrement comme toutes choses se sont passées, & vous conjurer de ma part de tenir soigneusement la main à la conservation de l'Etat & de la Religion Catholique, & faire que toutes choses se passent avec la tranquillité que je vous ai ci devant promise. Je m'assure que vous y procéderez avec votre prudence accoutumée & la maturité qui est nécessaire en une occasion si

importante. Je prie Dieu, Messieurs, m'étant affectueusement recommandé en vos bonnes grâces, qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. De Paris, ce 4 Août 1589, Votre entièrement & plus affectionné ami, Charles de Lorraine.

*Superscrites* : A MM. du Parlement de Dijon.

La Cour dûment informée de la mort du Roi avenue le 1<sup>er</sup> du même mois d'Août, vu les Edits des mois de Juillet & d'Octobre 1588, servant de Loi fondamentale en ce Royaume, a enjoint & enjoint à tous Princes, Seigneurs tant Ecclésiastiques, Gentilshommes, Officiers de Parlement & Chambre des Comptes de la Province, & Habitans des Villes, Communautés & plat-Pays, qu'autres, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de s'unir pour la Religion Catholique,



Catholique , Apostolique & Romaine , ensemble de l'Etat de ce Royaume & extirpation des Hérésies. Et à cet effet y employer toutes leurs forces & moyens , jusqu'à leurs propres vies , suivant le serment qu'ils en ont prêté en vertu dèsdits Edits. *Leur fait inhibitions & défenses de reconnoître pour Roi , Henri Roi de Navarre , le favoriser & lui bailler aide en quelque manière que ce soit , directement ni indirectement , à peine d'être punis comme Hérétiques & Perturbateurs du repos public.* Et afin de faire cesser toutes divisions , a inhibé , défendu & défend à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient , de renouveler la mémoire des choses passées , ni d'user de paroles tendantes à sédition , au préjudice de ladite sainte Union. Ordonne que les Habitans des Villes rece-

vront tous les Officiers & Habitans Catholiques desdites Villes qui , à l'occasion des troubles passés, en peuvent être sortis pour jouir de leurs biens , états & Offices, comme ils souloient faire auparavant. Et pour pourvoir à la sûreté de cette Province , & à l'administration de la Justice selon les occurrences , a déclaré & déclare que le Parlement continuera sa séance pendant les vacations comme à l'ordinaire. Sera le présent Arrêt lu , publié Lundi prochain en l'Audience publique , & par les carrefours de cette Ville de Dijon, & les extraits d'icelui envoyés es Baillages de ce Ressort pour y être pareillement lus & publiés , afin qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

A été retenu , qu'il sera écrit particulièrement au nom de la Cour aux sieurs Comte de Charny,

de Biron, de Tavannes, de Ragny, de Cypierre, de Lux & de Sennecey, pour les inviter de faire cesser toutes les hostilités, & rétablir le repos en cette Province; & qu'il leur sera envoyé extrait de l'Arrêt ci-dessus.

Comme aussi sera écrit aux sieurs Présidens, Conseillers & Gens du Roi absens, pour retourner & venir faire leurs charges; après toutefois que les Vicomte-Maieur & Echevins de cette Ville auront été mandés, pour leur donner toute sûreté, & à cet effet seront avertis de se retrouver à la relevée.

POUR LE REGARD DU SCEAU a été fait & signé l'Arrêt qui s'en suit :

LA COUR, les Chambres assemblées, pour pourvoir à ce que les expéditions de Justice ne soient

retardées au Ressort d'icelle , pour raison de la mort du Roi na guères avenue , a ordonné & ordonne , que toutes les expéditions & provisions de Justice sujettes à être scellées , seront expédiées sous le nom de la Cour , & scellées du scel d'icelle ; lequel à cet effet sera mis ès mains de M<sup>e</sup> Claude Bretagne , comme plus ancien Conseiller d'icelle , qui scellera en présence des Audienciers & Contrôleurs en la Chancellerie , ou leurs Commis , qui recevront l'émolument dudit scel pour en tenir compte au profit du Roi , jusqu'à ce qu'autrement il y ait été pourvu.

Et a été dit , qu'extract dudit Arrêt sera délivré à M<sup>e</sup> Jean Moisson , Maître des Requêtes , ayant à présent la garde des Sceaux , à ce qu'il s'abstienne de plus sceller. Aussi sera ledit Arrêt signifié aux Audien-

ciers & Contrôleurs, & aux Syndics de ladite Cour.

*Dudit jour de Relevée, les Chambres  
assemblées.*

Sur l'avertissement donné par M. le Goux, Avocat du Roi, qu'il y avoit en la Chambre des Huissiers un Gentilhomme qui avoit un paquet à donner à la Cour, de la part de M. de Mayenne, les Chambres ont été assemblées, & de leur ordinaire on a donné entrée audit sieur le Goux, qui a dit : Qu'il étoit arrivé un Gentilhomme de la part de M. de Mayenne, qui étoit chargé de présenter à la Cour un Edit important, qu'il n'a voulu donner qu'à ladite Cour elle-même, requérant qu'il fût introduit. Ce qui a été ordonné, & qu'il sera assis au Bureau. Où étant

assis, il a dit, que M. de Mayenne l'avoit chargé d'apporter ces Lettres Patentes à la Cour, qu'il a mises sur le Bureau, & a déclaré n'avoir autre chose à dire à la Cour de la part dudit Seigneur. Et s'étant retiré, lecture a été faite desdites Lettres; & ledit sieur le Goux, Avocat du Roi, en a requis la publication & l'enregistrement, tant à la Cour qu'aux Baillages du Ressort.

*Du Mercredi 26.*

VEU les Lettres de déclaration du sieur Duc de Mayenne du 5 du présent mois d'Août, par lesquelles tous Princes, Prélats, Officiers de la Couronne, Seigneurs, Gentilshommes, & tous autres, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sont admonestés, exhortés

& requis, de se joindre, réunir & rallier avec ledit sieur de Mayenne & Conseil Général, pour porter les armes contre les Hérétiques, ou se retirer en leurs maisons, aux charges & conditions y contenues; & les Conclusions ci-dessus verbalement prises par les Gens du Roi, a été dit : Que lesdites Lettres seront aujourd'hui publiées à l'Audience & par les carrefours de la Ville, & les Extraits d'icelles envoyés ès Baillages du Ressort, pour y être pareillement lues, publiées & enregistrées.

*Du Samedi 2 Septembre.*

VEU la Requête du Procureur Général, à ce que deux Commisaires soient députés pour informer des discours & propos semés & tenus en cette Ville de Dijon,

à l'avantage & faveur de Henri de Bourbon, Roi de Navarre, & autres Hérétiques, sur les mémoires & instructions que donneroit le Procureur Général ; & à cet effect cours de Monitoire accordé pour découvrir tels crimes. La Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne qu'il sera informé, & cours de Monitoire par lui requis, pour avoir révélation de tels faits & discours.

*Du Mardi 5, les Chambres assemblées.*

VEU la Requête du Procureur Syndic des trois Etats de ce Pays, à ce qu'en cassant tous jugemens donnés par ceux qui se sont retirés au lieu de Flavigny, inhibitions & défenses leur fussent faites d'usurper la qualité de Parlement, &



sous ce titre faire aucuns jugemens, decrets , ou commandemens , à peine d'encourir les peines introduites de droit contre les Criminels de Lèze-Majesté , à toutes personnes tant Gentilshommes qu'autres , d'y obéir , à tous Ministres de Justice de les exécuter , à peine d'être déclarés rebelles au Roi ; & qu'il sera permis de courir sus comme sur gens diffidés & ennemis de la Patrie. Copie des Déclarations faites tant par Henri Roi de Navarre , qu'aucuns Seigneurs & Gentilshommes de ce Royaume, le 4 Août dernier. Vérification & publication d'icelles faites audit Flavigny le 28 d'icelui mois : Conclusions du Procureur Général ; la Cour, les Chambres assemblées, a fait & fait inhibitions & défenses à tous Présidens , Avocats & Procureur Général , & autres Officiers,

d'usurper le titre de Parlement , ni exercer leurs charges qu'en celui établi de tout temps en la Ville de Dijon ; à tous Seigneurs tant Ecclésiastiques , Gentilshommes , Habitans des Villes & Communautés de ce Ressort , que tous autres , de quelque condition qu'ils soient , de les reconnoître , ni obéir à leurs jugemens , Decrets ni Ordonnances ; à tous Huissiers , Sergens Royaux & autres Ministres de Justice , de les mettre à exécution , à peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public. A déclaré & déclare nuls & de nul effet tous Jugemens faits ou à faire par lesdits Présidens & Conseillers audit Flavigny , ou autres lieux hors cette Ville de Dijon. A réservé & réserve toute action aux parties condamnées , tant contre iceux Présidens & Conseillers , que les parties ayant

pourfuivi lefdits Jugemens, Huiffiers & Sergens, qui les auront mis à exécution, leurs Veuves & Héritiers. En outre a inhibé & défendu à tous lefdits Seigneurs, Gentilshommes, Officiers, Magistrats des Villes, Bourgs & Communautés de ce Reffort, & tous autres, d'exercer ou permettre & fouffrir, qu'il foit fait exercice d'autre Religion, que la Catholique, Apoftolique & Romaine, fous peine d'être déclarés Criminels de Lèze-Majefté Divine & Humaine ; comme auffi de lever deniers fur le Peuple, ni faire aucun amas d'armes, ni enrôlemens de gens de guerre, foit de cheval ou de pied, fans Lettres & commiffion exprefle du Roi ou de fes Lieutenans Généraux, à peine de confiscation de corps & de biens. Enjoint aux Baillifs, Gentilshommes,

Prévôts des Maréchaux, Magistrats & Habitans des Villes & Communautés dudit Ressort, de se saisir des Capitaines, Soldats & Gens d'Armes, qui contreviendront au présent Arrêt, pour les représenter à Justice, & être contre iceux procédé ainsi qu'il appartiendra; & en cas de résistance, a permis & permet auxdits Baillifs & Gentilshommes d'assembler les Habitans desdites Villes & Communautés, pour leur courir sus, & les tailler en pièces. Et sera le présent Arrêt lu & publié à la diligence dudit Syndic des Etats, par toutes les Villes des Baillages & Sièges dudit Ressort, à ce que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

*Dudit jour de Relevée, les Chambres assemblées.*

VEU la Requête du Procureur

Général , à ce que deux Commissaires fussent députés pour imputer des contraventions à l'Arrêt du 12 Août dernier , sur les mémoires & instructions qu'il donneroit , & que pour découvrir les crimes y mentionnés , cours de Monitoire lui fut octroyé. Lesdits mémoires & instructions , & tout considéré :

LA COUR , les Chambres assemblées , a ordonné *Qu'il sera informé par Commissaires contre tous ceux qui adhèrent & favorisent le parti du Roi de Navarre , soit en deniers , armes , munitions , ou mémoires , avis & instructions ; maintiennent & persuadent qu'il a droit au Royaume de France. Comme aussi de ceux qui détractent de la puissance & autorité du Pape , & divulguent les livres & discours contraires à icelle. A cet effet octroye audit Procureur Général cours de Monitoire , sans*

exception d'aucunes personnes. Et pour faire ladite information, ont été commis M<sup>es</sup> Louis Odebert & Jean Bouhier, Conseillers du Roi & Syndics de ladite Cour.

*Saint-Martin 1589.*

Le Lundi 13 Novembre, à sept heures & demie du matin, Messieurs les Présidens, Chevaliers, Conseillers, Gens du Roi & Greffier de la Cour du Parlement de Dijon, ci-après nommés, se sont retrouvés en la Grand'Chambre du Palais; vêtus lesdits sieurs Présidens de leurs Manteaux fourrés, & Mortiers en main, & lesdits Sieurs Conseillers, Gens du Roi, & Greffiers, de Robes rouges & Chapperons fourrés; & sont allés à la Sainte-Chapelle du Roi, où la Messe du Saint-Esprit a été dite. Et à l'issue

d'icelle , sont retournés en ladite Chambre , où la Liste desdits Sieurs Présidens , Chevaliers & Conseillers a été lue , selon qu'elle est ci-après ; & se sont tous retrouvés , à la réserve de Messieurs Jeannin , Fremyot & Bourgeois , troisième , quatrième & cinquième Présidens , de Saulx & de Nangut , Chevaliers ; Bourgeois , Colard & Odebert , Tisserant , Saumaïse , tous Conseillers à ladite Cour. Et a été excusé le sieur Fyot , pour indisposition. Ce fait , lesdits Sieurs Présidens & Conseillers sont allés seoir sur les fleurs de lys , à l'Audience , & ont procédé à l'ouverture du Parlement , par la réception du serment des Avocats & Procureurs.

Ensuit la Liste desdits Sieurs Présidens , Chevaliers & Conseillers de ladite Cour en cette année 1589.

*P R É S I D E N S ,*

Messire Denis Brulard , Premier Président.

Messire Bernard Desbarres , Second Président.

Messire Pierre Jeannin , Troisième Président.

Messire Benigne Fremyot , Quatrième Président.

Messire Claude Bourgeois , Cinquième Président.

Messire Nicolas de Montholon , Sixième Président.

*C H E V A L I E R S ,*

Messire Jean de Saulx , Vicomte de Ligny,  
Chevalier de la Cour.

Messire Jean de Nagut , Sieur de Varenne,  
aussi Chevalier.

*C O N S E I L L E R S ,*



## CONSEILLERS,

Me Claude Bretagne.	Me Jean Gagne.
Me Claude Bourgeois.	Me Jacques Valon.
Me Pierre Colard.	Me Perpétue de Ber-
Me Pierre Odebert.	bisey.
Me Benigne Tisserant.	Me Benigne Ocquidam.
Me Jérôme Saumaïse.	Me Pierre Carré.
Me Jean Fyot, l'ainé.	Me Pierre Bouhier.
Me Robert Baillet.	Me Jacques Bosluet.
Me François Briet.	Me Jean de Xaintonge.
Me Benigne de la Verne.	Me Etienne Bernardon.
Me Louis Odebert.	Me Pierre de la Grange.
Me Guy Catherine.	Me Jean Morin.
Me Jean Bouhier.	Me Joseph de Verons.
Me Jean de Mallerois.	Me Claude Petot.
Me Gabriel Brenot.	Me Jean Blondeau.
Me Claude Catherine.	Me Jacques Thomas.
Me Philibert Tixier.	Me Michel Milliere.
Me Jean Cothenot.	Me Jules Bretagne.
Me Pierre Boursaut.	Me Jean Quarré.
Me Benigne Milletot.	Me Simon Hugon de la
Me Phillippe Baillet.	Reynie.
Me Benigne de Cirey.	Me Isaac Bretagne.
Me Jean Fyot, puîné.	

M. le Premier Président a dit, que ce matin, aucuns des Echevins de cette Ville lui ont fait entendre, que sur l'avis qu'ils ont eu des remûmens survenus na guères à Paris, ils s'assemblèrent le jour d'hier en la Chambre de Ville, comme ils

M

feront encore ce jourd'hui de relevée, pour aviser à la tranquillité de la Province, sûreté & repos de la Ville, & empêcher qu'aucun inconvénient n'y avienne ; & qu'ils voudroient bien que la Cour députât Commissaires pour s'y trouver, & entendre les propositions qui s'y feroient, qui concernoient la sûreté de la Province, de la Ville en général, & de cette Compagnie en particulier, dont il a cru devoir avertir la Compagnie, & la prie d'aviser, s'il seroit bon de députer quelqu'un d'icelle pour assister à ladite Assemblée, & y donner aide & conseil, selon les affaires qui s'y traiteront. Ce qui ayant été mis en délibération, a été dit, que Commissaires seront députés pour assister à ladite Assemblée, entendre les Causes d'icelle, & y donner conseil pour le repos & la sûreté de la

Province & de la Ville. A cet effet ,  
ont été députés Messieurs Desbar-  
res, Président, Odebert & Bouhier,  
Conseillers & Syndics de ladite  
Cour.

*Du Lundi 20 , les Chambres assen-  
blées.*

M. le Premier Président a dit ,  
que le sieur de Senecey étant arrivé  
en cette Ville pour y commander ,  
lui a fait entendre , qu'il desiroit  
saluer la Cour ce matin , & qu'il  
falloit aviser à sa séance, telle &  
semblable , qu'on l'a donnée ci-  
devant au sieur de Fervaque. Sur  
ce, a été conclu , que ledit sieur de  
Senecey aura place & séance au  
banc des Conseillers , & au-dessus  
d'eux , du côté de la Chapelle.

A l'instant , ledit sieur de Senecey  
entré & assis audit banc , a dit , que

depuis la mort du feu Roi, il a été plusieurs fois commis, par le sieur de Mayenne, pour venir commander en cette Province, en son absence, & pour l'indisposition de M. Legrand; qu'il a différé jusqu'à ce qu'il ait été requis par les Maire & Echevins de cette Ville, & autres de la Province; s'étant acheminé par-deçà, pour rendre à sa patrie ce que naturellement il lui doit, & offrir à la Cour, en général & en particulier, tout ce qui dépend de lui. A bien été averti, que la Cour, par sa prudence accoutumée, a donné de judicieux & saints Arrêts; que le Peuple estime, que l'on procédera à l'exécution d'iceux; de sa part, il l'en supplie, & de continuer en cette bonne volonté, comme étant la lumière & le flambeau de la Province, & il s'emploiera à la conservation de l'auto-

rité & dignité d'icelle de tout son pouvoir, & à la tranquillité & repos de ladite Province, & particulièrement à rendre service à cette Compagnie. A quoi M. le Premier Président a répondu, que la Compagnie avoit beaucoup de joie de le voir, & s'assuroit que la charge à lui commise apporteroit du repos & de l'avantage, qui se répandroit par toute la Province, en ce qu'il maintiendrait la Justice en sa splendeur, & le peuple en son devoir, par le moyen de la force qui lui étoit mise en main. Que par le passé on avoit vu plusieurs troubles & rememens, pour raison desquels on a donné plusieurs Arrêts, qui ne se peuvent aisément exécuter qu'avec la force, & une bonne union & intelligence, laquelle étant entre la Cour & lui, il y auroit moyen de remettre toutes choses en leur pre-

mier état. Que ses déportemens du passé marquent assez sa bonne volonté , & que ladite Cour le reconnoîtroit, tant à cause de lui, de la mémoire de ses prédécesseurs , que de toutes ses belles actions connues es affaires où il avoit été employé, & lui donneroit avis & conseil en toutes occasions, selon les occurrences.

*Du Lundi 11 Décembre, les Chambres assemblées.*

M. le Premier Président a apporté Lettres du 10 de ce mois, écrites à la Cour par le sieur de Senecey, qu'on a ouvertes & lues ; & par icelles avertit la Cour, que M. le Cardinal Cajetan, Légat du Pape, devoit arriver à Dijon cejourdhui, afin de se préparer pour le recevoir : ce qui ayant été mis en délibéra-

tion, & vu le Registre de ce qui fut fait à l'endroit de M. le Duc de Mayenne, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en cette Province, le 21 Juillet 1574, a été conclu, que deux de Messieurs les Présidens & huit Conseillers, ayant devant eux deux Huissiers, vêtus de leurs robes longues & la verge en main, iront, comme Députés de la Cour, trouver ledit sieur Légat jusque devant l'Hôpital du Saint-Esprit, pour le saluer & congratuler de sa bien-venue. Et à cet effet, ont été députés Messieurs les Premier & Second Présidens, Baillet, Odebert, Cathérine, Bouhier, de Mullerois, Brenot, Fyot & Gagne, Conseillers.

Ledit jour, environ sur les trois heures après-midi, lesdits Sieurs se sont assemblés au logis de M. le Premier Président, & tous vêtus de

robbes à larges manches & la cornette dessus , se sont acheminés à pied jusques devant le Couvent des Carmes, ayant à leur tête deux Huissiers vêtus de robbes d'Audience & bourrelets , tenans une baguette dressée ; où étant, ont été avertis que ledit sieur Légat ne s'arrêteroit devant le Saint-Esprit , à cause de la pluie & mauvais temps , & alloit descendre en l'Eglise de la Sainte-Chapelle ; ce qui a été occasion , qu'ils sont allés attendre ledit sieur Légat en la Salle du logis du Roi. Et à son arrivée se sont présentés à lui , & l'a salué ledit sieur Premier Président, au nom de la Cour , & tenu propos en Latin de congratulation de sa bien-venue : lequel fini ; la réponse dudit sieur Légat ouie , se sont retirés.



---

*LETTRE du Pape , au Parlement.*

SIXTUS, PP. V.

**D**ILECTI FILII, Salutem, & Apostolicam Benedictionem. Etsi magnam omnium vestrum pietatem, divinum zelum, sinceritatem & constantiam tam in salute vestra protegendâ, tam in fide Catholicâ servandâ commendare non desistimus; tamen si vestra vigilantia vestraque sententia effeceritis, ut optimus Rex pro publicâ honestate & utilitate quietam possessionem adipiscatur, eas & prædicare & exornare non desinimus; atque eo nomine dilectus Filius noster Henricus, Cardinalis Cajetanus, noster & Sedis Apostolicæ de Latere Legatus, vobis coram, vel per Litteras, vel per Nuntios, ea, quæ nostrâ

N

renda sunt , diligenter & fideliter explicabit. Intereà aures vestras justissimis , rectissimis , & commodissimis ejus consiliis libenter præbere , & gratiam & auctoritatem vestram rebus per eum gerendis accommodare poteritis , & quod temporis beneficio aliquando frui oporteret , id in præsentis consilio & officio vestro honestiùs & celerius fiat. Datum Romæ , in Monte Quirinali , sub annulo Piscatoris , die secundâ Octobris 1589. Pontificatûs nostri anno quinto.

M. VESTRIUS BARBIANUS.

Dilectis Filiis Præsidibus & Consiliariis  
Parlamenti Divionensis.

---

*DISCOURS du Patriarche  
d'Alexandrie , à la Cour.*

**S**ANCTISSIMUS P. N. SIXTUS V.  
Pont. Max. non sine summa animi

perturbatione audivit Regnum Gal-  
liæ quondam florentissimum hære-  
ticorum perfidiâ in factiones divul-  
sum, & mutuis suorum Civium cla-  
dibus attritum in certum discrimen  
& ultimas calamitates esse redactum,  
cogitabat amantissimus Pater Gal-  
licanam Ecclesiam, quæ prima B.  
Petri filia à Sanctissimis Pontificibus  
vocabatur, in fordibus & squallore  
jacentem aspectu & exhortationibus  
suis sublevare, & eam illi laboranti  
opem non denegare, quam olim  
veteres Galli Romanæ Ecclesiæ in  
difficillimis temporibus egregiâ cum  
laude præstiterunt. Verumtamen  
Pastoralis officii curis impeditus,  
deliberatione maturâ præhabitâ,  
creavit suum, & Sanctæ Sedis Apo-  
stolicæ de Latere Legatum, Illustriss.  
& Reverendiss. Pater Beatiss. Hen-  
ricum, Cardinalem Cajetanum,  
Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Came-

rarium ; cujus Legationis is est præpositus finis , ut Sedis Apostolicæ Consiliis opibus atque autoritate dissidia tollantur , boni excitentur & confirmentur ; hostes Ecclesiæ , vel resipiscant , vel confundantur ; pax denique sub Rege Catholico unanimi consensu declarato constituatur. Cùm verò Provincia hæc nobilissima in fidei Catholicæ possessione adipiscendâ & retinendâ semper primas obtinuerit partes , Sanctiss. P. N. inter cætera mandata illi injunxit , ut per Burgundiam iter facturus Senatui huic ornatissimo , Apostolicâ benedictione præmissâ , Sanctitatis suæ Litteras redderet ; quod ego munus Illustrissimi Legati nomine obiturus , ejus sententiam paucis verbis exponam. Primum , ex animo vobis gratulatur de tam illustri amoris fidei & pietatis significatione , quàm

B. Petró & ejus Successori in Legatione hâc excipiendâ præstitistis. Deindè rogat & obtestatur vos per monumenta & decora majorum vestrorum, per ruentis Galliæ salutem, ne, datis præclaris fidei vestræ documentis, deficiatis in hâc rerum omnium perturbatione, sed studium vestrum integrum & inviolatum Catholicis Principibus conservetis, & fortunas, liberos, vitam potius eripi patiamini, quàm ut vestrâ autoritate atque consensu Rex hæreticus populis Catholicis imperet: decet enim Burgundis, qui authores fuisse perhibentur Regibus Gallis Christianos ritus suscipiendi, non permittere eos falsis & peregrinis doctrinis à Catholicâ veritate abduci. Postremò Illustriss. Legatus Sanctitatis suæ nomine vobis offert quidquid potest & debet gratus & amans Pater; illudque

inprimis vobis præcipit , se non laboribus aut sumptibus , non denique sanguini suo parsurum , ut Gallia sub Rege Catholico ad pristinam dignitatem & majestatem revocetur.

---

*RÉPONSE de M. le Premier Président,  
au Patriarche d'Alexandrie.*

**R**EVERENDISS. PATRIARCHA ,  
Senatus mirabili animorum consensu , & eâdem hilaritate Summi Pontificis Litteras accepit , quas ille paternâ in suos charitate & scribendas , & mittendas judicavit. Summa consensio totius Ordinis hujus , in his maximè , quæ ad Religionem pertinent , ab antiquis ad hæc usque tempora , protestata est nihil majores nostros , neque nos illorum exemplo prius aut præstantius unquam habuisse , aut habere , Religione Cath. Apost. & Romanâ ; in eâ si

quæ collapſa aut violata fuère , ſe-  
 veris legibus judiciisſque vindican-  
 da & coërcenda ſemper cenſuit &  
 decrevit Senatus. Non enim ſumus  
 ii quorum animi vagentur errori-  
 bus , ſimiles iis qui curioſa ſectan-  
 tes omni vento doctrinæ circum-  
 feruntur ; ſed ità docti & eruditi ,  
 ut non facti , ſed nati , non inſti-  
 tuti , ſed imbuti ad veræ pietatis &  
 juſtitix cultum videamur. Juſtitix  
 dico , cujus origo in Religione , ra-  
 tio in æquitate poſita eſt ; & nunc  
 quod veluti currentes nos incitat ,  
 ſuiſque Litteris hortatur Summi  
 Pontificis anguſta ſanctitas , efficiet  
 profectò ut tales fide & conſtantiâ  
 eſſe perſeveremus , quales nos eſſe  
 verbis & oratione proſitemur ; ad  
 quod vel maximè faciendum mul-  
 tum ponderis habet ſcribentis au-  
 thoritas , nàm cùm pariter loquan-  
 tur nobiles & ignobiles , oratio ta-

men æqua non æquivalet, sed certè etiam adaugetur internuntii facundia singulari, virtutum cumulis & morum præstantiâ, quæ omnia in te, Lectissime Patriarcha, maxima esse facillimè cernuntur. Ex quo effectum est ut Beatiss. Pater secundas hujus sacræ & necessariæ Legationis partes tibi demandaret, cui pro tanto beneficio quas possumus, non quas debemus, immortales habemus gratias; & tibi gratulamur cum omni optimorum Civium acclamatione, quippe quòd tuis vigiliis, laboribus & industriâ, & tot clarissimorum virorum consiliis & prudentiâ, quos & Illustriss. & Reverendiss. Dowinus Cardinalis, Legationis Princeps, tecum habet Assessores, speramus effectum iri, ut errorum nebulis dissipatis, moribus omnium Ordinum emendatis, hæreticâ pravitate sublatâ,



intestinis seditionibus compositis, sub Rege Catholico & Christianissimo Respublica simul & Ecclesia diù desideratâ & optatâ pace fruantur.

---

*Lettre du Parlement au Pape.*

BEATISSIME PATER.

ACCepimus litteras Sanctitatis Vestræ per Illustriss. Cardinalem Cajetanum, Vestrum & Sanctæ Sedis Apostolicæ de Latere-Legatum: quibus in Senatu recitatis, auditoque susceptæ Legationis in Galliam munere, pietatem Sanctitatis Vestræ in filios Ecclesiæ Catholicæ, & singularem pastoralis providentiæ sollicitudinem, magnâ cum admiratione intelleximus, probavimus, & laudavimus; eamque

ob causam, & ad perpetuam veri  
 fidelisque Ecclesiæ Catholicæ pa-  
 rentis memoriam, & testificationem  
 nostræ observantiæ ergà Sanctæ  
 Sedis Apostolicæ & Ecclesiæ Ro-  
 manæ auctoritatem, eas ipsas lit-  
 teras Sanctitatis Vestræ in acta re-  
 ferri jussimus, & scriptis monu-  
 mentisque Curix consignari decre-  
 vimus. In hoc enim miserrimo to-  
 tius Galliæ statu nihil poterat con-  
 tingere nobis utilius atque optatius  
 præclarâ illâ & Sacrâ Legatione,  
 quæ, maximâ omnium rerum per-  
 turbatione, atque extremi ferè  
 periculi metu recreat, & ad spem  
 erigit meliorem, nos summis istis  
 difficultatibus, vel imminenti potiùs  
 exitio brevi liberatos ad summam  
 tranquillitatem perventuros, præ-  
 fertim præsentē & gubernante tali  
 Naclero; ille enim ab excelsâ  
 illâ Sede, tanquam ex altâ speculâ,

errantibus nobis , & tot dissidentium opinionum procellis jaëctatis, clarissimum lumen ad portum ostenditur. Quod autem justissimis sapientissimisque consiliis Sanctitatis Vestraë constitutum esse ad Reipublicæ & Ecclesiæ Gallicanæ salutem animadvertimus , illud ipsum summo studio & solitâ majorum nostrorum fide & constantiâ , ut hætenùs , ità in posterum , Deo optimo Duce & Adjutore, procurabimus, omniaque consilia, curas, cogitationes , adjumenta ad Catholicæ Fidei conservationem, ad patriæ salutem , & Regis Christianissimi defensionem conferemus : utque animosus ille Nauta rectam navigationem , sic nos rectam mentem isto rerum fluxu adhibebimus, atque istam mentis rectitudinem ab ipso numine & summo totius Ecclesiæ Tribunali assumemus . ad quod ,

velut ad sacram anchoram, rebus  
 afflictiis, recurrendum certò scimus.  
 Si verò contrà aliquid tentatum  
 fuerit, nostro & usitato more seve-  
 ris judiciis legibusque vindicabi-  
 mus, quæque sanctissimis consiliis  
 decisa terminataque fuêre, facta  
 recta retineri fideliterque servari  
 curabimus ; quo magis tota Bur-  
 gundiæ Provincia optimus Eccle-  
 siæ status & antiquitas sub Rege  
 Catholico inconvulsis radicibus vi-  
 geat, excolatur, ametur. Divione,  
 in Curiâ Parlamenti, 14.<sup>o</sup> Calend.  
 Januarii, Anno Domini 1589.  
 Deus Opt. Max. Sanctitatem Ve-  
 stram Ecclesiæ suæ diù servet in-  
 columen. Devotissimi Præsides &  
 Consilarii Senatûs Burgundiæ.

SANCTITATI DOMINI NOSTRI  
 PAPÆ.

Ce fait, les Chambres séparées,

l'Audience a été tenue, & y ont assisté lesdits sieurs Patriarche , Abbé de Cîteaux , & Coqueley.

*Du Vendredi 15.*

La Cour , les Chambres assemblées , pour donner occasion à tous les Sujets de ce Ressort de se maintenir en l'obéissance *du Roi Charles Très-Chrétien* duement réformée , que les expéditions qui se font à présent à Paris , sont scellées du grand scel sous le nom de Charles X , Roi de France , a ordonné & ordonne que toutes les expéditions & provisions de Justice , sujettes à être scellées , seront ci-après expédiées sous le nom *de Charles X , Roi de France* ; & seront scellées du grand scel , lequel sera mis ès mains des Officiers de la Chancellerie , selon que ci-devant a été fait.

*Du Jeudi 21.*

MM. de la Cour ont assisté à la Procession générale qui a été faite en l'Eglise de la sainte Chapelle, à laquelle étoit M. le Légat & autres Prélats de sa suite ; comme aussi le sieur Baron de Senecey s'y est trouvé & marchoit après lesdits sieurs Présidens , & s'est assis en ce même rang avec lesdits sieurs de la Cour ès sièges à main gauche, d'autant que ledit sieur Légat occupoit les sièges de la main droite, où les sieurs de la Cour ont accoutumé de se mettre. Et au-dessous dudit sieur Légat & Prélats se sont mis MM. de la Chambre des Comptes.

*Du Lundi 8 Janvier 1590.*

Le Procureur Syndic de la Ville ayant demandé à parler à la Cour, icelui entré a supplié icelle de la

part du Maire & Echevins de cesser l'entrée au Parlement pendant que les Réitres ennemis seroient ès environs de cette Ville, d'autant qu'il étoit nécessaire de penser à la garde & sûreté de la Ville. A quoi lui a été répondu par M. le Premier Président que l'on cesseroit les Audiences pour quelques jours, & néanmoins qu'on continueroit d'entrer les matinées seulement, pour pourvoir aux affaires qui pourroient survenir ; qu'il ait cependant à avertir la Cour de tout.

*Dudit jour les Chambres assemblées.*

M. de Senecey , Gouverneur de ce pays, ayant fait dire qu'il desiroit parler à la Cour, est entré de l'ordonnance d'icelle , après avoir pris place au-dessus de MM. les Conseillers, au banc du côté de

la Chapelle , a dit , qu'ayant toujours desiré de marquer la considération qu'il avoit pour cette Compagnie , il a cru la devoir avertir des avis qu'il a reçus de l'état de cette Province , des Etrangers qui y sont , de ceux qui viennent de l'Assemblée du sieur de Tavannes & de la Veuve du Maréchal d'Aumont avec forces : qu'encore que les Ennemis ne puissent que se morfondre , parce que les bonnes Villes sont bien munies , & qu'on y a bien pourvu & même en cette Ville ; néanmoins comme il ne faut être surpris , a supplié la Cour de députer quelqu'un d'icelle pour assister au Conseil qu'il se propose d'établir , & il invitera tous les autres Collèges & Compagnies d'en faire autant , pour ensemblement pourvoir à ce qui concerne la sûreté de la

Ville



Ville & de la Province. A aussi averti la Cour de la disette du sel, pourquoi il seroit bon d'écrire aux Gouverneurs du Comté & au Parlement de Dole pour en être aidé.

A encore remontré, qu'attendu le péril imminent, il seroit bon que MM. du Parlement se trouvassent à la garde des portes; sur quoi M. le Premier Président a dit, que la Cour assistera toujours de ses Conseils ledit sieur de Senecey pour la conservation de cette Province. Qu'à l'égard du sel, il y a longtemps qu'on en prévoit la disette, & qu'il faudra que le Conseil proposé y pourvoie incessamment.

Ce que mis en délibération, a été arrêté que MM. les Présidens Desbarres & de Montholon assisteront au Conseil du sieur de Senecey

pendant un mois, lequel passé, la Cour nommera d'autres Députés.

Il a été aussi conclu que lesdits sieurs du Parlement iront à la garde des portes à commencer dès demain. A cet effet sera fait Rolle d'iceux, pour y assister comme ils l'ont fait ès cas qui l'ont requis.

*Du Jeudi 18.*

Par commune délibération des deux Chambres, a été dit que MM. de la Cour ne continueront d'aller à la garde des portes, attendu que les Réitres étrangers sont hors de la Province ; & que s'il survient occasion de faire remonter la garde aux Officiers du Parlement, l'on recommencera à l'endroit de MM. qui étoient en tour d'y aller.

*Du Mardi 23.*

M. Le Goux, Avocat du Roi, ayant demandé à parler à la Cour,

est entré, & a mis sur le Bureau une Requête, à ce qu'il fût ordonné que tous les sièges des Baillages de ce Ressort, *les noms & surnoms des Baillifs qui portent les armes pour le Roy de Navarre seront rayés & supprimés des mandemens & expéditions de Justice, & expédiées sous le nom du Baillif des lieux*, & a requis que toutes affaires cessantes il soit pourvu sur ladite affaire, & s'est retiré.

*Du Mercredi 24, les Chambres  
assemblées.*

Veu la Requête du Procureur Général, à ce qu'il soit ordonné que tous les Sièges des Bailliages de ce ressort, les noms & surnoms des Baillifs qui portent les armes pour le Roi de Navarre, soient rayés & supprimés ès mandemens & expéditions de Justice, & expé-

diés sous le nom de Baillif des Lieux. La Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne que les mandemens, commissions & expéditions de Justice des Bailliages, esquels les Baillifs portent les armes pour le Roi de Navarre contre le Roi très-Chrétien, seront expédiées sous le nom général de Baillif, sans autre expression des noms & qualités d'eux.

*Du Samedi 17 Février.*

M. Le Goux, Avocat du Roi, ayant demandé à parler à la Cour, icelui entré, a dit avoir reçu un paquet à lui adressant, avec Lettres & Déclarations du Roi du 14 Décembre dernier, concernant la saisie des Maisons & Châteaux des Catholiques suivans le Roi de Navarre. Lui retiré, lecture a été faite desdites Lettres, & ordonné la

communication au Procureur Général ; dont MM. de la Tournelle ayant été avertis par M. Boursaut, ils ont approuvé ladite communication.

*Du Vendredi 6 Avril, les Chambres  
assemblées.*

Veut les Lettres de Déclaration du Roi données à Paris le 30 Décembre dernier, par lesquelles il déclare, qu'il n'entend toucher ni innover ès saisies faites sur les maisons, terres & biens appartenans aux Catholiques & autres assistans le Roi de Navarre ; mais, au contraire, veut que s'il se trouve aucune desdites maisons, terres & biens qui ne soient encore saisies & mises sous sa main, que ses Juges & Officiers des Lieux aient à procéder avec la plus grande diligence que faire ce pourra, en la forme

& tout ainfi qu'il leur a été par ci-devant ordonné, fans retardement, afin d'être fecouru des deniers qui en proviendront, pour fubvenir au bien de fes affaires & fervice, & à la confervation de la Religion Catholique; avec défenses très-expreffes à tous fes fujets & autres étant à fa folde & fervice, de quelque nation & condition qu'ils foient, d'attenter ni toucher, de leur autorité privée, esdites maifons, tant fortes que foibles, esquelles ne fe fait aucun acte d'hoftilité fur peine de la vie.

Conclufions du Procureur Général.

LA COUR, les Chambres aflemblées, a vérifié & vérifie lefdites Lettres de Déclaration, ordonne qu'elles feront lues, publiées & regiftrées, & les copies d'icelles envoyées ès Sièges des Bailliages de ce Reffort, pour y être pareille-

ment lues, publiées & enregistrées à la diligence des Substituts du Procureur Général, afin que personne n'en prétende cause d'ignorante.

*Du Jeudi 12.*

Vu la Requête du Syndic des Etats, la Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne aux Substituts du Procureur Général ès Sièges des Bailliages de ce Ressort, de faire appréhender au corps les soldats & autres personnes qui se sont retirés esdites maisons, pour éviter la punition de leurs crimes, commis par eux avant la levée des armes & depuis, & faire procéder incessamment, & sans connivence, à l'instruction & jugement de leur procès. Fait inhibition & défense à tous Capitaines & Soldats, quelqu'ils soient, de commettre aucun acte d'hostilité sur

les Habitans , tant des Villes que plat-Pays , & s'emparer des Chevaux & Bestiaux destinés pour la nourriture & labourage , à peine d'être pendus & étranglés ; & en cas de contravention , enjoint auxdits Officiers & Prévôts des Maréchaux , chacun en droit foi , de procéder à la capture d'iceux , & à l'instruction & jugement de leur procès en toute diligence ; & sera le présent Arrêt lu & publié par les Carrefours de cette Ville ès lieux accoutumés , & les extraits d'icelui envoyés esdits Sièges , pour y être pareillement lus , publiés & exécutés selon sa forme & teneur , dont lesdits Sussituts certifieront la Cour de mois en mois.





*Du Jeudi 31 Mai, jour de l'Ascension  
de Notre Seigneur, de Relevée, les  
Chambres assemblées.*

M. le Premier Président a dit, que M. de Senecey a pris la peine ce-jourd'hui de venir chez lui, pour lui faire entendre, que les Maire & Échevins de la Ville l'avoient prié de faire quelques efforts sur la Ville de S. Jean-de-Losne, occupée par les ennemis de la Sainte-Union; ce qui étoit facile, à cause de la mort de leur Chef, autrement, qu'avec le temps, d'autres pourroient gagner cette place au grand pré-judice du Pays. Pour raison de quoi il a fait assembler les Chambres, afin d'entendre le dessein du sieur de Senecey, & les mesures qu'il prétend prendre pour l'exécution de son projet. Et à l'instant l'Huissier Petit ayant averti la Cour que

ledit fleur de Senecey étoit en la  
 Salle du Palais , ont été députés  
 MM. Odebert & Catherine , pour  
 l'aller trouver , & étant entré &  
 assis au-dessus de MM. les Conseil-  
 lers , au Banc du côté de la Cha-  
 pelle , a dit , que ce qu'il desire le  
 plus en ce monde est de pouvoir  
 faire quelque bien à cette Province,  
 & sur-tout à cette Ville ; que de-  
 puis peu il s'en étoit ouvert un  
 moyen qui paroît facile. Car le  
 fleur de Poulles , Commandant de  
 S. Jean-de-Losne , voulant exécute-  
 ter une entreprise sur la Ville de  
 Seurre , a été tué ; & comme c'é-  
 toit le Chef auquel ses Soldats  
 avoient beaucoup de confiance ,  
 parce qu'il leur donnoit une grande  
 licence de voler & de prendre sur  
 le pauvre homme , il pourroit ave-  
 nir qu'étant abbatus d'une pareille  
 perte , & sans Chef , on pourroit les

avoir, & remettre la Ville de S. Jean-de-Losne dans l'obéissance du Roi & de la Sainte-Union , autrement cette Place , garnie de Troupes ennemies , incommodera beaucoup la Province & la Sainte-Union ; or les frais qu'il faudroit faire pour la prendre ne seroient pas si fort à charge ; qu'il faudroit que les Compagnies y voulussent contribuer, & que le Parlement en donnât exemple aux autres. Surquoi M. de Senecy prie la Cour de prendre en bonne part la proposition qu'il fait , & de députer Commissaires pour l'examiner de plus près.

Sur ce M. le Premier Président a dit , qu'il n'y a personne dans la Compagnie qui ne desire que la Ville de S. Jean-de-Losne soit réduite ; mais quant au moyen qu'on propose pour y parvenir, qu'il y faut penser.

Ce fait, les opinions recueillies, a été conclu, que l'on prendra deniers à cours de rente, pour partie du payement de l'armée qui fera conduite devant cette Place, *en attendant que les Elus du Pays aient imposé & levé lesdits deniers sur tous ceux de la Province; & ont été députés MM. Odebert & Catherine, pour se trouver aujourd'hui au logis du sieur de Senecey, avec ceux de MM. des Comptes & de la Ville, afin de sçavoir quelle somme sera arrêtée pour lesdits frais, & pour combien le Corps de la Cour s'obligera envers ceux qui voudront prêter les deniers à intérêt.*

*Du Vendredi premier Juin, les Chambres assemblées.*

MM. Odebert & Catherine ont dit, que suivant la Délibération de la Cour, ils furent le jour d'hier au

logis du sieur de Senecey , lequel , en leur présence & des Députés de la Chambre des Comptes , & du Vicomte-Maieur de cette Ville , proposa plusieurs moyens pour trouver deniers pour le payement & frais de l'armée qu'il vouloit mener devant S. Jean-de-Losne. Et quoiqu'il eût d'abord demandé trente mille écus , néanmoins si on lui en donnoit comptant dix mille , il pourroit faire assembler ses troupes au lieu de Brassey , & demander de faire venir du secours du Lyonnais. Aussi furent présens à ladite proposition les Députés du Clergé , qui firent offre de six cens écus , & le Vicomte - Maieur dit particulièrement à quelques-uns , qu'il donneroient bien mille écus , de sorte qu'il reste à trouver promptement neuf mille écus , qu'on desire lever sur quatre cens des plus riches &

aifés Habitans de la Ville , à raison de vingt écus chacun , le fort portant le foible. Et que pour faire ladite imposition , on leur dit être nécessaire de députer Commissaires de chaque Corps de profession & métier , afin que l'imposition étant faite d'un commun consentement , personne ne pût refuser de payer ce à quoi il auroit été imposé.

Sur ce MM. Jaquotot & Peschard, Maîtres des Comptes , ayant fait demander à parler à la Cour, entrés de l'ordonnance d'icelle, après avoir pris place au Banc du côté de la Chapelle, au - dessous de deux de MM. les Conseillers , ont dit , Qu'ils avoient charge de ladite Chambre de faire entendre à cette Compagnie qu'ils ne desirerent de passer aucune chose en l'affaire concernant les deniers demandés par le sieur de Senecey , pour les frais

du siège de Jean-de-Losne, sans sçavoir les résolutions que prendroient la Cour, auxquelles la Chambre se conformera, comme elle a toujours fait, & partant ont supplié la Cour de leur déclarer les mesures qu'elle prenoit sur cela pour elle.

A quoi M. le Premier Président a répondu, que la Cour a estimé qu'il étoit plus expédient *que tous les Privilégiés s'obligeassent au nom des Elus du Pays, envers ceux qui fourniroient les deniers qui seroient empruntés*, ce que demandoit M. de Senecey, en attendant qu'ils aient imposé ladite somme sur ledit Pays, que de permettre qu'on les cotisât particulièrement. Quoi, ouï, par lesdits Jaquotot & Peschard, ils ont dit que ladite somme se pourroit trouver à frais, en certain lieu qu'ils sçavoient, & se sont retirés.

L'affaire mise en délibération, & les opinions recueillies sur ce, a été conclu & arrêté, que les Privilegiés de ladite Ville s'établiront cautions, & s'obligeront au nom desdits Elus pour la somme de deux mille écus, qui sera délivrée lorsque les Ecclésiastiques, Maire & Echevins, auront leurs deniers prêts, pour être le tout employé aux frais du siège de S. Jean-de-Losne, & non ailleurs; à la charge que lesdits Elus seront tenus d'imposer ladite somme sur tous le Pays, & acquitter icelle tant en principal qu'intérêts; & ont été députés Messieurs Odebert & de Verons, pour aller trouver M. de Senecey, & lui faire entendre la délibération ci-dessus.





*Du Samedi 2, les Chambres  
assemblées.*

Sur ce que MM. Odebert & Verons ont dit avoir fait entendre à M. de Senecey , en présence du Vicomte-Maieur, que les Privilégiés s'obligeroient comme cautions des Elus pour la somme de deux mille écus, faisant partie des dix mille écus demandés pour le siège de S. Jean-de-Losne, & qu'il n'a voulu accepter lescites offres, parce que ledit Vicomte-Maieur disoit que lescits Privilégiés devoient être cotisés particulièrement à la somme de cinq mille écus; aussi que de quinze jours en quinze jours il faudroit trouver semblable somme de dix mille écus jusqu'à la fin du siège; a été conclu que lescites offres seroient réitérées, & en cas de refus, que s'il se trouve une somme de dix mille écus, lescits Privilégiés,

le Corps de la Ville & les Ecclésiastiques s'obligeront tous ensemblement, & se rendront cautions desdits Elus pour la sûreté d'icelle & des arrérages, jusqu'à ce que le tout soit imposé sur le Pays, & acquitté à la décharge d'un chacun en général, & sans aucune chose particulariser.

*Du Lundi 4, les Chambres assemblées.*

Messieurs Odebert & Bouhier, Syndics, ont dit, qu'ils ont fait rapport au sieur de Senecey des nouvelles offres des Privilégiés, pour le Siège de Saint-Jean-de-Losne, lequel leur avoit fait entendre, qu'il avoit vendu une terre, en Franche-Comté, la somme de quinze mille écus; qu'il vouloit bien les employer aux frais dudit Siège, en lui donnant, par lesdits Privilégiés,

les Ecclésiastiques , & ceux de la Ville, des bagues d'or & d'argent, pour sa sûreté, & non autrement. Que le jour d'hier ils furent mandés par le sieur de Senecy, & avertis, que les Suisses étant en cette Ville, poursuivoient le payement des deniers à eux dûs, & que les Maire & Echevins avoient trouvé expédient de leur donner comptant deux mille écus, pour les appaiser, dont ils porteroient la moitié, & lesdits Privilégiés l'autre. Partant, qu'il étoit besoin d'y pourvoir au plutôt; ce qu'ils promirent de faire savoir à cette Compagnie, laquelle a sur ce délibéré & conclu, que Messieurs Desbarres & de Montholon, Présidens, Baillet, Odebert, Bouhier, Brenot, Boursaut & Millière, Conseillers, iront trouver M. de Senecy, pour lui faire entendre, que pour montrer l'affection desdits

Privilégiés au bien & repos de la Province, ils effectueront leurs offres, lorsqu'on voudra faire le Siège de question. Mais quant aux deux mille écus demandés pour le payement des Suisses, qu'ils n'y sont tenus. ains les Elus du Pays, par la négligence ou mauvaise volonté desquels lesdits Privilégiés ne doivent porter toutes les charges du général. Et afin d'éviter les inconvéniens, il est très-nécessaire d'ordonner aux Elus de faire leur charge comme il appartient, & pourvoir à ce que toutes les charges de la Province soient acquittées, même les gages desdits Privilégiés; autrement, ils seront contraints de prendre quelques mesures.

*Du Mardi 5.*

M. le Président Desbarres a dit, que lui & les Commissaires députés

à M. de Senecey lui firent sçavoir le jour d'hier la Délibération ci-dessus , en présence des Députés de Messieurs des Comptes, entre lesquels étoit M. Millière, qui assura qu'ayant été Maire, de tout tems, quand il étoit question de trouver deniers pour les affaires du Pays, les Elus, & le Corps de la Ville seulement, s'obligent. Le sieur de Senecey, après les avoir reçus fort honorablement, leur dit: Que la Cause des Privilégiés lui paroissoit très-juste, & qu'il étoit très-fâché de tant de mauvaises demandes qu'on leur faisoit; qu'au reste, il employeroit tout son pouvoir pour les soulager & faire payer leurs gages.

M<sup>e</sup> Pierre Jachiet, Syndic de la Ville, ayant demandé à parler à la Cour, est entré, de l'ordonnance d'icelle, & a dit, que les Suisses

pourfuivoient le payement de deux cens écus , qu'on leur a promis , & difent , que s'ils ne les touchent aujourd'hui , ils fortiront pour aller ravager tous les fruits qui font fur terre ; & pour éviter cet inconvénient , les Maire & Echevins offrent de payer aujourd'hui pareille fomme ; à quoi M. le Premier Préfident a répondu , que la Cour avoit réfolu le jour d'hier , & fait entendre à M. de Senecey , que les Privilégiés n'étoient tenus au payement des Suiffes , & qu'il fe faut adreffier pour cela aux Elus du Pays.

Tôt après , Meflieurs Pefchard & Flutelot , Maîtres des Comptes , ont demandé à parler à la Cour ; & entrés , après avoir pris place au lieu accoutumé , ont dit , qu'encore que le jour d'hier on ait fait entendre à M. de Senecey , que les Privilégiés n'étoient tenus à payer

les mille écus demandés par le Maire de la Ville, pour partie de la solde des Suisses, néanmoins le Procureur Syndic de ladite Ville avoit été ce matin même en leur Chambre leur faire entendre, que les Suisses faisoient grand bruit & disoient que si on ne les payoit aujourd'hui, ils iroient ravager la campagne, comme les autres soldats; & pour les en empêcher, a supplié la Chambre de donner deniers pour les payer. Sur quoi, la Chambre a estimé être nécessaire de consulter la Cour, pour prendre avec elle ses mesures. Surquoi, M. le Premier Président a dit, que ledit Syndic en avoit autant déclaré à la Cour, & qu'en ayant délibéré, elle avertira lesdits Sieurs des Comptes de ce qu'elle aura conclu. Surquoi lesdits Députés se sont retirés.

A neuf heures , M. de Senecey entré & assis en son rang accoutumé, a dit : Qu'il étoit bien fâché d'importuner si souvent la Cour , pour lui demander chose fort rare ; & néanmoins , comme il importoit au bien de tous les Catholiques , & de la Province en général & en particulier , il étoit contraint de remontrer combien les Suisses pressoient le payement des deux mille écus qui leur ont été accordés pour cette fois , & l'utilité qui en reviendrait si l'on trouvoit cette somme. Qu'il avoit parlé aux Elus pour ce faire , & que deux ou trois seulement étant à la Ville , lui ont répondu : Qu'ils ne pouvoient s'obliger pour ladite somme , sans le consentement de tous les Elus du Pays ; dont les Suisses , avertis , ont été fort mal contents , ainsi que lui ont fait entendre les Maire & Echevins , & menaçoient



goient de ravager la campagne , même d'entrer dans les meilleurs maisons de la Ville ; tellement que s'il en avenoit plus grand mal , lesdits Maire & Echevins ne voudroient en faire la justice , & punir ceux qui font venus à leur secours , & cherchent leur vie. A ce moyen , a supplié la Cour de prévenir lesdits inconvéniens , & de trouver quelque remède en ce fait ; comme il est facile , d'autant que lesdits Maire & Echevins offrent de s'obliger avec ladite Cour & les Gens des Comptes , pour faire poursuite commune contre lesdits Elus , afin d'imposer & acquitter ladite somme envers ceux qui l'avanceront.

L'affaire mise en délibération , a été ordonné auxdits Elus , de trouver promptement la somme de deux mille écus pour le payement des Suisses , s'obliger & imposer icelle

sur ledit Pays , & en faire remboursement à ceux dont ils les auront empruntés , à peine d'en répondre en leurs propres & privés noms. Et cependant , attendu la nécessité , & pour plus facilement trouver lesdits deniers , sans tirer à conséquence , ladite Cour & les Privilegiés , avec les Ecclésiastiques & Corps de la Ville , s'obligeront avec lesdits Elus , & s'établiront caution pour lesdits deux mille écus.

*Du Jeudi 7.*

M<sup>e</sup> Etienne Bernard , Avocat & Echevin de la Ville , ayant fait demander à parler à la Cour , est entré , de l'ordonnance d'icelle , avec le Procureur Syndic , & a dit : Que ladite Cour avoit donné Arrêt pour le fait du payement des Suisses , dont tous les gens de bien étoient très-

contiens ; toutefois l'exécution en étoit assez difficile par le peu d'argent qu'il y a présentement dans la Ville. Que le Corps d'icelle avoit été averti que M<sup>e</sup> Jacques Colin, Greffier de la Chancellerie, vouloit rendre à la D<sup>lle</sup>. Anne Maillon, veuve de Jean Poligny, une partie des deux mille écus ; mais qu'elle refusoit de les recevoir & de rendre la grosse du Contrat, craignant de les prêter pour être employés à payer les Suisses. Et comme il importe à la Ville de neuf cens écus, si ce paiement n'est fait aujourd'hui, a supplié ladite Cour, au nom des Maire & Echevins, de donner sur ce Arrêt. On a différé d'y pourvoir à cause de l'Arrêt qui venoit d'être donné pour le même fait. Et se sont retirés. Et les Chambres consultées, a été conclu l'Arrêt qui ensuit.

VEU l'Arrêt du cinquième jour  
 du présent mois de Juin , par le-  
 quel il auroit été ordonné aux Elus  
 du Pays de trouver promptement  
 la somme de deux mille écus , pour  
 le payement des Suisses , s'obliger  
 & imposer icelle sur ledit Pays , &  
 en faire remboursement à ceux des-  
 quels ils les auroient empruntés , à  
 peine d'en répondre en leurs pro-  
 pres & privés noms. Et cependant,  
 attendu la nécessité , & pour plus  
 facilement trouver lesdits deniers ,  
 sans ce tirer à conséquence , que la  
 Cour & les Privilégiés , avec les  
 Ecclésiastiques & le Corps-de-Ville ,  
 s'obligeroient avec lesdits Elus , &  
 s'établiroient cautions pour lesdits  
 deux mille écus. Et oïi les Remon-  
 trances verbales aujourd'hui par le  
 Vicomte-Maieur , Echevins & Pro-  
 cureur Syndic de ladite Ville ; la  
 Cour , les Chambres assemblés , a

ordonné & ordonne à toutes personnes , ayant deniers comptans jusqu'à la somme de deux mille écus , de les délivrer promptement , moyennant les obligations & sûretés à ce nécessaires , pour être employés à l'effet que dessus , sur peine d'être contraints par toutes voies dues & raisonnables , en sorte qu'il y soit obéi.

*Du Mardi 17 Juillet.*

Décret de Prise-de-corps , a été décerné contre Messire Antoine Damas, Sieur de Digoigne , & Balthazard Guyard , Sergent Royal , pour s'être ledit Damas pourvû au prétendu Parlement de Flavigny , pour le fait d'une appellation par lui émise contre M<sup>e</sup> Jean Saulnier, Procureur à Charolles ; & ledit Guyard, pour avoir mis à exécution la Requête présentée audit Flavigny , avec défen-

ses auxdites Parties d'y comparoir, à peine de mille écus d'amende, & de nullité des Procédures.

*Du Mercredi 18, de Relèveé, les  
Chambres assemblees.*

M. le Premier Président a dit :  
Avoir fait assembler la Compagnie, sur le sujet des Lettres écrites par M. de Senecey, par lesquelles il mande à ceux de la Ville, que le sieur de Tavannes le presse d'entrer en trêve & cessation d'armes pour le repos de la Province. A quoi il n'a voulu faire réponse sans l'avis de cette Compagnie, de la Chambre des Comptes & du Corps de la Ville : que ledit Pays en a grand besoin, & néanmoins ne fera chose qu'au plus grand avantage d'icelui & de l'Union, s'il est possible ; à quoi il faut apporter toutes bonnes volontés, procurer le bien dudit

Pays & la commodité d'un chacun en particulier, qui est fort incommodé par ces troubles ; & à cet effet, députer Commissaires pour se trouver en la Chambre de Ville, où l'on en traitera avec ceux des autres Colléges, afin d'y résoudre d'un commun consentement ; & que par un bon conseil & avis, l'on ait moyen de recueillir les fruits de la terre, & faire quitter les armes à ceux qui nous ravagent.

L'affaire mise en délibération, a été dit, que Messieurs Fyot l'aîné, & Berbisey à ce députés, iront en la Chambre de Ville, & feront entendre à l'Assemblée, que la Cour loue & approuve le conseil de M. de Senecey ; & est d'avis, qu'il est très-expédient & très-nécessaire d'accepter ladite trêve & cessation d'armes, pour le bien & soulagement du général & du particulier de cette Province.

*Du Samedi 21.*

MM. Fyot l'aîné & Berbisey ont dit, que suivant la délibération du 18 du présent mois, ils furent ledit jour en la Chambre-de-Ville, où l'on traita fort longuement l'affaire concernant la Trêve demandée par ledit sieur de Tavannes en présence du sieur de Francheffe, Capitaine du Château de cette Ville, qui survint. Il y fut conclu que l'on écrirait au sieur de Senecey, afin d'obtenir passeports pour toutes les Villes qui seront assemblées sur ce sujet; de quoi ils espèrent qu'il aviendra quelque chose de bon, parcequ'il semble que chacun se dispose à la Trêve, dont ils ont été remerciés par M. le Premier Président.

*Du*



*Du Dimanche 29 , à une heure de  
Relevée , les Chambres assemblées.*

Le sieur Barón de Lux ayant fait dire par le Greffier , qu'il desiroit parler à la Cour, entré, de l'ordonnance d'icelle , après avoir pris place au Bureau, a dit : Que l'honneur & la révérence que cette Province a pour cette Compagnie , a donné occasion de faire entendre à icelle l'affection & le desir qu'on a de traiter toutes choses par ses avis, & par celui de M. de Senecey , suivant lesquels on est entré en pour-parler d'une Trêve, afin de donner repos aux Sujets de la Province qui sont furieusement vexés, en attendant qu'il plaise à Dieu nous donner une bonne paix : toutefois qu'aucuns ne l'avoient trouvé bon, & disoient, que par ce moyen les ennemis auroient fré-

quentation avec les Catholiques & es Villes de l'Union, contre lesquelles ils pourroient entreprendre quelque chose, & plusieurs autres raisons qui seroient trop longues à déduire. Mais que ce qui donne plus de sujet d'y penser, c'est que M. le Duc de Mayenne desire d'assembler toutes les troupes qui sont par-deça pour dégager la Ville de Paris, empêcher qu'elle ne tombe es mains des Hérétiques, & faire ce que ce Prince de France n'a entrepris que pour la conservation de la Religion Catholique. Et comme ledit sieur de Lux & plusieurs autres Seigneurs desirent d'aller joindre M. le Duc de Mayenne, selon qu'ils y sont tenus, tant à cause du service qu'ils lui ont voué, que de la qualité qu'il a de Gouverneur de ce Pays, & qu'il est impossible de conduire lesdites trou-

pes & gens de guerre sans leur donner d'argent, il a supplié ladite Cour, comme il convient que le fassent tous les bons Catholiques, d'offrir chacun quelque somme en particulier selon ses facultés, & d'employer à cette aumône & charité une portion de leurs biens. Cette charité apportera du soulagement à la Ville de Paris & aux Sujets de ce Pays, quand ils seront délivrés de l'oppression que leur font souffrir les gens de guerre.

A quoi M. le Premier Président a dit, que tout le monde est d'avis de la Trêve, pourvu qu'il n'y ait rien de caché dessous, d'autant qu'on en ressentiroit de la commodité pour recueillir les fruits de la terre, & les retirer dans les Villes, afin de pouvoir mieux résister aux ennemis, autrement le Peuple ne pourroit vivre. Que la Cour aussi

approuve fort l'avis de chasser la Gendarmerie hors la Province, parceque tant qu'elle y demeurera, ce sera à la ruine du pauvre peuple qui en est accablé. Il est aussi très-convenable & même très-nécessaire de secourir Paris, même pour notre utilité particulière; mais que de chercher des moyens où il n'y en a point, c'est chose inutile. Toutefois comme la Cour ne manque point de bonne volonté, elle fera toujours comme elle a fait par le passé tout ce qu'elle pourra pour une si bonne œuvre, & pour la tranquillité & repos de cette Province, pourquoi elle n'épargnera jamais rien; sur quoi ledit sieur de Lux s'est retiré.

A été dit qu'il sera pourvu sur ce que dessus demain matin à 6 heures précisément, à laquelle heure tous Messieurs qui ne sont

présens, seront avertis de se trouver ; comme aussi ledit sieur de Lux fera prié par le Greffier d'y assister pour éclaircir les choses contenues en sa proposition , & pourra ouïr les opinions de Messieurs , ou se retirer si bon lui semble.

*Du Lundi 30 ; les Chambres  
assemblées.*

Le sieur Baron de Lux entré & assis au même lieu que le jour d'hier, M. le Premier Président lui a dit, que la Cour desiroit savoir quelle somme il demandoit pour mettre les troupes hors de ce pays. Si c'est la ville de Dijon qui la doit supporter, ou le général du Pays, & si quelqu'un veut s'obliger d'emmener les troupes, & à faute de ce, rétablir lesdits deniers.

Ledit sieur de Lux a répondu, que pour son regard il ne deman-

doit rien , mais pour les Officiers & Soldats , qui font la plûpart de cette Province , auxquels il faut 4000 écus que M. de Senecey entend faire jetter sur tout le pays , ou bien que M. le Duc de Mayenne , instruit de la bonne volonté de ceux de cette Ville , la fera remplacer incontinent ; mais si l'on s'adresse à cette Ville , c'est pour trouver plus promptement lefdits deniers , afin de chasser les troupes , & faire cesser leurs mauvais deportemens. Que son intention est , de ne leur distribuer aucune chose , qu'ils ne soient sur la lisière de la Bourgogne , & que lefdits Capitaines ne promettent de les emmener.

Quoi oui , en présence de M. de Lux , a été opiné sur ce que dessus & conclu , que Commissaires seront députés pour faire entendre

aux Maire & Echevins de la Ville, que la Cour est d'avis qu'ils trouvent ladite somme de 4000 écus à frais, & que pour sûreté du principal & arrérages qui en écherront, ladite Cour en Corps, la Chambre des Comptes, les Ecclesiastiques & Elus du pays, & celui de ladite Ville, s'obligeront comme ils ont fait pour les 2000 écus donnés aux Suisses, attendant que lesdits Elus aient imposé & levé ladite somme sur le Pays, & acquitté le principal & arrérages d'icelle.

A l'instant le Procureur Syndic de ladite Ville a fait dire par le Greffier, qu'il supplioit la Cour de députer Commissaires pour assister en la Chambre du Conseil d'icelle Ville, & résoudre sur ce qui a été proposé par M. le Baron de Lux, concernant ladite somme de 4000 écus : suivant laquelle réquisition,

MM. Fyot l'aîné & Berbisey ont été députés.

A neuf heures, M. de Berbisey a dit, que M<sup>e</sup>. Edme Champinot, Avocat du Roi au Bailliage de Dijon, lui venoit de donner un paquet envoyé à la Cour par M. de Senecey ; au moyen de quoi les Chambres ont été assemblées, & ledit paquet ouvert, où s'est trouvé une Missive dudit sieur de Senecey, & copie des articles de la Trêve accordée le 28 du présent mois, entre lui & le sieur de Tavannes. Lesquels Missive & Articles vus, a été dit, qu'ils demeureront au Greffe pour y être pourvu quand besoin fera ; & cependant que l'on écrira audit sieur de Senecey, que la Cour loue ses bonnes actions & volonté au bien public, & le prie de faire comprendre en ladite Trêve, la Ville



de Langres, afin que les Bailliages du Duché enclavés au ressort dudit Langres, se ressentent d'un si grand bien : ce qui a été fait à l'instant.

*Du Mardi 31.*

M. Berbisey a dit, que suivant la charge & commission donnée à M. Fyot, l'aîné, & à lui, le jour d'hier, ils furent en la Chambre de Ville, & firent entendre au Vicomte-Maieur & Echevins d'icelle, la bonne volonté & le desir que ladite Cour avoit de voir la Province délivrée de tant de gens de guerre, dont elle est inondée, & de s'obliger pour la sûreté des deniers qu'il leur convient donner, en la même forme qu'il a été fait du passé. Lesquels Vicomte-Maieur & Echevins firent réponse, qu'ils feroient de leur part tout ce qui leur seroit possible, & cherche-

roient les moyens de trouver lesdits deniers montans à 3150 écus.

*Du Mercredi premier Août.*

Sur ce que le Procureur de la Ville a supplié la Cour de députer Commissaires, pour se trouver à l'Assemblée qui se fait aujourd'hui en la Chambre de Ville, afin de résoudre sur les articles de la Trêve envoyés par M. de Senecey; ont été députés MM. Desbarres, Président, Fyot l'aîné, & Berbissey, Conseillers.

*Du Jeudi 2.*

M. le Président Desbarres, a dit, que le jour d'hier, étant accompagné de MM. Fyot l'aîné & Berbissey, Conseillers à la Cour, ils furent en la Chambre de Ville, où l'on traita de la Trêve accordée entre M. de Senecey & M. de

Tavannes , dans laquelle la Cour , la Chambre des Comptes , & les Ecclésiastiques firent entendre qu'ils desiroient être compris. A quoi plusieurs Habitans de la Ville , qui se trouvèrent à cette Assemblée , s'opposoient. Néanmoins fut conclu , que l'on écriroit à M. de Senecey , qu'il étoit expédient d'assembler toutes les Villes unies pour en résoudre ; ou , s'il avoit assenti quelque chose de leur intention , ses réponses ouies , il y feroit pourvu. Cependant que lesdits articles demeureront en surseance , en attendant si le sieur de Tavannes les fera publier à Flavigny , & à Saint Jean-de-Losne.

*Du Samedi 4.*

M<sup>e</sup>. Pierre Jachiet , Procureur Syndic de la Ville , ayant demandé à parler à la Cour , étant entré de

l'ordonnance d'icelle , a dit : Que pour faciliter le payement des deniers accordés aux gens de guerre pour sortir de la Province , il est expédient de prendre la somme de 230 écus consignés par Jacques Hatet, ès mains de Nicolas Arvisenet, Marchand à Dijon , dont le procès est pendant en ladite Cour, entre ledit Hatet , & Antoine & Didier Martinecourt de Selongey. Partant, a requis qu'il soit ordonné audit Arvisenet de vuidier ses mains. Sur quoi a été dit, que ledit Arvisenet délivrera ladite somme , à la charge d'en constituer rente par ledit Procureur Syndic, en la forme ci-devant dite, au profit de qui il appartiendra. Laquelle constitution demeurera ès mains d'icelui Arvisenet pour sa décharge, comme il est contenu en l'Arrêt mis au Greffe.

Aussi ledit Syndic a supplié la Cour d'ordonner, que l'un des Sieurs Particuliers d'icelle s'obligera envers ceux qui prêteront lesdits deniers, avec un des Maîtres des Comptes, & quatre Echevins que la Ville a nommés, ou tels autres que les Créanciers voudront nommer. A quoi lui a été répondu, que la Cour s'obligera en Corps, comme pour le paiement des Suisses. Toutefois, si quelques Particuliers veulent entrer en ladite obligation, elle ne l'empêche, & ne s'en veut formaliser.

MM. Vincent & Milliere, Maîtres des Comptes, ayant fait dire par le Greffier, qu'ils voudroient parler à la Cour, & entrés, après avoir pris place au lieu accoutumé, qui est au banc du côté de la Chapelle, après deux de Messieurs, ont dit, que le Procureur Syndic de la

Ville avoit été aujourd'hui en ladite Chambre leur faire entendre, que l'on trouveroit plus facilement de l'argent pour les gens de guerre, si un seul Officier de ladite Chambre s'obligeoit, avec un de Messieurs du Parlement que la Cour nommeroit, & quatre Echevins qui ont été choisis, ou que voudroient choisir les Créanciers, aussi qu'ils fissent préparer les 500 écus, faisant moitié de 1000 à quoi les Privilégiés ont été cottisés pour satisfaire aux frais des réparations de la Ville, & fonte d'Artillerie; autrement il seroit contraint de se pourvoir contre eux, pour faire ledit payement, Sur quoi ils n'ont voulu pourvoir, sans prendre l'avis de ladite Cour, auquel ils se sont toujours conformés, & desirerent encore continuer. Partant, ont supplié icelle de leur dire son intention.

M. le Premier Président leur a répondu, que le Procureur Syndic n'a parlé desdits mille écus, & qu'avant que d'y toucher la Cour délibère de sçavoir des Maire & Echevins quelle somme ils veulent lever, & à quel effet; & quant à l'obligation particulière de l'un de Messieurs de la Cour, que l'on ne pouvoit le faire, sinon en la même forme observée pour le payement des Suisses. Toutefois que MM. des Comptes, ou du moins ceux qui entrent en la Chambre des Elus, ne doivent faire difficulté de s'obliger particulièrement, pour le bien de la Province, d'autant qu'ils auront plus de courage de faire lever & acquitter les sommes.

*Du Mardi 7.*

Le Procureur de la Ville ayant supplié la Cour de députer des Com-

mililaires pour assister à la Chambre de Ville, sur la résolution de la Trêve, a été dit, que MM. Desbarres, Président, Fyot l'aîné, & Berbisey, Conseillers, qui ont ja assisté auxdites Assemblées, s'y trouveront encore, & persisteront à l'avis de la Cour, que ladite Trêve doit être conclue.

*Du Mercredi 8.*

M. le Président Desbarres, Fyot l'aîné & Berbisey, Conseillers, ont dit, par la bouche de M. le Président Desbarres, qu'ils furent le jour d'hier en la Chambre de Ville, où il fut résolu que les articles de la Trêve seroient acceptés & registrés, sans y mettre les qualités premières y contenues, avec celle des Chefs des deux partis en cette Province; aussi qu'ils seront publiés en cette Ville, après qu'on  
aura



aura reçu avertissement certain de la publication d'iceux à Flavigny.

*Du Lundi 13, les Chambres  
assemblées.*

M. Bretagne ayant fait rapport des Lettres-Patentes données à Paris le 19 Décembre dernier, par lesquelles le Roi auroit, par exprès, avoué, ratifié & approuvé tout ce qui a été fait & ordonné & exécuté par lesdits Conseillers établis par le sieur Duc de Nemours, au Conseil de l'Union des Catholiques en cette Ville de Dijon, soit pour levée de deniers, impôts, cotes, emprunts, commissions, saisies, ventes & aliénations des biens-meubles des ennemis de l'Union, levées de gens de guerre, commissions sur ce expédiées, tenues & assemblées des Etats du Pays,

augmentation du prix d'un écu par  
 minot sur le sel, faisie des accrues,  
 prix du marchand, Gabelles & au-  
 tres deniers, de quelque nature  
 qu'ils soient, établissemens de Gar-  
 nisons, augmentation ou retran-  
 chement d'icelles, démentellement  
 des Châteaux, Villes & Places for-  
 tes, changement d'autres Officiers  
 & établissement de nouveaux, in-  
 formations & procédures faites par  
 le Commissaire par eux délégués,  
 & généralement tout ce qui a été  
 fait par ledit Conseil, tant en gé-  
 néral, que par vertu de ses com-  
 missions particulières, comme cho-  
 ses faites pour son service, pour le  
 bien & avancement de la Couronne  
 & service de ladite Sainte Union,  
 & tout, ainsi que si de ce ils en  
 eussent eu Lettres & Commissions  
 expresses de Sa Majesté, ou que par  
 Elle ou ses Lieutenans Généraux

audit Pays, les choses eussent été faites & exécutées.

*Du 10 Janvier 1591, les Chambres  
assemblées.*

LA COUR, les Chambres assemblées, avertie de la mort du Roi Charles X. a ordonné & ordonne que les Expéditions de Justice & Lettres de la Chancellerie seront scellées sous le nom de ladite Cour, & du Sceau d'icelle, qui sera mis es mains de M<sup>e</sup> Claude Bretagne, plus ancien Conseiller, & ce par provision, & jusqu'autrement soit ordonné. Et a été dit, que ledit Arrêt sera donné à M. Moisson, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel, afin qu'il s'abstienne de sceller sous le nom du Roi, & signifié aux Officiers de la Chancellerie, & au Syndic des Procureurs.

*Du Mardi 29.*

M. Le Goux, Avocat du Roi, ayant demande à parler à la Cour, entré de l'ordonnance d'icelle, a dit, que le jour d'hier M. de Senecey, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, lui mit en main certains articles, & une Missive à lui envoyée par M. le Duc de Mayenne, afin de faire cesser les hostilités qui se commettoient sur les Laboureurs & Habitans des Villages & plat Pays; le priant de les présenter à la Cour, & requérir la publication desdits articles, quoique l'adresse soit à lui seul. Mais afin que chacun soit plus enclin d'y obéir, il fera néanmoins de sa part ce qui sera nécessaire. Laquelle publication ledit sieur Le Goux a requis être faite, tant à l'Audience publique, par les Carrefours, que Prônes des

Eglises Paroissiales de cette Ville de Dijon , & les extraits envoyés ès Sièges & Bailliages de ce Ressort , pour être pareillement lus & publiés , & à cet effet a mis sur le Bureau lesdits articles.

---

*De Par Monseigneur le DUC DE  
MAYENNE , Lieutenant Général  
de l'Etat & Couronne de France.*

**M**ONDIT Seigneur considérant que s'il n'est pourvu à la sûreté du Labourage, les terres demeureront sans culture & en friche, donc avec le temps s'ensuivra une désolation, non-seulement du plat-Pays, mais aussi des Villes du Royaume; & desirant de remédier à ces désordres, qui se commettent journellement à la ruine d'icelui, par la prise & rançonnement des personnes & bétail de labours, il défend très-expres-

fément à tous gens de guerre & autres, de quelque qualité, condition & nation qu'ils soient, étant pour le service de l'Union des Catholiques, tant en son armée qu'autre part que ce soit, qu'ils n'aient à prendre prisonniers ni rançonner aucuns Payfans, Laboureurs, Fermiers, ni autres gens de Campagne non portant armes, en quelque lieu qu'ils fissent résidence, fût-ce même ès terres de ceux du parti contraire, ni pareillement prendre leur bétail servant audit labourage; soit Bœufs, Juments, Mules ou Mulets, soit en leurs maisons, ou faisant leursdits Labourages ou autres œuvres, ni autrement, en quelque sorte & manière que ce soit, sur peine de la vie à ceux qui y contreviendront.

Et d'autant que la violence des présens troubles a passé si avant, que d'exercer la rigueur de la

guerre à l'endroit de toutes personnes indifféremment, de quel qu'âge, qualité & sexe qu'elles soient, ce qui répugne à toutes bonnes mœurs & honnêteté qui a toujours été gardée entre les Chrétiens, mondit Seigneur défend pareillement que l'on n'ait à prendre prisonniers aucuns Prêtres ni personnes Ecclésiastiques, s'ils ne sont trouvés en combat, les armes à la main, pour le parti contraire, & pareillement aucunes femmes ni filles, de quelque âge qu'elles soient, ni les enfans mâles au dessous de 15 ans, ni aucuns d'iceux rançonner, ou autrement outrager, en quelque forte & manière que ce soit, sur peine aux contrevenans d'être punis rigoureusement comme désobéissant; & en cas de force & violence faite à aucune femme & fille pour en abuser, hors que ce

soit de Ville prise par assault, ceux qui s'en trouveront coupables seront pendus & étranglés sur le champ.

Nul Gentilhomme ou autre ne pourra avoir gens de guerre en sa maison, pour autre effet que pour la garde & conservation d'iceux, sans faire ni exercer aucun acte d'hostilité, si ce n'est qu'ils aient commission expresse de mondit Seigneur pour ce faire, sur peine à ceux qui feront le contraire, de la démolition de leurs maisons; & leur est en outre à tous expressément inhibé & défendu, de ne prendre, enlever ou faire lever sur le Pays, aucuns deniers, vivres, contribution ou autres choses, sous couleur de la garde de leursdites maisons, sans commission de mondit Seigneur, sur peine de concussion.

Et



Et parce que plusieurs méprisant la révérence due aux lieux sacrés , qui doivent être regardés comme des lieux de prières & d'oraison , se servent des églises pour logis & même pour écurie , puisqu'ils y mettent leurs chevaux , s'en servant pour exercer toutes sortes voleries , larcins , meurtres , rançonnemens & autres excès , chose indigne , que mondit Seigneur veut & ordonne que ceux qui tomberont en de pareilles impiétés , soient tenus & réputés pour voleurs publics , & comme tels châtiés & punis par Justice ; & avenant que pour les prendre & délivrer le Pays de tels gens , il conviendrait user de force & abattre ce qui lui auroit servi de Fort & de Citadelle , la réparation en sera faite aux dépens de ceux qui s'en feront servi à mauvais usages , ce qu'il veut être pris sur leurs

biens de chacuns d'eux pour le tout, dont il charge les Marguilliers des Paroisses de faire les poursuites, & aux Procureurs Généraux d'y tenir la main.

Déclare en outre, mondit Seigneur, qu'aucuns du parti contraire qui se trouveront coupables d'aucuns des cas susdits, se voudroient refugier & retirer à son service, pour fuir la peine de leurs démérites, ou sauver leur butin, ils n'y seront reçus; ains, veut que la chose étant venue à la connoissance des Gouverneurs des Villes, Mestres de Camp ou autres Officiers auxquels ils se pourroient adresser, ils les fassent constituer prisonniers, & procéder à la punition d'iceux par les peines susdites, & en avertiront mondit Seigneur pour ordonner de ladite punition ainsi qu'il verra bon être.

Enjoignant très - expressement aux grands Prévôts de France & Prévôts de son Armée, & à tous autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, qu'ils aient chacun en son endroit la main, & procéder à l'exécution & entière observance des choses ci-dessus contenues & ordonnées, sur peine de privation de leurs emplois, & autres plus grandes s'il y échet. Fait à Soissons le 27 Décembre 1690, *signé*, Charles de Lorraine, & plus bas, Baudouin.

---

*LETTRE de M. de Mayenne  
à M. de Senecey.*

**M**ONSIEUR de Senecey, je vous envoie les articles dont il a été convenu avec le Roi de Navarre, pour la sûreté du Labourage, que

Je vous prie de faire publier incessamment en toutes les Villes de votre Gouvernement, & ès lieux où il y aura des Garnisons & Gens de guerre, & les faire garder si étroitement, que le Peuple en puisse ressentir le fruit & soulagement, que de part & d'autre nous désirons : c'est chose qui importe de tout au général de ce Royaume, que chacun doit procurer, & tenir pour ennemis publics ceux qui y contreviendront ; contre lesquels je veux qu'il soit procédé avec telle sévérité que le cours des pilleries & exactions qui ont été faites ci-devant à mon grand regret, soit arrêté par la rigueur des peines, sans exception de personnes quelconques. Et ne vous faisant cette Lettre à autre fin, après m'être affectionnément recommandé à vos bonnes grâces, je prie Dieu, M. de

Senecey, qu'il vous donne en santé  
heureuse une longue vie. De Soif-  
sons le 11 Janvier 1691. *Souscrit*,  
votre plus affectionné & parfait  
ami, Charles de Lorraine. *Super-*  
*scrite*, M. le Baron de Senecey,  
Lieutenant-Général du Gouverne-  
ment de Bourgogne.

Lesquels Articles & Missive lûs,  
& les Chambres consultées, la  
Cour a ordonné & ordonne que  
lesdits Articles & Missive seront lûs  
& publiés, tant à l'Audience, que  
Carrefours & Prônes des Eglises Pa-  
roissiales de cette Ville de Dijon, re-  
gistrés & observés selon leur forme  
& teneur, & les extraits d'iceux  
envoyés à la diligence du Procu-  
reur Syndic des Etats de ce Pays,  
par-tous les Siéges, Villes & Villa-  
ges de ce ressort, pour y être pa-  
reillement publiés & registrés. En-  
joint aux Baillifs, leurs Lieutenans,

Prevôt des Maréchaux , & Capitaines des Places fortes , chacun en droit-foi , d'y tenir la main , informer & dresser procès-verbaux des contraventions , & les envoyer devers ladite Cour , de mois en mois , pour être procédé contre les contrevenans.

Et a été retenu que l'original desdits Articles & Missive , sera rendu audit sieur de Senecey par MM. le Conseiller Berbissey , & le Goux , Avocat du Roi , à ce commis ; qui le prieront , au nom de la Cour , de tenir la main de sa part , à ce que lesdits articles soient inviolablement observés. S'informer de M. de Tavannes , s'il a reçu les mêmes Articles de la part du Roi de Navarre , & s'il n'entend pas les faire publier & observer.



*Du Mercredi 30.*

M. Berbisey est venu en cette Chambre dire, que le jour d'hier, il fut au logis de M. de Senecey, lui rendre les Articles & Missive envoyés par M. le Duc de Mayenne; lequel lui fit réponse, qu'il avoit envoyé à M. de Tavannes, pour sçavoir s'il en avoit reçu de semblables, & fait publier iceux, dont il ne pouvoit avoir réponse que Vendredi prochain. Partant, prioit que la publication d'iceux fût différée pour quelques jours, & que la publication faite, il donneroit de bons ordres pour qu'il n'y fût contrevenu.

*Du Lundi 4 Février, les Chambres  
assemblées.*

M. de Senecey ayant fait dire par le Greffier, qu'il desiroit parler

à la Cour, est entré ; & après avoir pris place au banc du côté de la Chapelle , au-dessus de MM. les Conseillers, a dit , que suivant la Délibération de la Cour , il avoit écrit & envoyé à M. de Tavannes le Règlement de Guerre qu'il a reçu de M. de Mayenne , Lieutenant Général de l'Etat & Couronne de France : lequel sieur de Tavannes lui a fait réponse par une Missive , qui a été lue ; & parcequ'il parle d'ajouter & diminuer aucunes choses pour le bien & soulagement du Public , il en a voulu avertir la Compagnie , pour qu'elle lui donnât sur ce ses bons avis auxquels il desire se conformer.

L'affaire mise en délibération , & les opinions recueillies , il a été dit , que le Règlement sera lû & publié ce jourd'hui à l'Audience publique , & observé suivant sa



forme & teneur, & les extraits envoyés par tout les Sièges & Villages de ce Ressort, conformément à l'Arrêt qui en a été ci - devant dressé.

Ce fait, ledit sieur de Senecey a dit, que depuis quelque temps il avoit été averti que quelques gens mal affectionnés à son endroit, feroient un bruit parmi le Peuple, qu'il faisoit beaucoup de choses contre la qualité qu'il porte, quoiqu'il se soit employé en toutes occasions pour la conservation de cette Ville & du Pays; & comme il ne peut permettre telle chose qui tend à émotion, il se propose d'en parler au Vicomte-Maire & Echevins, & à la plus grande partie des Habitans, qu'il fera assembler en la Chambre de Ville pour y remédier, & supplie la Cour pour l'autorisation de cette affaire, de dé-

puter des Commissaires pour assister à cette Assemblée ; en laquelle il traitera aussi les inconvéniens qu'il prévoit de la reprise faite par M. de Tavannes du Château de Gilly , & de quarante ou cinquante Cavaliers qu'il a mis dedans pour faire des courses aux portes de cette Ville. Pour à quoi remédier, il est besoin de choisir quelques Garnisons inutiles en la Province, & les loger aux Fauxbourgs & en l'Abbaye de Saint Benigne, & au Logis du Roi en cette Ville ; autrement il fera contraint de quitter tout , & se retirer , pour éviter le blâme qu'il pourroit recevoir de permettre telles courses, & n'avoir moyen de repousser les Ennemis. Estime, que la Cour le trouvera meilleur, que le Vicomte-Maieur , auquel il en a déjà parlé, qui a opposé aux précautions proposées , les privi-

lèges de la Ville ; mais il n'est besoin d'y avoir égard en des temps comme ceux-ci, ains, prendre exemple ès Villes de Paris , Amiens , Troyes , & plusieurs autres qui ont reçu des Garnisons pour leur conservation & défense.

M. le Premier Président a répondu , que la Cour n'a accoutumé d'envoyer des Commissaires en la Chambre de Ville , sans en être requis par les Maire & Echevins ; mais qu'en autre chose , elle assistera toujours ledit sieur de Senecey en tout ce qu'elle pourra.

*Du Samedi 23 Mars.*

Les Echevins Rouhier , Bernard & Chifferet , Avocats , Bourlier , Carlin , Bonnard & Pignalet , ayant fait dire par le Greffier , qu'ils desiroient parler à la Cour , & entrés de l'ordonnance d'icelle , ont dit

par la voix dudit Rouhier, ce que s'ensuit :

MESSIEURS, nous avons été députés pour vous supplier très humblement, comme nous faisons, de donner Arrêt sur les Requêtes qui vous ont été présentées par les Procureurs Syndics de la Ville & des Etats de ce Pays, pour le fait des Monnoyes fausses qui se fabriquent à Saint Jean de Losne ; parce que, c'est chose qui importe au Peuple, en ce que, quoiqu'ils n'ayent aucuns Monnoyeurs audit Saint Jean de Losne, ils ne laissent de gagner chacun jour cent écus, & en gagneroient trois cents, s'ils y avoient été experts pour travailler : ce qui se peut juger par les offres de pareille somme faites par le Maître de la Monnoye de cette Ville. Si tel gain étoit continué, & la fabrication & exposition de leur Mon-

noye tolérée , ce feroit leur donner moyen de nous faire la guerre , & perdre tout. Outre que le Peuple voyant le nom du Roi de Navarre imprimé , comme il est , autour desdites Monnoyes , où il est qualifié Roi de France , s'accoutumera par-là à le reconnoître pour tel ; d'ailleurs il aviendra un inconvenient , que , comme il faut que l'or achète l'argent , & l'argent l'or , ils tireroient tout le fin de nos Monnoyes & en forgeront de foibles ; desorte qu'au lieu que douze écus d'or pezent un certain poids , il s'y trouvera un déchet considérable ; & si ceux qui auront testons , quarts d'écu , ou francs , les feront valoir ce qu'ils voudront ; & les Marchands qui seront obligés les prendre à si haut prix , augmenteront leurs marchandises à la foule du Public , dont on a ouï les gran-

des clameurs. Pour y apporter remède , nous vous prions de donner Arrêt ensuite de ceux déjà ci-devant donnés, qui, sans cela , deviendront inutiles ; & n'y a chose qui le puisse empêcher , d'autant qu'en Italie , où il y a plusieurs Seigneuries , les Sujets sont bien contraints de se fournir de Monnoyes nécessaires & qui ont cours ès lieux où ils vont & viennent : de même , ceux de Saint Jean de Losne feront de leurs Monnoyes ce qu'ils pourront ; mais il n'est raisonnable que nous les recevions en cette Ville , autrement nous nous infecterions & rentrerions au mal , qui couroit lors du décri des Monnoyes.

Sur quoi M. le Premier Président a dit , que la Cour n'auroit pas tant tardé à pourvoir sur lesdites Requêtes , si le Général des Monnoyes eût produit le procès-verbal

de l'essai desdites Monnoyes ; ce qu'il n'a fait que le jour d'hier, qu'il fût communiqué au Procureur Général. Toutefois elle apportera en cette affaire tous les remèdes qu'elle pourra ; mais a recommandé aussi auxdits Echevins de veiller à la conservation & tranquillité de la Ville.

VEU la Requête des Elûs de ce Pays & de la ville de Dijon , à ce que les pièces nouvellement fabriquées en la ville de S. Jean de Losne pour la valeur des pièces de six blancs au nom de Henri IV , se disant Roi de France & de Navarre, sous les Lettres de la Monnoye de Dijon , soient déclarées comme fausses en titre & bonté. Procès-verbal fait de l'autorité de la Cour par le Général & Officiers de la Monnoye de Dijon , de la qualité & bonté desdites pièces contenant

vérification & reconnoissance d'un  
 P, & riolets marqués en différent  
 de ladite monnoye de Dijon, usur-  
 pées & apposées èsdites pièces ;  
 qu'au marc d'icelles il y a 76 pièces,  
 au lieu qu'il ne doit y en avoir que  
 53, tellement que chacune des-  
 dites pièces ne peut valoir que 18  
 deniers, quoiqu'elles soient for-  
 gées pour valoir six blancs; en quoi  
 il y a perte pour le peuple d'un sol  
 sur chaque pièce, & de 57 s. 6 d.  
 par marc. Conclusions du Procu-  
 reur Général du Roi. La Cour, les  
 Chambres assemblées, a fait & fait  
 inhibitions & défenses à toutes per-  
 sonnes de battre & forger monnoye  
 en ce Pays ailleurs qu'en la Mon-  
 noye établie d'ancienneté en la  
 ville de Dijon, sur peine de faux;  
 comme aussi de donner cours,  
 prendre, recevoir & exposer au-  
 cunes desdites pièces, pour quel-  
 que



que prix & valeur que ce soit. Et à cet effet, les a déclarées fausses & faussement fabriquées. Enjoint à tous ceux qui en peuvent avoir en leur puissance, de les porter incessamment en ladite Monnoye, pour être cizelées & converties en billon, sur peine qu'il sera procédé contre eux par ledit Général & autres Officiers, chacun en droit soi, par les voies portées & contenues en l'Edit de 1577. Lequel Edit elle enjoint audit Général & autres Officiers faire diligemment observer & entretenir, avec les déclarations sur icelui intervenues, & informer diligemment tant contre les Fabricateurs desdites pièces que ceux qui exposent lesdites pièces d'or & d'argent, permises par ledit Edit, à plus haut prix qu'il est porté par icelui. Et sera le présent Arrêt lu & publié en au-

dience & ès carrefours de cette ville de Dijon , & prônes des Eglises Paroissiales d'icelle , & les extraits envoyés à la diligence dudit Syndic des Etats par tous les Sièges de ce Ressort, pour y être pareillement publiés & imprimés, pour être affichés par placards au-devant des églises & des auditoires des Sièges & Justices inférieures, à ce que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

*Du Mardi 30 Avril.*

M. Fyot a dit, que le jour d'hier M. de Berbissey & lui furent en la Chambre-de-Ville , où M. de Senecy proposa l'arrivée de M. d'Aumont en ce Pays avec des Troupes , & que pour la sûreté de cette Ville il étoit besoin d'y mettre des Garnisons, parcequ'il avoit appris que les Habitans étoient

fort divisés , & qu'aucuns ne faisoient leur devoir au guet & garde , & que les Vicomte-Maieur & Echevins avoient demandé du temps pour y répondre & en conférer avec les Députés des Collèges & principaux Habitans de ladite Ville , & depuis avoient dit auxdits sieurs Fyot & Berbissey , qu'ils les avertiroient du jour & heure de ladite Assemblée , partant qu'il étoit nécessaire de résoudre ce que la Cour entend faire proposer à ladite Assemblée.

A l'instant , les Chambres assemblées , l'affaire mise en délibération , a été dit : Que si lescdits sieurs Fyot & Berbissey sont avertis par les Vicomte-Maieur & Echevins de se trouver à ladite délibération , ils diront que la Cour se remet à la prudence de M. de Senecey , pour mettre des forces dedans la Ville

pour la sûreté & défense d'icelle ,  
quand la nécessité le requérera , &  
à la moindre foule qu'on le pourra,

*Du Samedi 4 Mai.*

M. Gagne a rapporté , que M.  
de Mallerois & lui furent le jour  
d'hier en la Chambre-de-Ville , où  
l'on résolut que l'on ne recevroit  
des Garnisons en cette Ville , sinon  
en cas de nécessité & lorsque les  
affaires le requéreront.

*J U I N.*

Edit par lequel les Offices de  
ceux qui se sont retirés & absen-  
tés des Villes unies & se sont joints  
aux Ennemis , sont déclarés vac-  
quants & impétables.

*Du Mercredi 19.*

M. le Goux , Avocat du Roi ,  
ayant demandé à parler à la Cour ,

& entré par l'ordonnance d'icelle a dit : Qu'il venoit d'être averti de ce qui s'étoit passé en la Citadelle de Châlons pour corrompre la fidélité du sieur de Lartusie, Commandant en ladite Citadelle , pour livrer cette Place à nos Ennemis , on lui a compté les deniers dont on étoit convenu avec lui , & cela par le ministère d'aucuns de ce Parlement retirés à Flavigny ; mais le sieur de Lartusie les a pris pour dupes, & a fait paroître sa fidélité pour le parti des Catholiques de la Province, ayant reçu lescits deniers, & ceux qui desiroient entrer dans ladite Citadelle , moyennant lescits deniers, qu'il a retenus Prisonniers avec leur argent , sur quoi il estimoit qu'il étoit expédient d'écrire audit sieur de Lartusie au nom de la Cour , pour le congratuler de sa belle action & de son zèle pour les

Catholiques , sur quoi les autres Gouverneurs & Capitaines des Places & Citadelles de cette Province prendront exemple. Déclarant que de sa part il va écrire audit sieur de Lartusie , qui lui a donné avis de cet incident pour en informer la Cour ; & sera ravi d'accompagner la Lettre qu'il veut lui écrire , de celle qu'il mérite que la Cour lui écrive , & s'est retiré.

L'affaire mise en délibération , a été dit que ledit sieur Avocat du Roi sera averti par le Commis au Greffe , d'insérer dans la Lettre qu'il écrira au sieur de Lartusie , qu'il a fait entendre son action à la Cour : dont elle loue extrêmement ledit sieur de Lartusie , & le prie de continuer sa fidélité & bonne volonté , ce que ledit Commis au Greffe a fait.

*Du Jeudi 20.*

VEU les Lettres de Cachet des 23 Avril & 19 Mai derniers, écrites à la Cour par M. le Duc de Mayenne, pour députer Commis-faires d'icelle, pour se trouver en l'Assemblée & Convocation des Etats Généraux à Rheims, où les autres Parlemens sont pareillement invités. Conclusions du Procureur Général du Roi. La Cour, les Chambres assemblées, a commis & député, commet & députe M. le Président Desbarres & M. le Conseiller Berbisey pour assister à ladite Assemblée & Convocation, & ordonne que les frais de leur voyage seront faits & supportés par les Etats de ce Pays.

SUR les Conclusions du Procureur Général du Roi, la Cour, les Chambres assemblées, a ordonné

& ordonne, qu'elle enverra vers M. le Duc de Mayenne aucuns du Corps d'icelle, pour l'avertir, que pour obvier aux désordres qui proviennent par faute d'intelligence & de correspondance entre les Villes de l'Union, il seroit à propos d'enjoindre aux Villes Capitales des Provinces de députer quelques Notables Personnes pour être à sa suite, afin de recevoir ses commandemens en toutes les occurrences, entendre ses volontés, & le faire savoir à leurs Provinces ; conférer les uns avec les autres des moyens d'unir sous son obéissance toutes les Provinces, & de remettre & rétablir l'ordre ancien des Finances, & par même moyen fera ledit Seigneur de ce requis & supplié de prendre le Corps de ladite Cour en général & en particulier en sa protection, conserver l'honneur & dignité



dignité d'icelle , & maintenir ses anciens Privilèges , sans permettre qu'ils soient enfreints & violés en aucun des Officiers dudit Corps.

Suivant lequel Arrêt à l'instant a été commis & député M. le Président Desbarres , & permis à icelui de choisir tel de MM. les Conseillers , qui bon lui semblera , pour l'assister & accompagner , lequel sieur Président Desbarres a promis de faire ledit voyage si sa santé le lui permet , & de s'employer de tout son pouvoir à l'exécution des mémoires qui lui seront donnés par ladite Cour.

MM. de Mallerois & Brenot , Syndics , ont dit , que le jour d'hier ils furent en la Chambre-de-Ville , suivant la délibération de Samedi dernier , où le Maire représenta qu'il étoit nécessaire d'avoir des forces pour résister aux Ennemis,

qui empêchent journellement qu'on ne retire les grains en cette ville de Dijon, autrement qu'il appréhendoit qu'il n'arrivât du bruit. Pour ce faire il falloit 50 lanciers ; & de l'argent pour leur solde. Pour pourvoir à cette solde, il falloit mettre un subside sur le bled & vin qui entrera dans la Ville pendant un certain temps ; mais qu'il ne savoit si on le trouveroit bon, & commença à recueillir les opinions des Echevins seulement, car quant à eux & MM. des Comptes, ils n'en vouloient donner leurs avis comme n'en ayant charge. Au moyen de quoi ils remirent l'Assemblée & résolution jusqu'à ce jourd'hui, pour savoir sur cela l'avis de la Cour & celui de MM. des Comptes.

L'affaire mise en délibération, a été dit, que lesdits sieurs Brenot

& Milliere assisteront à ladite Assemblée, & diront que la Cour est d'avis que l'on établisse des forces pour résister aux Ennemis jusqu'au nombre de 50 ou 60 Cuirassiers, & qu'on leur donne pour Commandant le sieur de Franchesse, qui sera prié d'en accepter la Charge, & de mettre la Compagnie sur pied le plutôt qu'il pourra, par Convocation & Assemblée de ses amis, comme aussi de la loger en tel lieu qu'il avisera pour la facilité de la retraite & incommodité des Ennemis. Et pour leur entretien sera pris & levé pour deux mois un subside sur le bled & vin qui entrera dans la Ville, sur toutes personnes indifféremment & sans exception, tel qu'on l'estimera suffisant, eu égard à la dépense qu'il faudra faire par mois, sans tirer à conséquence, & que cette levée

puisse être levée ledit temps passé.  
Ce fait , a été conclu l'Arrêt qui  
s'en suit :

LA COUR, les Chambres assemblées , a ordonné & ordonne à tous les Habitans des Villes, Bourgs & Villages de ce Ressort , à quatre lieues à la ronde de cette ville de Dijon , de faire battre leurs grains , & amener iceux dans ladite Ville dans le 1<sup>er</sup> d'Octobre prochain , & le semblable aux Habitans des Villes Catholiques , avec défenses d'en mener ou faire mener aucuns , soit à S. Jean de Losne , ou autres Villes & Châteaux tenant parti contraire à celui de l'Union , à peine d'être déclarés Perturbateurs du repos public , & procédé contre les contrevenans , comme il appartiendra. Ce qui sera publié par tous les carrefours de cette Ville & es

prônes des Eglises Paroissiales d'icelle , & èsdites Villes , Bourgs & Villages , afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

*Du Jeudi 22 Août , les Chambres  
assemblées.*

MM. Brenot & Milliere ont rapporté qu'ayant fait entendre l'avis de la Cour en la Chambre-de-Ville, les Députés de MM. des Comptes dirent que les Etats avoient imposé des deniers pour le paiement de 4 Compagnies en ce Pays, & qu'il les falloit mander , ou quelqu'un des d'icelles pour le soulagement du Peuple , & le garantir des inquiétudes que lui font les Ennemis. Sur quoi le Maire répondit, que cela seroit trop long de mander lesdites Compagnies, & falloit aviser de mettre sur pied 100 Cui-

raffiers , trouver un Chef & des deniers prêts. Que de choisir le fleur de Francheffe il n'étoit besoin de l'engager , parcequ'il étoit fort utile à la place gardée par lui. Pour le fait des deniers , qu'il avoit pensé à les prendre sur le bled & vin , mais que depuis il avoit changé d'avis , d'autant que ce subside apporteroit une chereté qui feroit crier le Peuple. De faire payer ceux qui devoient des cottes précédentes , qu'il ne se devoit faire pour quelques considérations. De les prendre sur 100 bons Habitans & bien aisés , il ne se pourroit faire sans que les mal-affectonnés criaissent bien fort ; qu'il ne pensoit qu'il y en eût à la Ville , autrement il faudroit passer plus outre sur les maisons , que le Pauvre en payeroit autant que le Riche. Sur les marchands qui ameneroient des bleds

& vins à la Ville, qu'ils se dégoûtassent de ce faire, & iroient plutôt ès Villes Ennemies. Aussi les Ecclésiastiques de la Ville ayant grands revenus en grains, les vendroient sur les lieux pour se rédimmer de payer le subside qui y seroit mis; tellement que de toute part on se trouveroit sans fonds, & néanmoins il falloit trouver 3000 écus dans 3 jours, & que chacun en portât sa part d'entrer en obligation comme du passé. Que ceux de la Ville n'y vouloient entendre, parcequ'étant hors de charge on les contraignoit au paiement des arrérages, & non MM. de la Cour, lesquels tireroient de la commodité desdits 100 hommes, tant pour leurs revenus que levée des deniers imposés pour le paiement des gages d'icelle; qu'au surplus on aviseroit avec M. de Franchesse de loger

lesdits gens de guerre en quelque lieu plus commode autre que la Ville & Fauxbourgs.

Ce fait, MM. Jaquotot & Milliere, Maîtres des Comptes, ayant demandé à parler à la Cour, & entrés, après avoir pris place au lieu accoutumé, ont dit : Qu'ils avoient été députés pour faire entendre à la Cour que sur le sujet proposé par les Maire & Echevins de cette Ville, pour lever des gens de guerre, à fin de pouvoir empêcher avec effet les desseins des Ennemis, ils avoient appris que les Elûs des Etats de la Province entretenoient 400 Lances pour tenir la campagne, lesquels néanmoins ne faisoient aucun service, quoique leur solde fut distribuée & imposée sur le Pays, comme ils ont fait apparoir par des billets desdits Elûs ; & qu'à cette occasion la Chambre étoit



d'avis, que l'on fit venir lesdits, Compagnies, ou aucune d'icelles, pour le soulagement de cette Ville & Ressorts des Bailliages environnés desdits Ennemis de toutes parts, sinon qu'on leur devoit retrancher leur paiement, & en employer les deniers pour la Compagnie que l'on veut lever. Dont ladite Chambre a cru devoir avertir la Cour, afin d'y trouver quelque remède pour empêcher les nouvelles impositions & levées de deniers, qui pourroient être faites sur le Peuple qui n'est que trop accablé. Ce que dit, se sont retirés.

Sur quoi, les opinions prises, a été conclu, que lesdits sieurs Brenot & Milliere retourneront en ladite Chambre-de-Ville à la première Assemblée, & diront, que l'expédient du jour d'hier devoit être suivi parcequ'il importoit

beaucoup , sinon que la Cour est prête de s'obliger comme elle a fait du passé pour le paiement des Suisses étant en garnison en cette Ville , ou de supporter sa part & portion du fond qu'il conviendra faire pour ladite levée , à la charge de prendre les deniers sur les gages d'icelle , imposés par les Elûs de ce Pays , & non autrement.

*Du Lundi 26 , les Chambres  
assemblées.*

VEU la prétendue délibération faite en la Chambre du Conseil de la Ville de Dijon le 24 du présent mois d'Août , par laquelle les Vicomte-Maieur & Echevins de la dite Ville auroient départi sur les Officiers de la Cour de Parlement & Chambre des Comptes audit Dijon , portion de 2100 écus pour

la folde de 2 mois de 60 Cuirassiers qu'ils entendent lever pour faire battre & escorter les bleds du plat pays dans les Villes Catholiques , & de même à l'égard des fruits de vigne , & empêcher les courfes des Ennemis ; & ordonné que pour le paiement de la somme de 350 écus à quoi lefdits Maire & Echevins auroient cottifés lefdits Officiers de la Cour & Chambre des Comptes, le premier mois, MM. Brulart , Premier Président de ladite Cour , Jaquot , Premier Président de la Chambre des Comptes , Bretagne , Baillët , Catherine , Conseillers , Maillard , Milliere & Millet , Maîtres des Comptes , seroient contraints l'un pour l'autre , & chacun d'eux pour le tout , à faute de mettre ladite somme dans deux jours ès mains de Jean Boudrenet , Echevin-Commis à la Re-

cette desdits Deniers. Et pour le second mois, que pareille somme de 350 écus seroit payée dans le 25 du prochain mois de Septembre ès mains dudit Receveur, par les sieurs Desbarres, Président en ladite Cour, Fremyot, Président en la Chambre des Comptes, Morin Conseiller, Bôuhier, Commissaire aux Requêtes, Maillard, Audien-  
 cier en la Grande Chancellerie, Maillard, Trésorier de France, Loppin, Maître des Comptes, & Brocard, Auditeur en ladite Cham-  
 bre, sur les mêmes peines. La Cour, les Chambres assemblées, a cassé, révoqué & annullé ladite préten-  
 due délibération comme faite par gens qui n'ont pu ni dû toucher ni au Corps, ni aux Particuliers d'icelle ; fait inhibition & défenses audit Vicomte-Maieur & Echevins de s'en aider & d'entreprendre

telles choses ci-après , à peine d'en répondre en leurs propres & privés noms; ordonne au Procureur Syndic de ladite Ville , de faire lire & registrer le présent Arrêt en la Chambre de Ville, & en certifier; & néanmoins déclare ladite Cour , qu'elle départira sur tout le Corps d'icelle par chaque mois la somme de 175 écus, laquelle sera levée en toute diligence par le Receveur des Gages de ladite Cour , & par lui payée en forme de prêt qu'elle fera aux Elûs de cette Province , à M. Jean Levisey leur Receveur , pour être employée à l'entretienement desdits 60 Cuirassiers , dont ladite Cour a nommé pour Chef le sieur de Francheffe.



*Du Mardi 3 Décembre, les Cham-  
bres assemblées.*

M. le Conseiller de Berbisey a dit : Que suivant la Députation faite de sa personne, il s'étoit acheminé en la Ville de Rheims, où on avoit convoqué l'Assemblée des Etats Généraux de France, & n'y ayant trouvé M. le Duc de Mayenne, il fut contraint de l'aller chercher à Laon, où il lui fit les remontrances selon qu'elles lui avoient été données par écrit ; lequel Duc de Mayenne lui répondit, qu'il louoit beaucoup l'affection & bonne volonté de cette Compagnie, & la prioit d'y continuer. Et comme l'assemblée desdits Etats Généraux avoit été remise, à cause que tous les Députés des Parlemens ne s'y étoient trouvés, il avoit été d'avis,

que ledit sieur de Berbisey s'en retourna à Dijon , jusqu'à ce qu'il fût délibéré de convoquer ladite Assemblée , & le chargea d'une missive pour la Cour , laquelle il a présentée, avec une autre dudit sieur aux Elus de ce Pays , pour faire payer les gages des Officiers de ladite Cour , & sur ce , s'en est revenu, n'ayant trouvé nul moyen de faire davantage pour le général , ni pour le particulier.

Lesdites Lettres vues, M. le Premier Président a dit au sieur de Berbisey , que la Compagnie lui rendoit grâces des poursuites & diligences qu'il avoit faites pour son service. Et a dit le sieur de Berbisey , que le sieur Président Jeannin l'avoit chargé de mille complimens pour la Compagnie , & fait mille offres de service au Corps , & à tous les particuliers qui le composent.

*Du Lundi premier Juin 1592 , les  
Chambres assemblées.*

M. le Vicomte de Tavannes, Chevalier de la Cour , entré & assis au banc du côté de la Chapelle , au-dessus de Messieurs les Conseillers , a dit : Qu'aucune chose ne devoit être prétermise , & que la cause la plus juste étoit de faire la guerre à la tyrannie , les Rois n'étant Rois qu'avec des conditions , & que ceux qui avoient fait la guerre à l'Hérétique , en feroient loués d'ici à cinq cens ans ; c'est pourquoi il avoit accompagné M. le Duc de Mayenne ès armées qu'il avoit en Normandie & ailleurs , estimant que Dieu lui feroit la grace de mettre fin à ces guerres par une bataille. Mais comme la division ne l'a pas permis , il a été envoyé en Bourgogne par  
ledit



ledit sieur de Mayenne , avec un pouvoir , qu'il présentera à la Cour, pour mettre cette Province en tranquillité. Et comme il fait que la Cour y peut beaucoup , il la supplie de le vouloir assister de ses conseils & y apporter de l'affection , laquelle jointe avec la sienne , il estime qu'on en tirera du profit. Qu'en cette Compagnie , il a appris à faire la Justice ; qu'il tâchera de rétablir l'autorité d'icelle , sans la splendeur de laquelle tout tombe dans le désordre ; qu'il sçavoit que beaucoup de gens de bien l'assisteroient dans cette cause ; & que si aucuns étoient affectionnés au parti des ennemis , ça étoit faute de jugement , & parce qu'ils étoient embarqués en même péril que ceux de l'Union ; qu'il étoit à présumer que trois ou quatre petites Villes que les ennemis tenoient , on pourroit facilement les

réduire ; ce qu'il falloit leur remontrer pour leur faire embrasser le parti des Catholiques , qui est la cause de Dieu , par la permission duquel les affaires seront remises en leur premier état.

Sur quoi M. le Premier Président a dit : Que la Compagnie l'assistera toujours très-volontiers de ses conseils , & cela avec beaucoup de zèle & d'affection au bien de la Province , ainsi qu'avoit fait feu M. le Maréchal de Tavannes son Pere ; & quand ce ne seroit que la Charge qu'il a dans cette Cour , il peut beaucoup faire pour le repos du Public , & remédier au mal par sa prudence , quoiqu'il y prévoye des difficultés. Cette Compagnie espère , qu'étant bien unie , toutes choses pourront être rétablies , & la Province conservée , en attendant qu'il ait été pourvu au général du Royaume.

*Du Lundi 29.*

Le sieur Vicomte de Tavannes entré , a dit : Que suivant le commandement de M. le Duc de Mayenne, il a fait assembler partie de la Noblesse & des Députés du Clergé & des Villes de ce Pays , pour remédier au désordre qui vient , tant du côté des ennemis , que même de ceux du parti de l'Union , lesquels , de part & d'autre , imposent de leur autorité , & lèvent des deniers sur les Villageois , enforte que si l'on n'y pourvoit promptement , il est à craindre que tout ne soit ruiné ; car il se trouvera qu'un seul Village sera contraint de contribuer en huit ou neuf places , tant Villes que Châteaux , ce dont la Cour n'est peut-être que trop informée , parce qu'ordinairement les plaintes des

Villageois viennent à elle. Par-tant, a prié ladite Cour, de députer Commissaires d'icelle, pour assister à ladite Assemblée, pour la conduire par ses lumières, & réformer ce qui est du bon ordre de réformer; estimant que sa réquisition ne sera pas refusée, tant pour le zèle & affection que chacun a au bien public, que pour l'intérêt particulier que l'on reçoit de tels désordres.

A quoi M. le Premier Président a dit : Que ci-devant aucuns de Messieurs de cette Compagnie ont assisté comme particuliers ès assemblées des Etats de ce Pays; mais on n'a pas encore ouï dire ni vu que la Cour y ait député des Commissaires; toutefois, comme en ce tems beaucoup de choses qui n'ont jamais été faites peuvent être nécessaires, la Cour, par considéra-

tion pour le bien public, se disposera toujours à se prêter à tous les moyens de le procurer. Et s'est ledit Vicomte de Tavannes retiré.

Et à l'instant, les Chambres assemblées, & l'affaire mise en délibération, ont été députés Messieurs Desbarres, Président, Fyot l'aîné & Baillet, Conseillers, pour assister en ladite Assemblée, pour y ouïr les propositions qui y seront faites, & en faire rapport à la Cour.

*Du Vendredi 3 Juillet, les Chambres  
assemblées.*

Messieurs Desbarres, Président, Fyot l'aîné, & Baillet, Conseillers, par la voix dudit sieur Président Desbarres, ont dit: Que suivant leur députation, ils furent Mercredi matin à l'Assemblée faite par les Députés de l'Eglise, la Noblesse &

le Tiers-Etat, au logis du sieur Vicomte de Tavannes, lequel, ayant fait préparer des bancs en quarré, pris place au-dessus d'eux, auprès de lui, les gens de l'Eglise d'un côté, ceux de la Noblesse de l'autre, & le Tiers-Etat au-dessous. Et ce fait, fit ledit sieur Vicomte une proposition de ce qu'il desiroit être traité en ladite Assemblée: Qui étoit, de se disposer à quelque réformation, & faire la guerre aux ennemis, parce qu'il n'y avoit moyen de faire trêve avec eux. Et plusieurs autres choses qui ne concernoient aucunement cette Compagnie. Laquelle proposition finie, fut arrêté que l'on se retrouveroit de Relevée au logis du Roi, où s'étant lesdits Sieurs retrouvés, entendirent les Députés de l'Eglise, de la Noblesse & du Tiers-Etat, qui demandèrent permission de s'assembler, chacun

en leurs Chambres, pour pourvoir sur ladite proposition. Ce qui leur ayant été accordé, ils demeurèrent quelques tems avec ledit sieur Vicomte de Tavannes ; & voyant qu'on ne leur disoit aucune chose, se retirèrent , & depuis ne se sont retrouvés en ladite Assemblée , ayant jugé n'y être nécessaires.

Quoi oüi, lesdits Sieurs ont été remerciés de la peine qu'ils ont prise ; Et néanmoins on leur a dit, que s'ils sont mandés en ladite Assemblée , ils pourront s'y trouver & entendre ce qu'on voudra leur proposer, afin d'en faire rapport à la Cour, laquelle y pourvoira comme elle trouvera être à faire.

M. Brenot, Syndic, ayant fait lecture d'une Missive envoyée par les Maire & Echevins de Seurre, pour avertir la Cour que le Capitaine Guillaume , tenant garnison

audit Seurre, s'étoit saisi de la somme de trois cens & tant d'écus destinés au payement des gages des Officiers de la Cour, les voulant employer pour sa garnison.

A été mandé M. le Goux, Avocat du Roi, lequel la Cour a député pour en aller faire plainte, tant audit sieur Vicomte de Tavannes, qu'auxdits Députés ; comme aussi du refus fait par les Maire & Echevins de Châlons, de payer ce à quoi ils ont été imposés pour lesdits Gages. A cet effet, lui a été mise en main ladite Missive.

Et ledit sieur le Goux de retour, a dit avoir satisfait à sa Commission, & que ses plaintes ont été trouvées justes, tant par ledit sieur Vicomte que Députés, lesquels lui ont fait entendre qu'ils étoient fort disposés à établir un bon ordre pour le payement des gages des Officiers,



Officiers , & faire cesser les entreprises des Capitaines des Places , même ledit sieur Vicomte , qui a conjuré cette Compagnie de l'assister de ses conseils ; ce faisant , elle connoîtra l'affection & respect qu'il a pour elle , dont Messieurs de la Tournelle ont été avertis.

*Du Lunai 13 , les Chambres assemblées.*

Sur ce qui a été proposé par M. le Premier Présient , qu'il avoit fait assembler les Chambres , pour aviser sur les réquisitions faites Samedi dernier par le Procureur Syndic de la Ville de Dijon , que Commissaires fussent députés pour se trouver en la Chambre de Ville ce jourd'hui , pour aviser des moyens prompts pour trouver deniers , à quoi ladite Ville a été imposée pour les frais de la Guerre. A été dit , que

l'on enverra devers le sieur Vicomte de Tavannes, pour lui faire entendre, que lesdits deniers nécessaires n'étoient demandés à ceux de la Ville que par forme d'avance, & les devoient reprendre & faire imposer sur tout le Plat-Pays; & que par conséquent que les Officiers de la Cour ne pouvoient ni ne devoient y être imposés, à cause de leurs Charges & Privilèges, & que c'étoit à lui de mander les Maire & Echevins, pour les faire décharger de cette contribution. A cet effet, ont été députés Messieurs Desbarres, Président, de Mallerois, Brenot, Bernardon & Millière, Conseillers, & le Goux, Avocat du Roi, lesquels sont allés à l'instant trouver ledit sieur Vicomte. Et étant de retour, ont dit : Qu'après les remontrances y-dessus, il leur a fait réponse : Que la volonté de M. de

Mayenne étoit que la Justice fût reconnue, & les Membres d'icelle honorés ; que lui pensoit de même : mais que l'on ne devoit différer de contribuer aux frais de la guerre, comme faisoient ceux de l'Eglise & le Tiers-Etat ; & quant à la Noblesse, elle y emploiera sa vie & ses moyens , parce que tous étoient embarqués dans le même vaisseau & péril, & que les Officiers du Parlement de Rouen avoient toujours fait de belles offres, les uns de cinquante écus , les autres plus & moins , selon leurs moyens ; que si chacun faisoit de même , ce seroit un grand bien. Toutefois a promis d'en parler au Maire, & aider la Cour de tout son pouvoir , la priant de l'aider aussi, & de former arrêt contre les ennemis, afin que l'on puisse compter sur quelque chose.

Quoi oui, a été dit, que Messieurs

Fyot l'aîné, & Brenot, Conseillers, en communiqueront audit Vicomte-Maieur ; & que M. le Goux, mandé, se trouvera en la Chambre de Ville, pour faire remontrances auxdits Vicomte-Maieur & Echevins sur le sujet des Privilèges de la Cour ; & ce fait, se retireront sans attendre leur Délibération.

*Du Mardi 14.*

M. le Goux, Avocat du Roi, ayant demandé à parler à la Cour, entré, a dit, qu'il fut le jour d'hier en la Chambre du Conseil de cette Ville, suivant l'Ordonnance de la Cour, & fit entendre aux Vicomte-Maieur & Echevins tout ce qui lui a été possible pour faire décharger les Officiers de la Cour de la contribution prétendue par lesdits Vicomte-Maieur & Echevins ; après quoi il se retira, suivant les ordres.

de la Cour ; ne sçachant au reste ce qui a été par eux résolu, dont il a été remercié par M. le Premier Président.

*Du Mardi 4 Août, les Chambres  
assemblées.*

Veul les Lettres-Patentes données à Caudebec le 11 Mai dernier, par lesquelles Messire Jean de Saulx, Vicomte de Tavannes, Maréchal de Camp des Armées Catholiques, auroit été pourvu de la Charge de Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne, avec les pouvoirs y mentionnés. Conclusions du Procureur-Général. LA COUR, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne, que ledit de Saulx fera reçu en ladite Charge, en prêtant le serment en tel cas requis, pour jouir du contenu esdites Lettres, sans attoucher à la Justice or-

dinaire , & fans aucune diminution des pouvoirs & autorité du Parlement ; à cet effet leſdites Lettres feront lues , publiées & enregistrées , & les extraits d'icelles avec le préſent arrêt envoyés ès Sièges des Bailliages de ce Reſſort , pour y être pareillement lus , publiés & enregistrés , à ce que perſonne n'en ignore.

Ce fait, ledit ſieur Vicomte de Tavannes mandé au Conſeil , & étant derrière le Bureau, l'Arrêt ci-deſſus lui a été prononcé par M. le Premier Préſident ; & ſuivant icelui a prêté le ſerment, juré & promis de bien & duement faire ladite Charge de Lieutenant-Général en cette Province, comme il appartient, & qu'il eſt mandé par leſdites Lettres , ſous les modifications toutefois contenues audit Arrêt , & ſ'y comporter comme un

bon & notable Lieutenant-Général doit faire. Puis après il a été installé & mis en possession de ladite Charge, par la séance qu'il a prise au Banc, étant du côté de la Chapelle, au-dessus de tous Messieurs les Conseillers, portant, ledit sieur Vicomte, son épée au côté, comme ont accoutumé les Gouverneurs des Provinces.

Et étant assis, a dit : Qu'il remercioit très-humblement la Cour de l'honneur qu'elle lui faisoit, & la supplioit de croire, qu'il n'avoit désiré cette Charge par ambition, ains pour l'affection qu'il avoit pour le service de Dieu & de sa Patrie, & d'y être utile. *Aussi que quand il plaira à M. le Duc de Mayenne d'y commettre quelqu'autre & de l'envoyer ailleurs, il exécutera ses ordres avec soumission* : Qu'il n'oublira rien pour soutenir l'autorité de la Cour, &

qu'il maniera toutes choses concernant le bien & la sûreté de la Province par ses avis, la suppliant de les lui donner, quand il sera besoin de pourvoir aux affaires du Public.

Sur quoi M. le Premier Président a dit, qu'il importe que cette Compagnie soit mieux respectée que par le passé, autrement toutes choses tomberont dans le désordre, & sera contrainte la Cour de fermer la porte, si ceux qui doivent prendre la loi d'elle continuent leurs injustices & mépris. Partant, a prié ledit sieur Vicomte de Tavannes de conserver & maintenir les Privilèges & l'autorité de la Cour, & faire sa Charge avec grande correspondance avec elle, ainsi que l'ont fait ses prédécesseurs. Quoi faisant, les affaires pourront se remettre, & l'autorité publique reprendra son lustre.



*Du Mardi 13 Janvier 1593, les  
Chambres assemblées.*

M. le Vicomte de Tavannes ,  
Lieutenant Général du Gouverne-  
ment de Bourgogne , entré & assis  
au banc du côté de la Chapelle ,  
au-dessus de MM. les Conseillers ,  
a dit : Que M. de Mayenne ayant  
résolu de faire assembler les Etats-  
Généraux en la Ville de Paris , l'a-  
voit averti de s'y trouver avec les  
Députés de cette Province , à quoi  
voulant satisfaire , *tant par l'obéis-*  
*sance qu'il doit audit Duc de Mayen-*  
*ne* , qu'à cause de la Charge qu'il  
porte , qui l'oblige à la manutention  
de la Religion Catholique & de  
l'Etat ; néanmoins ne vouloit partir  
sans pourvoir à la sûreté de cette  
Province , & y laisser des forces  
suffisantes pour résister aux Enne-  
mis. Priant la Compagnie de veiller

à la conservation de cette Ville , & de maintenir icelle en repos & tranquillité , & à ce qu'il ne soit fait aucun changement , lequel feroit cause non - seulement de la ruine des bons Catholiques , mais de ceux qui voudroient soutenir le parti des Ennemis. Ce fait , a présenté deux missives écrites par M. le Duc de Mayenne à la Cour, desquelles lecture ayant été faite, il s'est retiré.

Et parce que par lescdites missives écrites à Paris au mois de Décembre dernier, est mandé en la Cour d'envoyer les Députés d'icelles pour se trouver à l'Assemblée desdits Etats - Généraux , assignés au 17 du présent mois de Janvier, a été dit , que MM. Desbarres, Président, & Berbisey, Conseillers, ja députés par avant du 20 Juin 1591 , où l'un d'iceux assisteront à ladite convocation , & à cet effet leur seront mis

en main les Mémoires dressés dès ledit temps , desquels lecture a été faite.

*Du Jeudi 21.*

M<sup>e</sup> Pierre Jachiet , Procureur Syndic de cette Ville , entré en cette Chambre par permission de la Cour , a dit : Que le sieur Vicomte de Tavannes étant prêt de partir , a ordonné au sieur de Francheffe de faire entretenir dans cette Ville , pendant son voyage , 30 ou 40 Soldats à cheval , sous la charge du sieur de Vaucourt , afin d'empêcher les courses des Ennemis , & qu'ils ne se saisissent des vivres & denrées que les Villageois voudroient amener dans cette Ville. Mais d'autant que lesdits Soldats n'ont chacun que dix écus de solde sur la recette du Pays , & qu'il leur seroit impossible de vivre à la Ville & s'entre-

tenir pour ladite somme, ledit sieur de Franchesse a avisé, avec les antiques Maire & Echevins, de s'assembler demain, heure de midi, en la Chambre de Ville, pour pourvoir au supplément de ladite solde desdits gens de guerre & payement d'iceux. Et comme cette affaire concerne la sûreté & utilité de tous les Habitans de ladite Ville, il a été chargé de supplier la Cour de députer des Commissaires pour assister à ladite Assemblée, & s'est retiré.

Sur quoi, les Chambres assemblées, a été dit que MM. Fyot & Brenot, Commissaires & Syndic de la Cour, assisteront à ladite Assemblée, pour pourvoir à la sûreté de la Ville, suivant la Commission de M. le Vicomte de Tavannes, & où il seroit besoin d'y mettre des gens de guerre, remontreront qu'ils doivent être payés par Elus de ce Pays,

comme ceux qui font à Châlons & aux autres Villes de la Province.

M. Brenot a dit : Que Dimanche dernier il fut , avec M. Fyot , à l'Assemblée qui se fit en la Chambre du Conseil de ladite Ville de Dijon , où l'antique Maieur proposa qu'il avoit été résolu & avisé , avec le sieur de Francheffe , de prier le sieur de Vaucourt d'amener trente Soldats à cheval pour la sûreté de cette dite Ville , & empêcher les courses des ennemis , avec environ vingt Habitans qui s'y employeroient volontairement. Il ne restoit qu'à pourvoir au supplément de leur solde qui pouvoit revenir à 180 écus par mois , dont les Privilégiés & Ecclésiastiques devoient supporter une partie pour le soulagement du peuple , attendu qu'ils en auroient le profit ; sur quoi ils n'auroient fait aucune réponse ,

ni les Députés des Gens des Comptes ; ains seulement pris charge de le rapporter à la Compagnie. Laquelle , par avis & délibération des Chambres , a conclu & délibéré , qu'elle contribuera audit supplément pour deux mois , à la charge d'en être remboursé par les Elus de ce Pays ; & que lesdits sieurs Syndics le feront sçavoir audit antique Maieur.

*Du Mercredi 27.*

M. Brenot Syndic , a dit : Qu'il avoit parlé à l'antique Maire , suivant la délibération du jour d'hier , lequel lui a répondu qu'il écriroit au sieur de Vaucourt pour le faire acheminer le plutôt qu'il sera possible.

*Du Vendredi 5 Février.*

Sur ce que M. Brenot Syndic ,

a dit, que l'antique Maire Laverne l'a prié de faire entendre à la Cour que le sieur de Vaucourt avoit envoyé son Maréchal des Logis en cette Ville, pour aviser du nombre des gens de guerre que l'on veut appeller pour empêcher les courses des ennemis, & arrêter le supplément de la solde, afin de députer des Commissaires pour assister à la délibération qui s'en fera avec ledit Maréchal des Logis. A été dit que lesdits sieurs Brenot & Fyot se trouveront à ladite Assemblée.

*Du Samedi 6.*

M. Brenot a dit : Que M. Fyot & lui furent le jour d'hier au Château avec les Maire & Echevins, pour parler au Maréchal des Logis du sieur de Vaucourt ; mais ils ne résolurent rien, parce que ce Maréchal dit que le sieur de Vaucourt avoit

la Compagnie composée de cinquante Cuirassiers qu'il ne vouloit séparer.

*Du Samedi 20 Mars, de Relevée.*

LA COUR, les Chambres consultées, averties de l'arrivée en cette Ville de Henri, fils de M. le Duc de Mayenne, a député pour l'aller saluer M. le Président de Montholon, & MM. Bouhier, Brenot & Fyot, Conseillers.

*Du Mardi 23, les Chambres  
assemblées.*

Veu les Lettres-Patentes du 17 Mai 1592, par lesquelles Messire Claude de Bauffremont, Seigneur & Baron de Senecey, auroit été déchargé à pur & à plein de tout ce qu'il a fait & ordonné en la Charge de Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne, & les  
états,



états , ordonnances , décrets , & toutes autres choses quelles qu'ellessoient , & pour quelque'occasion que ce soit & puisse être par lui faites en ladite Charge , validées , approuvées & autorisées , sans qu'alors ni à l'avenir il en puisse être inquiété ni recherché. Conclusions du Procureur Général. LA COUR , les Chambres assemblées , a ordonné & ordonne que lescdites Lettres seront registrées ès Registres d'icelle. Et retenu que le présent Arrêt a été sans préjudicier ès appellations interjettées par aucuns particuliers des Jugemens donnés par ledit de Bauffremont , sur lesquelles sera fait droit par ladite Cour , ainsi qu'il appartiendra.

*Du Lundi 29.*

LA COUR avertie que MM. les Prince de Mayenne & Vicomte de

Tavannes venoient au Palais , & étoient en la grande Salle , a député MM. Brenot & Fyot , Syndics de la Compagnie , pour aller au-devant d'eux , & lesdits sieurs entrés , ont pris place ; à sçavoir , le sieur Prince de Mayenne en la chaise de velours violet , étant au-dessus du banc de MM. les Conseillers , du côté de la Chapelle , & ledit sieur Vicomte de Tavannes au banc au-dessus desdits sieurs Conseillers , & après avoir salué la Compagnie & tenu quelques propos d'une voix si basse , qu'on ne les a pas entendus , l'on est allé à l'Audience en la Salle des Plaidoyers , où lesdits sieurs ont assisté. Ayant ledit sieur Prince son épée au côté. Et en bas , au banc des Nobles , se sont assis les sieurs de Francheffe , de Drée de Pouilly , & quelques autres Gentilshommes de la suite dudit Prince.

*Du Mardi 30.*

M. Le Goux, Avocat du Roi, ayant demandé à parler à la Cour, & entré de l'ordonnance d'icelle, a mis sur le Bureau des Lettres-Patentes en forme de Chartres, envoyées par M. le Duc de Mayenne, Lieutenant Général de l'Etat & Couronne de France, pour la réunion des Catholiques suivans le parti des Hérétiques, avec des Lettres de Cachet dudit sieur, avec des Lettres de M. de Berbisey, Conseiller à la Cour & Député à Paris, & s'est retiré, lesquelles Lettres & Missives vues & envoyées en la Tournelle, par avis & délibération de la Chambre, a été dit qu'elles feront communiquées au Procureur Général du Roi.



*Du Mercredi 31.*

Veu les Lettres-Patentes en forme de Chartres, données à Paris au mois de Décembre dernier, pour la réunion des Catholiques suivans le parti des Hérétiques. Conclusions du Procureur Général du Roi.

LA COUR, les Chambres consultées, a ordonné & ordonne que lescdites Lettres seront publiées à la prochaine Audience, & les extraits d'icelles envoyés à la diligence dudit Procureur Général, ès Sièges de son Ressort, pour y être pareillement lus, publiés & enregistrés.

*Du Samedi 3 Avril.*

Le Procureur Syndic de la Ville de Dijon ayant demandé à parler à la Cour, est entré de l'ordonnance d'icelle, & a dit : Que M. le Duc de

Mayenne ayant arrêté en son Conseil de faire la guerre aux ennemis , a demandé les moyens aux Elus de la Province , lesquels ont répondu qu'ils étoient prêts d'imposer , mais que la levée desdites impositions seroit longue ; à l'occasion de quoi il auroit avisé de faire faire quelques sommes de deniers aux Villes de ce Pays , & de fait en avoit déjà parlé aux Vicomte-Maieur & Echevins de cette Ville , lesquels ont chargé le dit Procureur Syndic de supplier la Cour de députer ses Commisaires pour se trouver en la Chambre du Conseil de ladite Ville , demain à une heure de relevée , pour y aviser.

A l'instant les Chambres assemblées , & l'affaire mise en délibération , ont été députés MM. Brenot & Fyot , Conseillers Syndics , pour se trouver en ladite Assemblée , faire

entendre audit Vicomte-Maieur & Echevins , que les Privilégiés ne peuvent être contraints d'avancer les deniers & frais qui doivent être supportés par les Elus du Pays. Que si l'on veut faire des impositions sur le Corps de la Ville , & les y comprendre , ils n'en peuvent supporter qu'un cinquième ou le quart au plus , à raison de la diminution du nombre des Privilégiés réduits à la moitié des Barremens des gages depuis cinq ans , & de la nécessité dont chacun est accablé , & à la charge que lesdits Elus seront tenus de donner assurance pour le rétablissement desdits deniers.

*Du Lundi 6.*

M. Brenot , Syndic , a dit que le jour d'hier il se trouva à la Chambre du Conseil de la Ville de Dijon , avec M. Fyot , où il fut résolu

de faire avance de deniers selon'que l'avoit demandé M. de Mayenne, & que ceux de la Ville entendoient en faire porter le tiers aux Privilégiés, comme on l'avoit fait ci-devant, toutefois qu'il en avoit depuis communiqué particulièrement avec le sieur de Laverne, antique Maire, qui lui avoit promis de moyenner ladite contribution s'il étoit possible; toutefois qu'il estimoit que tout ce que l'on pourroit gagner en cette affaire, c'étoit de réduire icelle entre le tiers & le quart.

*Du Samedi 10.*

M. Fyot l'ainé a dit avoir communiqué avec le Prince de Mayenne & le Vicomte de Tavannes, du refus fait par les Maire & Echevins de recevoir l'offre des Privilégiés, & Officiers de la Chambre

des Comptes & du Parlement , de supporter le quart des deniers demandés par ledit sieur Prince de Mayenne , & que lesdits Sieurs lui ont promis de mander les Maire & Echevins, & leur faire entendre qu'ils devoient accepter ledit quart sans entrer en contestation plus grande. Tellement qu'il n'étoit plus nécessaire d'en communiquer davantage.

*Du Mardi 6 Juillet.*

M<sup>e</sup>. Pierre Jachiet, Procureur Syndic de cette Ville de Dijon, ayant demandé de parler à la Cour : iccelui entré, a dit : Que les Vicomte-Maieur & Echevins l'avoient chargé de la supplier de députer Commissaires, pour se transporter aujourd'hui en la Chambre du Conseil de ladite Ville, afin d'aviser s'il est nécessaire d'appeller en cette  
Ville



Ville quelques Gens de guerre , pour empêcher les courses des Ennemis qu'ils pourroient faire devant les moissons prochaines , & s'est retiré. L'affaire mise en délibération , & les Chambres consultées , a été dit , qu'on fera entendre audit Syndic qu'il n'est nécessaire de s'assembler , à cause que le temps presse , & que le plus expédient est d'en écrire à M. de Mayenne , & le supplier d'y pourvoir incessamment ; & cependant , que lesdits Vicomte-Maieur & Echevins aient à tenir la main à la sûreté de la Ville ; ce qui a été prononcé audit Syndic mandé pour cela.

*Du Lundi 12.*

Le Procureur Syndic de la Ville de Dijon , entré dans cette Chambre par permission de la Cour , a dit : Que M. de Mayenne avoit écrit

au Vicomte-Maieur, qu'il ne pouvoit envoyer des Gens de guerre en cette Ville pour faciliter la récolte, sans trop affoiblir son armée; mais que si l'on avoit affaire entièrement d'icelle, il retourneroit par-deçà. Et parce qu'il étoit nécessaire d'y pourvoir incontinent, les Magistrats l'ont chargé de supplier la Cour de députer des Commissaires d'icelle, pour se trouver ce jour-d'hui en la Chambre du Conseil de la Ville, afin de se résoudre, & s'est retiré.

Et à l'instant les Chambres assemblées, a été dit, que MM. Fyot & Brenot, Syndics de la Compagnie, se trouveront en ladite Chambre, pour aviser sur ce que dessus,

*Du Mardi 13.*

M. Brenot a dit : Que le jour d'hier il se trouva en la Chambre

de Ville avec M. Fyot, où il fut résolu que l'on leveroit des Gens de guerre & Volontaires de cette Ville, sous la conduite du sieur de Francheffe, pour faciliter la récolte des grains qui sont ès environs de cette Ville, & empêcher les courses & ravages des Ennemis; & que pour le payement desdits Gens de guerre seront levés 600 écus dans quinze jours seulement, dont les Officiers de la Cour & Chambre des Comptes porteront 150 écus. Le Maire proposa aussi qu'il étoit très-nécessaire d'ouvrir les quatre portes de la Ville, & que pour la garde d'icelles & soulagement des Habitans, il seroit expédient que les Officiers de ladite Cour & Chambre des Comptes y allassent pendant cinq ou six jours, & quatre de chacun Collège par jour; & quant à la Garde de nuit, il y

pourvoiroit le mieux qu'il lui seroit possible.

*Du Jeudi 15.*

Sur ce que le Procureur Syndic de la Ville de Dijon a supplié la Cour d'aviser sur ce qui fut proposé, Lundi dernier, en la Chambre du Conseil de ladite Ville , qu'il étoit nécessaire que les Privilégiés allassent à la garde des portes pendant la moisson , & à cet effet , commencer dès demain : les Chambres consultées , il a été dit au Syndic mandé au Conseil , que MM. les Présidens & Conseillers ne peuvent aller en personne à la garde , sans cesser l'administration de la Justice , au détriment du Public , à cause du petit nombre auquel ils sont réduits ; mais qu'ils y enverront leurs serviteurs & gens capables, au nombre de quatre par

jour ; ce que ledit Syndic a promis faire entendre aux Maire & Echevins , & s'est retiré.

*Du Mardi 17 Août , les Chambres  
assemblées.*

MM. les Prince de Mayenne & Vicomte de Tavannes étant entrés & assis en leurs places accoutumées, ledit sieur Prince a dit, qu'il a reçu de M. de Mayenne son pere, les Articles accordés pour la Trêve générale de la France ; & quoiqu'il ait des forces suffisantes pour faire la guerre aux Ennemis de l'Union, néanmoins il a mis lesdits Articles ès mains de M. le Procureur Général, pour en requérir la publication, afin de faire paroître le desir qu'il a d'obéir audit sieur de Mayenne son pere.

Les opinions sur ce prises, a été conclu, que présentement ladite

Trève sera publiée en la Salle des Plaidoyers , & lesdits *vidimus* envoyés , suivant les réquisitions dudit Procureur Général. Et à l'instant tous lesdits Sieurs sont allés en la Chambre des Plaidoyers faire faire ladite publication , ayant lesdits sieurs Présidens leurs Robbes rouges & Mortiers, & lesdits sieurs Conseillers leurs Robbes noires. Et quant auxdits Prince & Vicomte , ils étoient assis au-dessus de MM. les Conseillers, au banc du côté des fenêtres, ayant ledit sieur Prince son épée au côté, & ledit sieur Vicomte n'avoit la sienne.

*Du Vendredi 19 Novembre , les  
Chambres assemblées.*

Veu les Lettres-Patentes données à Soissons, le 25. Février dernier , contenant les pouvoirs octroyés à Henry de Lorraine , Prince de

Mayenne , Gouverneur en cette Province de Bourgogne. Conclusions du Procureur Général , la Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne que lesdites Lettres seront lûes , publiées & enregistrées, pour en jouir par ledit Prince de Mayenne , comme le Seigneur Duc de Mayenne son pere a fait ci-devant ; & à la charge qu'il ne pourra entreprendre aucune chose contre l'autorité de ladite Cour , ni sur la Justice ordinaire ; & tiendra la main , tant à l'exécution des Arrêts , qu'à la conservation des privilèges du Pays.

*Du Lundi 22 , les Chambres  
assemblées.*

M. Berbisey a dit , que suivant la commission à lui donnée par la Cour , pour assister à l'Assemblée générale des Etats de ce Royaume

convoquée en la Ville de Paris , la présente année , il s'est trouvé à l'ouverture desdits Etats , avec les Députés de la Cour de Parlement à Paris , & a oui les propositions qui y ont été faites , tant de la part de M. le Duc de Mayenne , du Légat du Pape , & des Ministres de Sa Majesté Catholique : Mais que quelques jours après on leur fit entendre , qu'ils pouvoient se retirer jusqu'à ce que l'on touchât aux affaires qui concernent les Parlemens , ce qu'ils firent. Cependant le sieur Berbisey fut au Parlement de Paris , où il apprit que les sieurs Présidens & Conseillers avoient très-bonne volonté de tenir la main à la conservation des privilèges & autorité des Parlemens , & de les avertir de ce qui pourroit être fait au contraire , afin d'y remédier par une bonne union & intelligence. Aussi il a poursuivi au



Conseil d'Etat l'assignation des gages de cette Compagnie sur le sel que l'on doit fournir ès Greniers de cette Province, suivant un Arrêt du 4 Juillet dernier, par lequel il est dit que l'on commencera à payer lesdits gages depuis le quinzième Octobre dernier ; mais quant aux gages échus du passé, que l'on doit trouver quelque fonds pour l'acquiescement d'iceux, & que MM. du Parlement de Paris n'en ont été payés depuis cinq années. Qu'à son départ, M. le Duc de Mayenne l'a chargé de la continuation de la Trêve jusqu'au dernier jour de Décembre prochain, & de prier la Compagnie de tenir la main à l'observation d'icelle inviolablement, selon qu'il le desire, & de continuer toujours en l'administration de la Justice, comme elle a fait ci-devant ; & où il aura moyen de s'em-

ployer pour chose qui la concernera, il le fera avec plaisir. Que de sa part, s'il eût pû faire davantage pour le général & les particuliers de cette Compagnie, il n'y eût rien épargné, priant qu'on l'excuse de ce qu'il ne s'est trouvé à l'ouverture du Parlement, la longueur du voyage ne le lui a pu permettre.

Et après que lecture a été faite dudit Arrêt du Conseil, M. le Premier Président a remercié le sieur Berbisey de la peine qu'il a prise à ladite poursuite.

VEU les Lettres du 12 du présent mois de Novembre écrites au sieur Prince de Mayenne, Gouverneur du Pays, &, en son absence, à M. le Vicomte de Tavannes : la Cour, les Chambres assemblées, a déclaré & déclare la Trêve continuée jusqu'au dernier jour de Décembre

prochain inclusivement ; enjoint à toutes personnes de la garder & observer inviolablement par reprise des armes, voyes d'hostilités ni autrement, comme il est contenu dans l'Arrêt sur ce dressé par le Commis au Greffe, pour être les extraits d'icelui envoyés ès Sièges de ce Ressort. Ce fait, l'Audience a été tenue, où la continuation de ladite Trêve a été publiée.

*Du Vendredi 7 Janvier 1594, les  
Chambres assemblées.*

M<sup>e</sup>. Pierre Jachiet, Procureur Syndic de la ville de Dijon, ayant demandé à parler à la Cour, entré par sa permission, a dit, avoir charge de supplier la Cour, de députer des Commissaires pour se trouver demain, heure de midi, en la Chambre du Conseil de ladite Ville, pour pourvoir à la sûreté

d'icelle pendant le passage d'une armée étrangère qui est en ce Pays, & s'il fera expédient de mettre des gens de guerre ès Fauxbourgs, pour empêcher les courses & ravages des Ennemis, & s'est retiré, dont MM. de la Tournelle avertis par M. Fyot, a été conclu que ledit sieur Fyot avec M. Gagne se trouveront à ladite Assemblée.

*Du Lundi 10.*

M. Fyot, Syndic, a dit, que, Samedi dernier, il fut en la Chambre-de-Ville, où le Maire proposa que les sieurs Prince de Mayenne & Vicomte de Tavannes desiroient de mettre quelques gens de guerre ès Fauxbourgs de cette Ville, pour sa sûreté pendant le passage de l'armée étrangère qui est prête d'entrer dans ce Pays, sur quoi a été conclu que l'on mettroit lesdits

gens de guerre ès Fauxbourgs de ladite Ville , en tel nombre que lesdits sieurs Prince & Vicomte le jugeront nécessaire , lesquels feroient soudoyés des deniers du Pays.

*[ Du Mercredi 9 Mars, de Relevée.*

M. Pierre Jachiet , Procureur Syndic de la Ville , ayant demandé à parler à la Cour , entré , a dit : Que depuis quelques jours les Ennemis courent à l'entour de cette Ville , prennent & ravagent ce qu'ils trouvent que les Payfans y amènent , outragent les Vignerons & emmenent les Habitans Prisonniers ; pour raison de quoi , les Maire & Echevins ont résolu de recevoir en cette Ville 50 ou 60 Soldats à cheval , & des Arquebusiers , pour empêcher lesdites courses & ravages , suivant la délibération der-

nièrement prise en la Chambre-de-Ville, en présence desdits sieurs Députés de la Cour & Chambre des Comptes, & des Notables Habitans assemblés. Pour la folde desquels gens de guerre, il convenoit fournir 1200 écus par mois. Pourquoi a supplié la Cour de payer ce que les Privilégiés ont accoutumé d'en supporter, & le Corps de la Ville satisfera au reste ; & s'étant retiré, a été dit, que MM. Fyot & Gagne, Syndics, en communiqueront avec les Syndics de la Chambre des Comptes, & tous ensemblement avec le Maire, ce que MM. de la Tournelle ont approuvé.

*Du Vendredi 11.*

M Fyot, Syndic, a dit: Que M. Gagne & lui parlerent hier au Maire avec les Députés de la Chambre des Comptes, pour le fait des

gens de guerre que l'on doit mettre en cette Ville , lequel leur fit entendre , que l'on avoit mandé les fleurs de Villeneuve , de Chauffour & Chevalier de Franchesse qui pourroient faire 60 chevaux , & que l'on prendroit 100 hommes de pied ; tous lesquels gens de guerre étoient déjà soudoyés par le Pays , mais que se tenant en cette Ville , ils ne pouvoient se nourrir & entretenir sans un supplément de solde qui pourroit revenir à 800 écus par mois , dont les Privilégiés porteroient le quart , qu'il les chargea fort de faire fournir incontinent , afin qu'aucune chose ne soit imputée ; & que sur ce les Députés desdits gens des Comptes dirent , qu'ils ne vouloient porter la moitié dudit quart. Toutefois estime , qu'ils n'en feront difficulté , parceque ledit Maire dit,

qu'il en falloit faire comme du passé : partant , a prié la Compagnie de députer , pour faire le Département desdits deniers. A l'instant le Procureur Syndic de la Ville entré par permission de la Cour , a supplié icelle de faire fournir promptement ledit supplément de solde. De cesser les Audiences publiques pour quelque temps ; sur quoi a été dit par M. le Premier Président que la Cour y pourvoira, & s'est retiré.

Et suivant ce , a été dit : Que les causes du Rolle & par Placets , dont les Avocats seront prêts , se plaideront à huis clos , les jours que la Cour a accoutumé de donner Audience , & que MM. les Syndics sauront de M. Claude Dorge quels deniers il a en ses mains , destinés au paiement des Gages , afin de lui faire fournir la cotte des Officiers de



de la Cour , & cependant que département sera fait sur lesdits Officiers.

*Du Mercredi 30 , de Relevée.*

MM. Jaquotot & Flutelot, Maîtres des Comptes , ayant demandé à parler à la Cour , & entrés & pris leur place accoutumée , ont dit , avoir été députés par la Chambre , pour faire entendre à la Cour qu'ils ont appris que le Receveur Général Petit a en ses mains un état, dressé au Conseil de M. le Duc de Mayenne, pour la distribution des deniers qui proviendront de la vente des Sels , & que le premier article est de 20 mille écus , pour être mis ès mains du Trésorier de l'Epargne. Le second pour 6 mille écus , pour le sieur Prince de Mayenne ; le troisième de deux mille écus , pour le sieur Vicomte

de Tavannes ; le quatrième de six mille écus, pour les gages des Officiers de la Cour ; le cinquième de cinq mille écus, pour les Officiers de la Chambre des Comptes ; le sixième de 22 mille écus, pour les Députés des Etats derniers ; & le dernier de 40 mille écus, pour les Garnisons, avec défenses audit Receveur-Petit de pervertir l'ordre des assignations, sur peine de la vie ; & néanmoins lesdits sieurs Prince de Mayenne & Vicomte de Tavannes vouloient faire payer lesdites Garnisons par préférence aux Officiers tant du Parlement, que de la Chambre des Comptes, lesquels, par ce moyen seront frustrés de leurs gages & de l'effet de la bonne volonté du Duc de Mayenne, d'autant plus que la distribution du Sel est à présent fort petite, & les bons quartiers de la vente d'icelui passés.

Partant étoit nécessaire d'y tenir la main, & empêcher qu'il ne se fasse aucune chose au préjudice desdits Officiers, voire que les 20 mille écus, contenus au premier article dudit état, ne soient acquittés à leur préjudice, & avant leurs gages payés.

Auxquels S<sup>rs</sup> Jaquotot & Flutelot a été dit par M. le Premier Président : Que la Cour les remercioit de l'avis qu'ils leur donnoient, & les prioit de continuer cette bonne correspondance en ce qui concerne l'intérêt des deux Compagnies ; que de sa part elle en usera de même. Qu'à l'égard de l'affaire par eux représentée, elle y pourvoira & en donnera avis à la Chambre. Puis s'étant retirés, MM. de la Tournelle avertis par M. Fyot, Syndic, par commune délibération a été dit : Que lesdits Fyot & Gagne-

communiqueront avec le Syndic de la Chambre des Comptes des moyens qu'ils peuvent employer pour obtenir l'effet desdites assignations, & empêcher la réformation dudit état, pour être rapporté à ladite Cour, & être pourvu ensuite, ainsi qu'il appartiendra.

*Du Vendredi 1<sup>er</sup> Avril, de Relevée.*

Sur ce que M. Fyot a dit, que le sieur Vicomte de Tavannes demandoit à parler aux Syndics de la Cour, & qu'ils n'y avoient voulu aller sans permission d'icelle, a été dit : Que lesdits S<sup>rs</sup> Syndics iront trouver ledit sieur Vicomte de Tavannes, pour savoir la raison pour laquelle il leur vouloit parler, & les a mandés pour en faire rapport à icelle.



*Du Samedi 2, les Chambres  
assemblées.*

M. Fyot, Syndic, a dit : Que M. Gagne & lui parlerent hier à M. le Vicomte de Tavannes, qui leur fit entendre qu'il lui étoit revenu que la Cour avoit cru qu'il vouloit faire réformer l'état des deniers qui proviendroient de la vente du Sel, & faire mettre l'article concernant les Garnisons de ce Pays avant les Gages des Officiers du Parlement & de la Chambre des Comptes, mais qu'il n'y avoit jamais pensé, au contraire desiroit faire reculer le premier article dudit état de la somme de 20 mille écus pour l'E-pargne, afin que lesdits Gages soient plutôt payés, les priant de le faire savoir à leur Compagnie, & qu'il voudroit avoir moyen de faire davantage pour elle, dont ils le remercierent.

*Du Mardi 5 Juillet.*

MM. Fyot & Gagne, Syndics, ont dit : Qu'ils furent, le jour d'hier, en la Chambre-de-Ville, avec les Députés de la Chambre des Comptes, qui leur communiquèrent l'avis de ladite Chambre, qui étoit : que les suffrages fussent pris de tous les Habitans de la Ville, assemblés au son de la cloche, chacun en leurs Paroisses, pour savoir s'il étoit nécessaire de prendre des Garnisons. Auquel cas qu'elles fussent mises ès Châteaux proche cette Ville, & soldoyés par le Pays, sans contraindre les Privilégiés, parcequ'ils n'étoient payés de leurs Gages, & qu'ils ne recevoient aucune chose de leurs revenus. Qu'ils trouverent en la Maison de Ville le sieur de Franchesse, & fort peu d'Habitans. Le Maire proposa à la

Compagnie même chose , que ce que ledit Syndic fit céans ; & puis donnerent l'avis de la Cour , sur lequel ledit sieur de Francheffe demanda , si l'on avoit assurance de traiter avec l'Ennemi. A quoi ils firent réponse que non ; & qu'il falloit premièrement savoir la volonté du Peuple , car autrement il seroit inutile d'aviser aux moyens d'une cessation d'armes , ni de s'informer de celle des Ennemis. Les Députés de MM. des Comptes opinerent , puis ledit sieur de Francheffe qui proposa beaucoup de difficultés dans un traité avec l'Ennemi , & que le sieur de Tavannes n'étoit obéi dans son parti. D'ailleurs qu'il en faudroit avertir M. le Prince de Mayenne , Gouverneur en ce Pays , & M. le Vicomte de Tavannes son Lieutenant ; mais qu'étant à la veille de la récolte, il

falloit prendre des gens pour résister aux Ennemis. Sur ce intervint le Procureur Syndic , lequel dit : Qu'il ne pouvoit louer ni approuver l'avis de la Cour, ains falloit approuver ce qui se passoit en la Chambre-de-Ville, sans en communiquer ni faire assembler les Paroisses; parceque cela pourroit exciter le Peuple à sédition, & apporter de l'altération à l'état de la Ville, étant besoin de prendre des gens de guerre pour les raisons déduites par le Vicomte-Maieur, lesquels pourroient être entretenus, sans fouler le Peuple, des deniers destinés pour la Compagnie du Baron de Lux qui avoit changé de parti. Aucuns des Echevins & du Clergé approuverent cet avis, disant, que le Peuple avoit donné pouvoir au Maire de la gouverner, d'autant, disoient-ils, qu'il falloit faire



faire la guerre au Démon, aux Politiques, aux Huguenots & autres fortes de gens, & que l'avis de la Cour, tant pour le préparatoire que pour le principal, ne pouvoit être suivi, le rejetant & blamant tout & par-tout. Qu'il n'y avoit que les Politiques & Officiers de la Cour & des Comptes qui fussent à leur aise, parcequ'ils ne payoient point de taille, & n'alloient au guet & garde, & sembloit qu'ils voulassent enfreindre les Privilèges de la Ville. Sur cela les moins échauffés prièrent qu'on ne blâmât les opinions de personne, & que chacun se contentât de dire son avis sans s'échauffer; que la Cour étoit instruite de leurs Privilèges qu'elle avoit enregistrés. Un de la Ville dit, qu'il ne falloit trouver étrange si l'on débattoit les avis qu'on ne trouvoit pas bons; puis après opinèrent ceux qui étoient derrière le

Bureau ; enfin il fut résolu que l'on mettroit les gens de guerre en cette Ville ou dehors , selon que l'on le jugeroit le plus expédient , jusqu'au nombre de 100 hommes d'armes , & falloit trouver deniers par quelques moyens , pour le supplément de leur solde , car ils avoient déjà 15 écus par mois , tellement qu'on augmenteroit icelle , d'environ de 6 écus par homme. Sur ce , le Maire les prie d'avertir la Cour de ladite résolution , & d'y faire réponse ; à quoi ils dirent , qu'ils le feroient ; mais quant à la réponse , que ledit Syndic la vînt demander , aussi que l'on devoit pour ledit supplément prendre la paye de la Compagnie du Baron de Lux , ce qui ne fut approuvé par ledit sieur de Francheffe.

Encore lesdits Sieurs Fyot & Gagne ont dit : Qu'ils prièrent la Compagnie de prendre de bonne part

l'avis de la Cour, qui étoit un Arrêt entr'eux; & dirent, qu'ils n'étoient contens de la manière dont on les avoit reçus & blâmés par la plûpart, comme si cet avis n'avoit pas le sens commun; que cependant il seroit aisé d'en établir la justice. Que la manière dont les Officiers de la Cour avoient été traités étoit fort insolente, ayant été traités, ces Officiers, de Politiques & d'Hérétiques, ce qui ne pouvoit être dissimulé; sur lequel rapport a été délibéré l'Arrêt qui s'ensuit.

LA COUR, dûment informée, que le jour d'hier, de relevée, en la Chambre de Ville, l'Arrêt par elle formé du matin n'avoit été reçu avec l'honneur & le respect que l'on devoit, quoiqu'il fût très-propre pour établir le repos du peuple de la Ville & de la Province; a enjoint & enjoint aux Vicomte-Maieur, Echevins & Procureur Syn-

dic, de pourvoir à ce que la liberté d'icelle ne soit offensée ni opprimée, sous peine d'en répondre, eux & leur postérité. Et où il se présentera, ci-après, quelque affaire importante pour le bien & repos de la Ville & de la Province, ils en viendront consulter la Cour & prendre son avis. Et sera le présent Arrêt délivré au Procureur Syndic, pour être lû & enregistré en ladite Chambre de Ville.

Et a été retenu que ledit Arrêt sera gardé & observé selon sa forme & teneur; & que pendant les présents troubles, la Cour ne députera plus aucuns Commissaires pour aller en ladite Chambre de Ville, & ne contribuera aucunement à la solde des Garnisons.

Qu'il sera écrit & représenté à M. de Mayenne les misères & nécessités de cette Province, afin de l'exciter à la Paix.

Et à M. le Prince de Mayenne & Vicomte de Tavannes, de pourvoir à la résistance qui est à faire aux ennemis, & empêcher leurs ravages.

Aussi, que la Cour se pourvoira en tems & lieu sur la réparation des injures proférées contre l'honneur d'icelle, en la Chambre de Ville, ainsi qu'elle verra être à faire.

Et à l'instant, l'Arrêt ci-dessus a été expédié & signé, & l'Extrait d'icelui délivré audit M<sup>e</sup> Jean Baudouin en son domicile, parlant au Commis du Greffe, en présence de Briet, aussi Commis audit Greffe.

*Du Vendredi 8, les Chambres assemblées.*

Vû la Délibération de la Chambre de Ville, du 5 du présent mois, les Conclusions du Procureur Général sur icelle, & une autre Délibération du 7 dudit mois, par la

quelle la Cour est invitée d'aller ce jourd'hui en ladite Chambre de Ville , pour prendre sa cotte du supplément de la solde des Gens de Guerre que l'on a délibéré d'appeller en cette Ville , pour résister aux ennemis , à peine qu'il sera procédé au département dudit supplément , attendu l'offre faite par les Gens des Comptes d'y contribuer pour un mois. A été dit : Que Messieurs Fyot & Gagne , Syndics , iront promptement en la Chambre des Comptes , pour sçavoir s'ils ont fait lescdites offres ; & en ce cas , leur dire qu'ils ne le devoient faire sans en consulter la Cour , & ne se départir de la bonne intelligence qui a été ci-devant entre les deux Compagnies. A l'instant , lescdits Sieurs retournés , ils ont rapportés : que lescdits Gens des Comptes ont fait en effet ladite offre , sur ce que le Procureur Syndic de la Ville ne de .

mande leur contribution que pour un mois seulement , & à la charge de remplacement ; mais que ce fut en cas que la Cour y voulût contribuer , & non autrement ; & qu'ils députeroient encore vers le Vicomte-Maieur , pour lui faire entendre leurs intentions.

L'affaire mise en délibération ; ensemble ce qui a été rapporté par ledit sieur Fyot : Que M<sup>e</sup> Jean Baudouin , Procureur , Syndic de cette Ville , lui avoit déclaré verbalement , ce matin , que si la Cour avoit quelques moyens de parvenir à une surseance d'armes avec les ennemis , le Vicomte-Maieur & les Echevins de la Ville s'y accorderoient très-volontiers ; a été dit , que lesdits Fyot & Gagne manderont ledit Baudouin , & lui diront , que la Cour a trouvé bon d'entrer en communication & conseil aujourd'hui , ou le plutôt que faire se pourra au

logis de M. le Premier Président , avec les Députés de la Chambre des Comptes , le fleur Francheffe , le Vicomte-Maieur , quelques Echevins & aucuns du Clergé , pour aviser aux moyens de parvenir à une cessation d'armes , & empêcher les actes d'hostilité , s'il est possible. A cet effet , ont été Messieurs les Présidens & Syndics de la Cour ; & néanmoins retenu , qu'il sera pourvû sur lesdites Délibération en tems & lieu.

A l'instant ledit Baudouin mandé , lesdits Syndics ont exécuté l'Arrêt ci-dessus , & donné copie d'icelui audit Baudouin , pour en avertir ledit Vicomte-Maieur & Echevins , & y faire réponse , ce qu'il a promis.

*Du Samedi 9.*

M. Gagne , Syndic , a rapporté , qu'hier , sur le soir , le Procureur Syndic lui rendit la Délibération



de la Cour dudit jour, & lui fit entendre, que les Vicomte-Maieur & Echevins étoient prêts de s'assembler suivant icelle, mais que ce ne pouvoit être ce jourd'hui, à cause des empêchemens du sieur de Franchesse. Que si la Cour trouvoit bon que ce fût pour demain, ils prendront sa commodité, en les avertissant de l'heure. Sur ce, les Chambres consultées, a été dit : Que ladite Assemblée se fera demain sept heures du matin, au logis de M. le Premier Président.

*Du Lundi 11.*

M. le Premier Président a dit : Que, le jour d'hier, Messieurs les Députés de la Chambre des Comptes, du Clergé & de la Ville furent assemblés en son logis, en présence du sieur de Franchesse, & résolurent d'écrire à M. le Prince de Mayenne, qu'on estimoit d'être

plus expédient de rechercher une surseance d'armes , que de continuer la guerre , en cas que les ennemis y voulussent entendre : sinon , qu'il falloit aviser aux moyens de pouvoir résister aux ennemis , & à leurs courses & ravages ; lesquelles Lettres furent dépêchées & envoyées à l'instant , comme il a été rapporté par M. le Président Desbarres.

*Du Mardi 12 , les Chambres assemblées.*

M. Fyot , Syndic , a dit : Que M<sup>e</sup> Jean Baudouin , Procureur Syndic de la Ville , lui avoit fait entendre , que la Chambre de Ville supplioit la Cour de députer Commissaires , d'icelle pour se trouver aujourd'hui , de relevée , pour prendre la cote de ladite Cour , pour le supplément de la solde des Gens de Guerre que l'on veut prendre pendant les moissons & vendanges

prochaines. Et néanmoins , que si M. le Prince de Mayenne trouve bon que l'on fasse une trêve avec l'Ennemi , l'on ne payera aucune chose de ladite cotte ; & au contraire , si l'on n'en fait point , les deniers seront plus prêts à lever. Sur quoi a été dit : que le sieur Fyot déclarera audit Syndic , que puisqu'on a écrit au sieur Prince de Mayenne , il faut attendre sa réponse.

*Du Lundi 13 , les Chambres assemblées.*

M. le Premier Président a dit : Que le jour d'hier , le Vicomte-Maieur de cette Ville fut en son logis , & ne l'ayant trouvé , l'Avocat Rouhier & quelques autres Echevins y retournèrent & lui montrèrent les Lettres écrites auxdits Vicomte-Maieur & Echevins par M. le Prince de Mayenne , sur le fait

du pourparlement d'une cessation d'armes avec ceux du parti contraire. De laquelle Missive il a représenté une copie qu'ils lui laissèrent ; dont lecture faite , ensemble de l'original que le Procureur-Syndic de la Ville a présentement rapporté , écrite à Châlons le 11 du présent mois , par laquelle ledit sieur Prince approuve l'ouverture faite de ladite cessation d'armes , pourvû qu'elle soit honorable & utile. A été conclu que ce jourd'hui , à deux heures de relevée , les Sieurs Députés en la première Assemblée se trouveront au logis de M. le Premier Président pour aviser sur lesdites Lettres ; & sera proposé , que l'avis de la Cour est , qu'elle écrira à Messieurs les Présidens & Conseillers qui sont de présent à Se-meur , pour les disposer au repos de la Province par le moyen d'une

furféance d'armes ; & les Vicomte-Maieur & Echevins , à M. de Tavannes.

Et parce que MM. Fyot & Gagne ont rapporté que ledit Procureur Syndic de la Ville supplioit la Cour de députer Commissaires, pour aller en la Chambre de Ville à neuf heures du matin, prendre la cote de la Cour, pour le supplément de la solde de 120 Cuirassiers que M. le Vicomte a promis d'envoyer dans cette Ville pour empêcher les ravages des ennemis , a été dit que lefdits sieurs Syndics feront réponse au Procureur Syndic de la Ville, que la Cour leur enjoint de surseoir audit département, jusqu'à ce qu'on ait pris des résolutions sur lefdites Lettres.

Et aussi a été conclu , qu'il sera écrit au nom de la Cour, audit sieur Prince de Mayenne , sur le fait de ladite surseance d'armes,

*Du Mardi 19.*

M. le Premier Président a dit que l'Assemblée des Députés de la Cour & Chambre des Comptes, du Clergé & Chambre de Ville, fut faite le jour d'hier en son logis ; où l'on résolut que la Cour écrirait à MM. les Présidens & Conseillers étant à présent à Semeur, pour porter M. de Tavannes à traiter une sur-séance d'armes, & y apporter de leur part bonne volonté.

Suivant laquelle Délibération M. le Président Desbarres a fait lecture d'une Missive qu'il a dressée à cet effet, & d'une autre à M. le Prince de Mayenne, lesquelles ayant été portées à la Tournelle, & vues, elles ont été mises au net & envoyées.

Sur ce que M. Fyot, Syndic, a rapporté, que M<sup>e</sup> Jean Baudouin, Procureur Syndic de la Ville, demandoit si l'on avoit député en la

Chambre de Ville, pour prendre la cote du supplément de la solde de la Gendarmerie que l'on veut mettre en cette Ville, a été dit, les Chambres consultées, que l'Arrêt du 5 du présent mois sera exécuté selon sa forme & teneur.

*Du Samedi 23, les Chambres assées.*

M. le Président Desbarres a dit avoir reçu Lettre de M. Fyot, son beau-frère, étant à Semeur, datée du 21 du présent mois, par laquelle il lui mande qu'il a fait voir à MM. les Présidens & Conseillers, étant audit Semeur, les Lettres à eux écrites par la Cour le 19 dudit mois, & qu'ils lui ont fait entendre qu'ils n'y vouloient faire réponse, ni reconnoître ladite Cour en la qualité qu'elle s'attribue par les raisons y contenues. Aussi qu'il n'étoit nécessaire de faire une Trêve, parce

que ce feroit toujours continuer la guerre , & fomenter le mal , qui reprendroit son cours après l'expiration de ladite Trêve, Laquelle Lettre vue, il a été dit qu'il en sera fait une copie pour demeurer devers le Greffe.

Aussi M. le Premier Président a représenté des Lettres de Cachet écrites à la Cour par M. de Mayenne, d'Amiens, le 9 du présent mois de Juillet, par lesquelles il prie la Cour de procéder à la réception de M<sup>e</sup> Jacques Laverne, pourvu d'un Office de Conseiller en icelle, nonobstant les empêchemens donnés au contraire, lesquelles Lettres ont été vues, &c.

*F I N.*







**La Bibliothèque  
Université d'Ottawa  
Échéance**

**The L  
University  
Date**

--	--	--



